

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N°

5760 C

Service Central :

Région :

OBJET DE LA CONSULTATION

Références :

Observations :

D^{re} N° 5760, Aff. : C

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 5760 C°

Service Central :

Région :

Nord, St. Communale,

OBJET DE LA CONSULTATION

Projet de contrat entre la S.N.C.F. et la St. Communale des
Transports automobiles et la St. France-Transport
Automobiles pour les services de partage et de
carnionnage dans Paris.

Références : V. 9962 C°

Observations :

D° N° 5760 C° ;

Aff. :

Projet de contrat pour le partage et le carnionnage dans Paris.

S.T.M. & P.T.D.

27 décembre 1

SJ 5500 Co

Monsieur l'Ingénieur en Chef
Chef de la Division Commerciale

Traité de factage
et de camionnage

de la Région du NORD

Par lettre du 20 décembre courant, vous avez bien voulu me faire connaître que la solution que je vous avais proposée au sujet des services de factage et de camionnage dans Paris, à savoir la conclusion d'un traité tripartite entre la S.N.C.F., la filiale et les entrepreneurs, vous paraissait présenter deux inconvénients: d'une part, celui de mettre les entrepreneurs au courant des rapports existant entre la S.N.C.F. et sa filiale; d'autre part, celui de les inciter, en cas de difficultés, à éluder l'action de la filiale pour faire intervenir la S.N.C.F.

Pour ces raisons, vous vous proposez de revenir à la solution indiquée dans votre première lettre, c'est-à-dire à la conclusion d'un traité de factage et de camionnage entre la S.N.C.F. et la filiale et d'un sous-traité entre la filiale et les entrepreneurs. Le premier de ces traités chargerait, en outre, la filiale, en vue du sous-traité à passer, de la vérification des factures moyennant une rémunération dont les bases seraient définies. Le sous-traité prévoirait, d'autre part, le règlement direct par la S.N.C.F. aux entrepreneurs de la rémunération acquise à ces derniers.

Vous me priez de vous indiquer, dans ces conditions, si la superposition des deux traités n'entraînera pas un cumul des taxes fiscales.

J'ai l'honneur de vous confirmer que, les traités projetés ne prévoyant, pour chaque partie prenante, que le versement des sommes qui lui sont définitivement acquises, l'impôt sera perçu uniquement sur les sommes effectivement encaissées par elle.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

signé: Gaurange

S. J.
n° 107000

Urgent

F

Paris, le 24 décembre 1901

Oly: Traité de factage
& de Camionnage

Monsieur l'Ingénieur en chef
chef de la Division communale
de la Région du Nord

Vu
le
25.12.01

Laur

Par lettre du 20 décembre est. vous avez bien voulu me faire connaître que la solution que je vous avais proposée au sujet des services de factage et de camionnage dans Paris, à savoir la conclusion d'un traité tripartite entre la S. M. C. F., la filiale et les entrepreneurs, vous paraissait présenter deux inconvénients: d'une part, celui de mettre les entrepreneurs au courant des rapports existant entre la S. M. C. F. et sa filiale; d'autre part, celui de les inciter, en cas de difficultés, à éluder l'action de la filiale pour faire intervenir la S. M. C. F.

Pour ces raisons, vous vous proposez de revenir à la solution ~~qui vous paraissait~~ indiquée dans votre première lettre, c'est à dire à la conclusion d'un traité de factage et de camionnage entre la S. M. C. F. et la filiale et d'un sous-traité entre la filiale et les entrepreneurs. Le premier de ces traités ~~serait~~ chargerait, en outre, la filiale, en vue du sous-traité à passer, de la ¹ vérification des factures moyennant une rémunération dont les bases seraient définies. Le sous-traité prévoirait, d'autre part, le règlement direct par la S. M. C. F. de aux entrepreneurs, de la rémunération acquise à ces derniers.

27/12

Vous me priez de vous indiquer, dans ces conditions,
si la superposition des deux traités n'entraînera pas
un cumul des taxes fiscales.

J'ai l'honneur de vous ~~faire connaître que~~
confirmer que, les traités projetés ne prévoyant,
pour chaque partie prenante, que le versement
des sommes qui lui sont définitivement
acquises, l'impôt sera perçu uniquement
sur les sommes effectivement encaissées par
elles.

Le Chef du Contentieux:
signé: Jaurès

ii

Supper revision -

then report - Nord -

no dinner needed - Nord -

a year of air? not the last

2-1-42

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

Division Commerciale

18, Rue de Dunkerque

PARIS - X^e

Tél. : TRUDAINE

99-40, 99-41, 99-42, 99-43

Inter 33

Adresse Télégraphique
NAFERNORD

Lé 20 DEC 1941

19



Monsieur le Chef du Contentieux,

Suite à votre lettre du 15 courant, référence 5.360^{Co}, répondant à la mienne du 1er courant et relative aux traités de factage et de camionnage dans PARIS.

La solution que vous voulez bien me proposer, à savoir celle d'un contrat tripartite entre la S.N.C.F., la filiale et les entreprises, a, à mon sens, deux inconvénients assez importants : d'une part, les entreprises seront au courant des rapports qui existeront entre la S.N.C.F. et la filiale, et notamment de la rémunération que touchera la filiale (A noter que le rôle incombant à la filiale et pour lequel elle sera rémunérée sera surtout de veiller à la diminution des dépenses des entreprises) ; d'autre part, les entreprises, en cas de difficultés, auront tendance à faire appel à la S.N.C.F. de laquelle elles tiendront directement leur droit d'exploitation ; l'action de la filiale sur les entreprises s'en trouvera gênée.

Je reviens donc sur la solution que je proposais dans ma lettre du 1er Décembre et que je puis résumer ainsi, d'une façon plus explicite que je ne l'avais fait dans ma première lettre :

1°) -- La S.N.C.F. confie à la filiale les services de factage et de camionnage dans PARIS. Autrement dit, la filiale devient l'entreprise. Le traité entre la S.N.C.F. et la filiale sera beaucoup plus simple et plus court que le projet de traité actuellement envisagé avec les entreprises, compte tenu des rapports confiants qui existeront entre la S.N.C.F. et sa filiale. Il prévoira que la S.N.C.F. remboursera à la filiale les dépenses que celle-ci aura directement à sa charge (frais de contrôle) et qu'elle paiera directement aux entreprises les factures que la filiale lui présentera après vérification.

Il prévoira encore une formule intéressant la filiale à la diminution des dépenses et à l'augmentation des recettes. Enfin, les sous-traitants que la filiale choisira devront être agréés par la S.N.C.F. et celle-ci se réservera l'approbation du contrat que la filiale passera avec les sous-traitants.

2°) -- La filiale prendra comme tractionnaires les entreprises S.T.A. et F.T.D. groupées dans l' "Organisme d'exploitation en commun" (O.E.C.). Le traité que la filiale passera avec l'O.E.C. sera semblable au projet actuellement envisagé, sous réserve d'une certaine adaptation. Il prévoira notamment que la filiale, en contre-partie des obligations qu'assumeront les

*M. Colombel
22-12-41*

*c'est bien utile, en effet.
La filiale n'ayant pas l'em-
prise sur les entreprises - elle subit
ce pour qu'à son com-
mandement.*

subvention

*- il ne faut plus des
sous traitants*

entreprises, se chargera de faire payer par la S.N.C.F. les factures présentées par les entreprises après qu'elle les aura vérifiées; elle aura, en effet, possibilité de faire payer ces factures par la S.N.C.F. en vertu du contrat que la S.N.C.F. lui aura accordé.

Cette solution, d'après votre lettre du 15 Décembre, n'entraînera pas vraisemblablement d'impôts supplémentaires. Je vous serais toutefois obligé de vouloir bien vérifier ce point.

*La S.N.C.F. en
aura bien aimé
les calculs pour les
payer*

(D'autre part, cette solution éviterait les inconvénients indiqués plus haut et concernant le traité tripartite; notamment, les entreprises n'auront de rapport qu'avec la filiale.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître aussi rapidement que possible votre avis définitif, les nouveaux traités devant être mis au point pour le 1er Janvier prochain.

Je suis à votre disposition pour aller vous voir à ce sujet si vous le jugez nécessaire.

L'Ingénieur en Chef,
Chef de la Division Commerciale,

Guillemin

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD G/E

EXPLOITATION

DIVISION COMMERCIALE

18, Rue de Dunkerque
PARIS-X

Tél.: TRUDAINE
99-40, 99-41, 99-42, 99-43

Inter 33

Adresse Télégraphique
NATFENCO

le 1 DEC 1947

Monsieur le Chef du Service du Contentieux,

La filiale automobile de la S.N.C.F. en voie de constitution sera chargée de contrôler les services de factage et de camionnage dans PARIS, actuellement effectués par les entreprises S.T.A. et F.T.D. groupées à cet effet dans l'organisme commun d'exploitation (O.E.C.). Il existe actuellement un contrat, en cours d'approbation par le Conseil de la S.N.C.F., entre la S.N.C.F. et l'O.E.C.

Deux formules sont possibles pour fixer l'activité de la nouvelle filiale :

- ou bien celle-ci sera seulement chargée de contrôler l'application du contrat passé entre la S.N.C.F. et l'O.E.C.,
- ou bien elle se substituera à la S.N.C.F. comme partie à ce traité,

dans les deux cas un traité devant être passé entre la S.N.C.F. et la filiale.

La deuxième formule paraît préférable du point de vue de l'action directe que la filiale doit avoir sur les entreprises. Si la filiale n'était pas partie au contrat avec les entreprises, celles-ci tenteraient de se dérober à leurs obligations en faisant appel à la S.N.C.F. ou en discutant l'interprétation de clauses que la filiale, elle, n'aura pas la possibilité d'interpréter.

M. LE BESNERAIS accepterait donc cette deuxième formule, à condition toutefois qu'elle ne soit pas plus onéreuse du point de vue fiscal, étant donné qu'elle risque d'entraîner une cascade de rémunérations, la S.N.C.F. payant la filiale pour les services considérés et la filiale payant les entreprises tractionnaires. Cette observation est d'autant plus importante que le chiffre d'affaires correspondant à ces services est de l'ordre de 40 ou 50 millions.



4676 S.C.I.P.-Paris - 20/2132 - 841

104 2 - DEC 41

A mon avis, on peut parfaitement éviter cette cascade de rémunérations. Le traité entre la S.N.C.F. et la filiale pourrait prévoir, en effet :

- le remboursement par la S.N.C.F. à la filiale des seuls frais de contrôle de la filiale;
- le paiement par la S.N.C.F. aux entreprises des factures présentées et vérifiées par la filiale;
- une formule simple intéressent la filiale à l'augmentation des recettes et à la diminution des dépenses.

Le contrat entre la filiale et les entreprises serait semblable au contrat ci-joint que la S.N.C.F. doit prochainement signer avec les entreprises, contrat dans lequel la filiale se substituerait à la S.N.C.F. Ce contrat serait seulement modifié pour prévoir que les factures des entreprises seraient, non pas payées par la filiale, mais vérifiées par celle-ci qui se chargerait de les faire payer par la S.N.C.F.

Je vous serais obligé de bien vouloir me donner votre avis dès que possible sur les dispositions générales ainsi prévues pour les deux traités envisagés.

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division Commerciale

Quilès

S.G.

Moguer

4° p. 670 c°

Paris, le

décembre 1911

Obj.: Traité de factage
& de camionnageMonsieur l'ingénieur en chef
Chef de la Division commerciale de la Région du Nord

Vu

ly
S. R. 41

Par lettre du 20 décembre est. vous avez bien voulu me faire connaître que la solution que je vous avais proposée au sujet des services de factage et de camionnage dans Paris, à savoir la conclusion d'un traité tripartite entre la S.G.T., la filiale et les entrepreneurs, vous paraissait présenter deux inconvénients: d'une part, celui de mettre les entrepreneurs au courant des rapports existant entre la S.G.T. et sa filiale; d'autre part, celui de les inciter, en cas de difficultés, à éluder l'action de la filiale pour faire intervenir la S.G.T.

Pour ces ~~deux~~ raisons, vous me proposez de revenir à la solution que vous m'avez indiquée, c'est à dire à la conclusion d'un traité de factage et de camionnage ~~entre~~ entre la S.G.T. et la filiale et d'un sous-traité entre la filiale et les entrepreneurs, ceux-ci étant toutefois ~~réglés~~ payés directement par la S.G.T., afin d'éviter la superposition des taxes de 3% et 1% sur les sommes versées.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la solution m'ayant paru échapper aux inconvénients que vous me signalez et à ceux que comporte la conclusion d'un sous-traité d'où la S.G.T. serait complètement éliminée, inconvénients relevés par ma lettre du 17 décembre est.

Par un premier contrat, la S.G.T. chargerait

la filiale, qui accepterait, 1° de passer avec les entreprises un traité destiné à assurer les services de factage et de camionnage dans Paris; 2° de contrôler l'application financière et technique du traité et notamment de vérifier les factures, moyennant paiement ^{d'une} rénumération revenant au propre à la filiale. Ce traité ne serait pas assujéti à l'enregistrement dans un délai déterminé.

Le traité de factage et de camionnage, à passer entre la filiale (agissant au nom et pour le compte de la S.N.C.F.), et les entreprises, reproduirait, en les adaptant, les dispositions qui figurent dans le modèle que vous m'avez communiqué.

Cette forme permettrait, ^{à la fois,} de maintenir dans leur rédaction actuelle les nombreuses clauses qui doivent ^(surtout aux articles 4, 8, 9 et 10) engager directement la S.N.C.F. et les entreprises ^{ces dernières} et d'assujétir ^{par} le contrôle de la filiale, en substituant celle-ci à la S.N.C.F. pour tout ce qui concerne notamment l'agencement et la surveillance du matériel, le programme des dépêches, l'envoi des fiches et bordereaux, le contrôle et la vérification des dépenses des services. L'avant-dernier alinéa de l'article 7, en particulier, devrait prévoir la présentation des factures à la filiale, pour vérification, et leur paiement direct par la S.N.C.F.

~~Le traité~~ Les deux contrats ne prévoient que le paiement de sommes définitivement acquises, d'une part, à la filiale, d'autre part, aux entrepreneurs, il n'y aurait pas superposition de taxes fiscales.

Le Chef du Contentieux

cette solution ne
supprime pas
complètement l'incon-
venient redouté par
M. Guibet de
les filiales, en cas de
difficulté, sans appel
à la S.N.C.F., mais elle
l'écarte tout de
même dans une
grande mesure

4

15 Décembre 41

S.J.

5.360 Co

Aff. Traités de
factage et de
camionnage dans
Paris.

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation
de la Région du Nord
(Division Commerciale)

Vous avez bien voulu me consulter, le 1^{er} décembre courant, sur la forme à donner à deux traités que vous envisagez de passer, l'un avec la Sté anonyme des Transports automobiles, industriels et commerciaux (S.T.A.) et la Sté France-Transports-Domicile (F.T.D.) l'autre avec la filiale automobile de la S.N.C.F., en voie de constitution, pour assurer les services de factage et de camionnage dans Paris.

La filiale automobile de la S.N.C.F. étant chargée de contrôler l'application du contrat de factage et de camionnage, notamment de vérifier les factures, devra être rémunérée de ses frais. Vous estimez, d'autre part, nécessaire qu'elle soit partie au traité à conclure avec les entreprises. Enfin, il y a lieu d'éviter que la forme à donner aux engagements contractuels n'aboutisse à une cascade de rémunérations. Le fait générateur des taxes fiscales applicables en l'espèce (taxe à la production de 3 %, taxe de transaction de 1 %) étant l'encaissement du prix d'un service, on échappera à la superposition de ces taxes en ne faisant encaisser par les parties prenantes que le profit qui leur est définitivement acquis.

Mais il n'est pas nécessaire, pour parvenir à ce résultat, de remplacer la S.N.C.F. par sa filiale dans le contrat à passer avec les entreprises de factage et de camionnage. Il paraît contraire à l'esprit de l'article 20 du Cahier des charges et à la nature de ces services, qui sont le prolongement des services ferroviaires, que la Société Nationale n'ait aucun lien de droit avec l'intermédiaire qui en est chargé. En fait, la plupart des

clauses du Traité de factage et de camionnage engageant directement la S.N.C.F. et les entrepreneurs. Leur efficacité serait très diminuée, dans un grand nombre de cas, s'il n'y avait entre eux aucun lien de droit, la filiale automobile se bornant à se porter fort de l'exécution de ces clauses.

Pour ces raisons, j'ai l'honneur de vous proposer de ne passer qu'un seul contrat obligeant la S.N.C.F., sa filiale et les deux entreprises et prévoyant, comme vous l'envisagez, d'une part, le paiement par la S.N.C.F. à sa filiale de la rémunération de ses services de contrôle; d'autre part, le versement direct par la S.N.C.F. aux entreprises du montant de leurs factures vérifiées.

Ce contrat pourrait conserver, dans la plupart de ses dispositions, la forme qu'il revêt dans le projet annexé à votre lettre. Il devrait être complété sur les points suivants, pour tenir compte des fonctions de contrôle de la filiale automobile.

a) article 1^{er}; en face de l'organisme commun d'exploitation des deux entreprises, la filiale automobile serait chargée de représenter la S.N.C.F. pour l'exécution technique et financière du contrat, mais seulement dans la mesure définie aux articles suivants :

b) article 3; il appartiendrait à la filiale automobile d'agréer le matériel du parc utilisé par les entreprises, de le faire modifier, remplacer, retirer du service, de réglementer la tenue du personnel, s'il y a lieu;

c) article 5; c'est à la filiale que devraient être adressés les fiches et les bordereaux permettant de se rendre compte des services effectués par chaque voiture; c'est encore à elle qu'appartiendrait le droit de regard dans les opérations et la comptabilité des entreprises stipulé à ce même article.

d) article 7; cet article, qui prévoit la rémunération de la S.T.A. et de la F.T.D. pourrait comprendre également les clauses relatives à la rémunération de la filiale (frais de contrôle, primes);

e) le bénéfice des clauses d'exonération de responsabilité et des clauses de garantie, qui figurent à l'article 9, serait étendu à la filiale;

f) article 14 (3^{ème} alinéa); on pourrait prévoir, en

cas de résiliation du Traité, la cession du matériel et des installations des entreprises (sur demande de celles-ci), soit à la S.N.C.F., soit à sa filiale automobile au choix de la S.N.C.F.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Ngué J. Amey

L.B.

10.1.360 c°

Oly: Transit de fretage
et de Camionnage
Paris

Paris, le 15 décembre 1934

Monsieur le Chef de Service de l'Expédition
de la Région du Nord.
(Division Commerciale)

Vous avez très voulu me consulter, la section du
ord., sur la forme à donner à deux traités ^{général} de
l'un avec la S.N. au re de Transport automobile,
autres traités et commerciaux (S.T.A.) et la S.N. France-
Transport-Service (F.T.S.), l'autre, avec la filiale
automobile de la S.N.C.F., en vue de constitution pour
assurer les services de fretage et de camionnage
dans Paris.

La filiale automobile ~~du~~ de la S.N.C.F. ~~devrait~~
~~être~~ chargée de contrôler l'application du contrat de fretage
et de camionnage, notamment de vérifier les factures,
devra être rémunérée de ses frais. Pour cela, l'autre
part, nécessaire quelle soit partie aux ~~contrats~~ traités à
conclure avec les entreprises. Enfin, il y a lieu d'éviter
que la forme à donner aux engagements contractuels
n'aboutisse à une cascade de rémunérations. ~~Supprimer~~
de fait générateur des taxes finales applicables en
l'opère (taxe à la production de 3%, taxe de transaction
de 1%) et tout l'encaissement du prix d'un service,
en échappera à la proportion de ces taxes, ce ne
faisant encaisser par la partie prenante, que le profit
qui leur est définitivement acquis.

Mais il n'est pas nécessaire, pour parvenir à ce
résultat, de remplacer la S.N.C.F. par sa filiale

12.12.34
Vu
Ly
12.12.34
Paris

dans le contrat à passer avec les entreprises de transport et de camionnage. Il paraît contraire à la ~~nature et à l'objet~~ de l'acte de transport d'attribuer à l'exploitant de l'article 20 du Cahier des charges et à la nature de ces services, qui sont le prolongement des services ferroviaires, que la Société Nationale n'ait aucun lien de droit avec l'intermédiaire qui en est chargé. ~~En fait~~ En fait, la plupart des clauses du Traité de transport et de camionnage engagent directement la S.N.C.F. et les entrepreneurs. Leur efficacité serait très diminuée, dans un grand nombre de cas, s'il n'y avait entre eux aucun lien de droit, la filiale autorisée n'ayant à se porter fort de l'exécution de ces clauses.

Pour ces raisons, j'ai proposé de vous proposer de ne passer qu'un seul contrat obligant la S.N.C.F., la filiale et les deux entreprises et prévoyant, comme avec l'omnibus, d'un part, le paiement par la S.N.C.F. à la filiale ~~de la~~ de la rémunération de ses services de contrôle; d'autre part, le versement direct par la S.N.C.F. aux entreprises du montant de leurs factures vérifiées.

Ce contrat pourrait consacrer, dans la plupart de ses dispositions, la forme qu'il revêt dans le projet annexé à votre lettre. Il devrait être complété aux points suivants pour tenir compte des fonctions de contrôle de la filiale automobile:

- a) 1^{er} article 10; en face de l'organisme commun d'exploitation des deux entreprises, la filiale automobile serait chargée de représenter la S.N.C.F. par l'excution techniques et financière du contrat, mais seulement dans la mesure définie au article suivant;
- b) article 3; il appartiendrait à la filiale automobile

d'après le matériel du personnel par les entreprises, de le faire modifier, remplacer, réparer du service, de réglementer la tenue du personnel, s'il y a lieu;

c) article 5; c'est à la filiale que devraient être adressés les fiches et les bordereaux permettant de se rendre compte des services effectués par chaque voiture; c'est encore à elle qu'appartiendrait le droit de regard dans les opérations et la comptabilité des entreprises stipulé à ce même article.

d) article 7; cet article, qui prévoit la rémunération de la S.N.C.F. et de la F.T.E. pourrait comprendre également les clauses relatives à la rémunération de la filiale (frais de contrôle, primes);

e) le bénéfice des clauses d'exonération de responsabilité et de clauses de garantie, qui figurent à l'article 9, serait étendu à la filiale;

f) article 14; ~~ou~~ (5^{ème} alinéa), ou pourrait prévoir, en cas de violation du Traité, la cession du matériel et des installations des entreprises (ou ~~des~~ ^{de celle-ci} de celle-ci), soit à la S.N.C.F., soit à la filiale automobile, au choix de la S.N.C.F.

Le Chef du Contrôle
Mme J. Bureau

*D. G. Imp. Taxe
Production*

NOTE

Dans l'espèce considérée, il s'agit de prestations de services, passibles des taxes à 3% (production) et 1% (transaction). Le fait générateur de l'impôt est l'encaissement du prix.

Il est évident que si on attribue à S.T.A. et F.T.D. des allocations, dont une partie doit être reversée à la filiale en voie de constitution, il y aura cascade d'impôts, celle-ci devant payer sur le montant de ses rémunérations qui correspondent à ses prestations de services.

Qu'il y ait un seul acte de passé ou qu'il y en ait plusieurs, l'essentiel est de ne faire encaisser par les parties prenantes qu'un profit définitivement acquis, dont elles n'aient rien à distraire au profit des autres.

La meilleure solution résiderait, en principe, dans l'adoption d'un acte auquel seraient parties toutes les sociétés intéressées, acte qui déterminerait la quotité des sommes allouées à chacun des prestataires de services.

L'opération paraît devoir se dérouler ainsi:

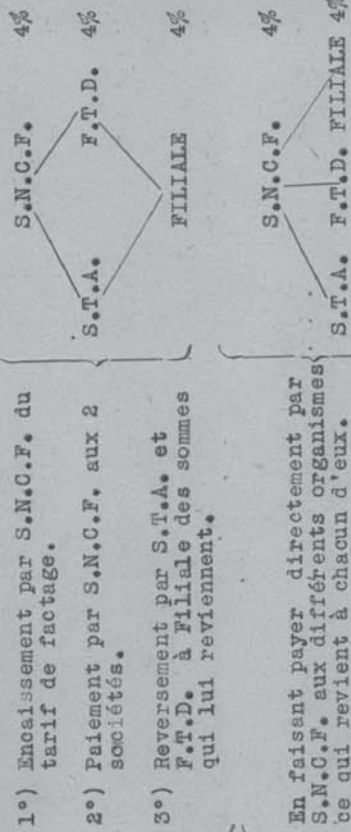
1°) S.N.C.F. encaisse les rémunérations de factage et de camionnage.

Elle se trouve passible des deux taxes (3% et 1%) (Loi du 13 mai 1941. - Tous transports soumis aux 2 taxes)

2°) Par l'entremise de la Société nouvelle elle va rémunérer S.T.A. et F.T.D. selon les prestations de services effectuées par ces organismes sur l'ordre d'O.C.E.

L'organisme chargé de contrôler les parties et de faire la répartition entre ces deux sociétés recevrait de son côté mais directement de la S.N.C.F. une rémunération de son travail.

On pourrait éviter la cascade d'impôts suivante;



Il paraît difficile de limiter à un seul stade d'impôts l'opération considérée. - C'est bien la S.N.C.F. qui doit assurer la livraison, à domicile aux termes de son cahier des charges et qui encaissera le prix de cette prestation de services en vertu de tarifs homologués.

Les contrats qu'elle passe avec d'autres sociétés constituent des engagements contractuels indépendants. La base de rémunération n'est pas une quotité de ce que S.N.C.F. va encaisser pour le factage, mais des prix de revient augmentés de primes ou diminués de pénalités. Il ne semble donc pas possible de prévoir une répartition du prix tarifaire entre les 3 parties prenantes : S.N.C.F. S.T.A. et F.T.D. - et Filiale.

Pour arriver à ce résultat il faudrait que S.N.C.F. fût assimilée à un commissionnaire de transports qui ne paie l'impôt que sur la partie des sommes encaissées par lui correspondant à sa rémunération brute, c'est-à-dire à l'exclusion des seuls débours afférents au transport lui-même, pourvu qu'il soit justifié desdits débours. (Code des Taxes à la Production art. 17§ 3).

Cette assimilation ne semble pas pouvoir être envisagée.

Par commissionnaires de transport, il faut entendre, en effet, les personnes qui confient à des tiers (Compagnies de Chemins de fer ou de Navigation) l'exécution des transports dont elles se chargent à l'exclusion des entrepreneurs de transport eux-mêmes c'est-à-dire de ceux qui exécutent des transports pour le compte de tiers.

L'entrepreneur de transport ne saurait d'ailleurs être considéré comme effectuant des débours puisque sa rémunération représentée en totalité le prix d'un service rendu par ses propres soins.

Le CHEF de BUREAU PRINCIPAL

1.2.4.6.8.10.12.14.16.18.20.22.24.26.28.30.32.34.36.38.40.42.44.46.48.50.52.54.56.58.60.62.64.66.68.70.72.74.76.78.80.82.84.86.88.90.92.94.96.98.100.

Note

Compte tenu des précisions contenues dans la lettre ci-jointe, il semble bien que la filiale jouera le rôle d'un Commissionnaire de transports.

En effet, aux termes des art. 96 et suivants du Code de Commerce, et Commissionnaire de transports celui qui se charge de faire effectuer par autrui le transport des marchandises.

Selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, la qualité de Commissionnaire de transports doit être reconnue aux entreprises de transports qui ont recours à des tiers pour l'exécution des transports à eux confiés (Instruction de l'admⁿ).

Les Sociétés S.T.A. & P.T.D. ne sont pas des Sous-traitants. Elles doivent être considérées comme des entreprises auxquelles la filiale qui ne fait pas par elle-même de transports de marchandises, - tout au moins à Paris, et dans le cas envisagé - confie l'exécution de transports qu'elle s'engage, non pas à exécuter elle-même mais à faire exécuter.

L'art 17 §1 du Code des taxes à la Production, qui s'applique aussi en matière de taxe sur les transactions

dispose notamment :

.. Pour les personnes faisant acte de Commissionnaire, représentants, mandataires intermédiaires, entrepreneurs ou locataires successives, le chiffre d'affaires imposable est constitué par le montant des courtages, commissions, remises, salaires et autres profits définitivement acquis.

En ce qui concerne spécialement les commissionnaires de transports, le Code dispose (art. 17 al. 2) que le chiffre d'affaires imposable est constitué par la partie des sommes encaissées par eux, correspondant à leur rémunération brute, c'est à dire à l'exclusion des seuls débours afférents aux transports.

Il en résulte que si, dans les contrats d'intérim entre S.M.C.F. et la filiale, il appert que le rôle de celle-ci est bien celui d'un commissionnaire de transports, elle aura à payer seulement sur son profit définitivement acquis, - que la rémunération des entreprises soit d'ailleurs assurée, - comme c'en est le cas, - directement par la S.M.C.F. - ou par elle-même.

ainsi la base de l'impôt sera
entière.

26-12-41

H. M. 7

S. J.
no 5760 C.

Paris, le 5 décembre 1941

Note pour Monsieur le Chef de Contentieux

M. Lenoir
Sp. en p. n. ?

La Division Commerciale de la Région du Nord nous a consultés au sujet de la forme à donner à deux contrats à passer, l'un, avec la ^{ma} S. T. A. des Transports automobiles, industriels et commerciaux et la S. T. France-Transports-Domicile (S.T.A. & F.T.D.), l'autre, avec la filiale automobile de la S.M.C.F. en voie de constitution.

Les deux premières Sociétés doivent être chargées d'amener les services de factage et de camionnage dans Paris pour le compte des Régions de l'Est, du Nord, du Sud-Est, et du Sud-Ouest. La filiale automobile de la S.M.C.F. sera chargée de contrôler l'application du contrat de factage et de camionnage et notamment de vérifier les factures, la rémunération des services de factage et de camionnage devant être basée provisoirement, non sur un taux forfaitaire, mais sur les prix de revient et les frais généraux avec un système de primes d'au rendement ou de féralisation. Elle sera rémunérée de ses frais de contrôle.

La Région du Nord estime néanmoins que la filiale soit partie au contrat passé avec les entreprises. D'autre part, il faut éviter que la forme donnée au contrat ou aux contrats à passer entraîne, pour un même chiffre d'affaires, une superposition de taxes fiscales. Dans ce double but, la Région du Nord propose de remplacer la S.M.C.F. par sa filiale dans le contrat à passer avec les entreprises de factage et de

carrionnage et de passer avec la filiale un contrat distinct par lequel la S.N.C.F. s'engagerait à payer les factures présentées et vérifiées par elle-ci, en lui remboursant ses frais de contrôle et en l'intéressant à la bonne gestion des services de factage et carrionnage.

Mais il ne paraît pas possible d'éliminer la S.N.C.F. du contrat à passer avec les entreprises de factage et de carrionnage qui sont le prolongement des services ferroviaires. Cela paraît, en premier lieu, contraire à l'article 20 de son Cahier des charges, où il est dit que la Société nationale est tenue de faire soit elle-même, soit par un intermédiaire dont elle répondra, l'enlèvement et la remise des marchandises au domicile des expéditeurs ou destinataires ou encore dans ses bureaux ou dans ceux de ses correspondants. Or il serait difficile que la S.N.C.F. répondît d'un intermédiaire avec lequel elle n'aurait aucun lien contractuel. Ensuite, il n'est guère concevable, la plupart des clauses du contrat de factage et de carrionnage engageant directement soit la S.N.C.F., soit les entrepreneurs, qu'un tiers puisse se porter fort de leur exécution, en leur gardant la même efficacité. Ainsi, par exemple, la S.T.A. et la F.T.D. n'auraient de recours en paiement de leur rémunération que contre la filiale du Réseau; la S.N.C.F. ne pourrait appeler la S.T.A. et la F.T.D. en garantie dans les litiges pouvant entraîner le paiement d'indemnités mises en tout ou en partie à leur charge par les articles 8 et 9 du Contrat. On ne voit pas bien non plus quel intérêt la filiale automobile pourrait invoquer dans une action basée sur une concurrence aux lignes de la S.N.C.F., concurrence interdite par l'article 10.

Pour toutes ces raisons, il paraît plus simple

II
et plus sûr de ne passer qu'un seul contrat obligeant
1° la S. N. C. F., d'une part
2° sa filiale automobile, d'autre part,
3° la S. T. A. et la F. T. D., encore d'autre part.

Ce contrat pourrait conserver, dans la plupart de ses dispositions la forme qu'il revêt dans le projet annexé à la lettre de la Région du Nord. Il y aurait lieu seulement de le compléter sur les points suivants, pour tenir compte des fonctions de contrôle de la filiale automobile:

a) ^{1er} article 3; en face de l'organisme commun d'exploitation des deux entreprises, la filiale automobile serait chargée de représenter la S. N. C. F. pour l'exécution technique et financière du contrat; mais seulement dans la mesure définie aux articles suivants;

b) article 3; il appartiendrait à la filiale automobile d'acquies le matériel du parc utilisé par les entreprises, de le faire modifier, remplacer, retirer du service, de régler la tenue du personnel, s'il y a lieu;

c) article 9; c'est à la filiale automobile qui devraient être adressés les fiches et les bordereaux permettant de se rendre compte des services effectués par chaque voiture; c'est encore à elle qu'appartiendrait le droit de regard dans les opérations et la ~~part~~ comptabilité des entreprises stipulé à ce même article;

d) article 3; cet article, qui prévoit la rémunération de la S. T. A. et de la F. T. D., devrait également prévoir celle de la filiale (frais de contrôle, primes);

e) ^{le bénéfice de} les clauses d'exonération de responsabilité ^{et} des clauses de garantie, qui figurent à l'article 9, serait ~~en~~ étendu à la filiale;

f, (article 14); on pourrait prévoir, qu'en cas de
résiliation du traité (3^{ème} alinéa), la cession du matériel
et des installations des entreprises (sur demande de celles-ci)
soit à la S. N. C. F., soit à sa filiale automobile, au choix
de la S. N. C. F.

Habermehl

O. E. C. Les personnes morales ?
art 8

Il n'y aurait pas ^{de manière} ~~entre~~
de la S. N. C. F. et la filiale
puisque la S. N. C. F. continuerait
à payer S. T. A. et F. T. D.

Il y aurait plutôt entre
d'entreprise entre la S. N. C. F. et la filiale
pour la répartition des factures et la
summe d'exploitation ~~par~~ des sociétés

Souvenez-vous ne pas faire
le contact entre 1^{re} la S. N. C. F. d'une part
2^e la filiale de 2^e part
3^e et S. T. A. et F. T. D. 3^e part

il n'y aurait pas de coscoda
chose!

Un article spécial du
contrat pourrait prévoir
que moyennant une rémunération
à déterminer, le fiscal
simplifierait les factures et
simplifierait l'écriture du
marché.

La question fiscale serait
alors résolue.

Pegrid

Il y a un grand nombre de clauses au traité
qui ne peuvent être reportées ailleurs; il
faudrait que l'effet en ^{absolue} ~~est~~ directement
la S de CF vis à vis des exploitations ou ceux-ci
vis à vis de la S de CF. Celle-ci doit donc être
partie au traité - pas de substitution.

Traits & paysage
de mon pays
à Paris

Vendredi 19 - 4 quarts
Lun. - Chap. 11^h 1/4

- 18^m & Jan. Roques -

Caractéristiques des véhicules	Fourgons de factage d'une charge utile ne dépassant pas 3 tonnes			Camions d'une charge utile de plus de 3 tonnes jusqu'à 5 tonnes inclus de plus de 5 tonnes						Tracteurs 6 tonnes et 2 remorques		
	essence	alcool	50% es. et 50% al.	essence	alcool	50% es. et 50% al.	essence	alcool	50% es. et 50% al.	essence	alcool	50% es. et 50% al.
Carburant employé :												
Consommation de carburant " aux 100 kms...	31 ¹	52 ¹	39 ¹	42 ¹	75 ¹	53 ¹	60 ¹	90 ¹	72 ¹	43,5 ¹	79 ¹	56 ¹
" d'huile aux 100 kms...	1	1	1	1,3	1,3	1,3	1,7	1,7	1,7	1,6	1,6	1,6
Valeur d'achat du matériel	45.000 ^f			70.000 ^f			95.000 ^f			105.000 ^f		
Valeur de rempl ^t "	73.700 ^f			93.610 ^f			168.850 ^f			168.850 ^f		
I - <u>Frais kilométriques.-</u>												
Carburant.....	1,82	2,21	2,188	2,465	3,187	2,973	3,486	3,825	4,039	2,557	3,357	3,142
Huile.....	0,18	0,18	0,18	0,234	0,234	0,234	0,306	0,306	0,306	0,288	0,288	0,288
Pneumatiques.....	0,15	0,15	0,15	0,305	0,305	0,305	0,305	0,305	0,305	0,400	0,400	0,400
Graissage, réparations et entretien.....	1,06	1,06	1,06	1,420	1,420	1,420	1,852	1,852	1,852	1,840	1,840	1,840
Assurances, accidents aux tiers.....	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19
Total.....	3,40	3,79	3,768	4,614	5,336	5,122	6,139	6,478	6,692	5,271	6,075	5,860
II - <u>Frais fixes par journée voiture.-</u>												
(utilisation de 260 jours par an de chaque voiture)												
Taxes au poids et à l'encombr.	5 ^f 62			8 ^f 10			11 ^f 02			11 ^f 02		
Lavage.....	7,50			7,50			7,50			9,50		
Intérêt à 6 % du capital engagé dans l'achat.....	10,38			16,15			21,92			24,23		
Frais de constitution en 10 ans à 6 % du capital de remplacement.....	20,29			25,77			46,48			46,48		
Total.....	43,79			57,52			86,92			91,23		
III - <u>Salaires des chauffeurs par journée.</u>												
Salaires prévus au contrat collectif ramenés à la journée de travail.....	437,02 = 87 ^f ,40			446,20 = 89 ^f ,24			453,47 = 90 ^f ,69			457,47 = 91 ^f ,49		
- Allocations familiales....	4 % (
- Assurances sociales.....	3,80											
- Assurances contre les accidents du travail....	2,92			15,36 % = 13 ^f ,42			15,36 % = 13 ^f ,71			15,36 % = 13 ^f ,92		
- Taxe d'apprentissage.....	0,20											
- Congés payés.....	4											
Total.....	100,82			102,95			104,61			104,61		
- Total des frais fixes par journée y compris le chauffeur.....	144 ^f 61			160 ^f 47			191 ^f 53			195 ^f 84		

NOTA.6 Le prix de revient sera décomposé d'une manière semblable pour les véhicules électriques, les véhicules à gaz comprimé, ou ceux qui emploieraient tout autre carburant que l'essence, l'alcool ou le mélange 50 % d'essence et 50 % d'alcool, si de tels véhicules étaient utilisés, dans l'avenir, par l'O.E.C.

Le prix de revient a été établi en tenant compte :

- de 247,2 jours par an d'utilisation de chaque cheval et de chaque voiture.
- d'un capital d'achat de 13.200 frs par cheval et d'un capital de remplacement de 25.000 frs par cheval. Ce dernier chiffre étant à augmenter de 6,90 % pour tenir compte de la mortalité sur une période de 7 ans.
- d'un capital d'achat et d'un capital de remplacement de 10.000 frs pour une voiture à un cheval et de 15.000 frs pour une voiture à deux chevaux, étant entendu que ces sommes ne sont pas à retenir pour les véhicules exploités par la Société F.T.D. qui appartiennent, dans la proportion de 147 sur 163, à la Société Nationale.
- du fait qu'une disposition spéciale est prévue pour l'entretien, même s'ils ne sont pas effectivement utilisés, des 147 véhicules S.N.C.F. qui sont exploités par la Société F.T.D.; cette disposition est basée sur l'affectation au Service de la Société Nationale de 63 % du parc de la Société F.T.D. (163 véhicules) pendant 20,6 jours par mois ce qui représente 2.115 journées-voitures par mois.

I - Journée Cheval -	Voiture à 1 Cheval	Voiture à 2 Chevaux
- Alimentation - litière (déduction faite de la revente du fumier).....	f 38 40	f 76 80
- Frais d'exploitation (palefreniers, piqueurs, ferrage, harnais, matériel d'écurie).....	f 26 61	f 53 22
- Assurances accidents.....	f 2 02	f 4 04
- Intérêt à 6 % du capital engagé dans l'achat du cheval.....	f 3 20	f 6 40
- Frais de constitution en 7 ans à 6 % du capital de remplacement, déduction faite du prix de vente à la boucherie du vieux cheval.....	f 11 15	f 22 30
Total.....	f 61 38	f 162 76
II - Journée-voiture -		
- Frais d'entretien (personnel, peinture, pièces détachées, graissage, pneumatiques).....	f 11 50	f 11 50
- Intérêt à 6 % du capital engagé dans l'achat de la voiture.....	f 2 42	f 3 64
- Frais de constitution en 10 ans à 6 % du capital de remplacement.....	f 2 90	f 4 34
Total.....	f 16 82	f 19 48
III - Personnel de conduite -		
- Salaires prévus au contrat collectif ramenés à la journée de travail...	$\frac{383^f 80}{5} = 76^f 76$	$\frac{410^f 40}{5} = 82^f 08$
- Allocations familiales..... 4 %		
- Assurances sociales..... 3,80		
- Assurances contre les accidents du travail 2,92	$15,36 \% = 11^f 79$	$15,36 \% = 12^f 16$
- Taxe d'apprentissage..... 0,20		
- Congés payés..... 4		
Total.....	f 88 55	f 94 68
- Total des frais par journée.....	f 186,75	f 276,92
NOTA.-		
- Pour le parc de la Société F.T.D., ces chiffres sont à ramener, par déduction des frais d'intérêt et d'amortissement des capitaux d'achat et de remplacement des véhicules, respectivement aux sommes ci-contre..	f 181 43	f 268 94

Il y a lieu d'autre part de compter, pour le même parc, 3 frs de frais d'entretien par journée-voiture de non utilisation, le nombre de ces journées étant obtenu en déduisant de 2.115 le nombre des sorties voitures hippomobiles facturées par la Société F.T.D. à la S.N.C.F. pendant le mois considéré.

Salaire du personnel de livraison et de manutention

Prix moyen du 1er trimestre 1941

	L I V R E U R S		MANUTENTIONNAIRES
	titulaires	complémentaires	complémentaires
- Salaires prévus au contrat collectif ramenés à la journée de travail ...	$\frac{410^f 94}{5} = 82^f 188$	$\frac{410^f 94}{5} = 82^f 188$	$67^f 20$
- Allocations familiales	4 %)	4 %)	
- Assurances sociales	3,80 % (	3,80 % (
- Assurances contre les accidents du travail	2,92 % (15,36% = 12 ^f 624	2,92 % (15,72% = 12 ^f 919	15,72 % = 10 ^f 563
- Taxe d'apprentissage	0,20 % (	0,20 % (
- Cengés payés	4,44 % (	4,80 % (
Salaire total par jour	94 ^f 812	95 ^f 107	77 ^f 763
Salaire total par heure	11 ^f 851	11 ^f 888	9 ^f 72

Variation des prix de revient repris aux Annexes
A, B et C

Prix de revient -----	Indices de variation -----
I - <u>Véhicules automobiles</u> (Annexe A)	
I° - <u>Frais kilométriques</u>	
- Carburant : essence, alcool ou mélange d'essence et d'alcool	{ Prix fixés par l'Autorité Supérieure et figurant au Journal Officiel
- Huile	
- Pneumatiques	- d° -
- Graissage et entretien	Prix d'une enveloppe et d'une chambre 34 x 7 du tarif de détail Michelin
- Assurances accidents aux tiers	- pour 50 % à partir du salaire d'un ajusteur de 1ère catégorie ayant 5 années de service d'après le contrat collectif des garagistes en vigueur à PARIS, en tenant compte des allocations familiales, des assurances sociales (d'après le Tarif de la Caisse de Compensation), des assurances contre les accidents du travail, de la taxe d'apprentissage et des congés payés.
2° - <u>Frais fixes</u>	- pour 50 % à partir du prix des blooms THOMAS publiés par le Comptoir Français des Produits Sidérurgiques.
- Taxes au poids et à l'encombrement	D'après le tarif publié par le Consortium des assurances.
- Lavage	D'après le taux officiel de ces taxes, y compris la taxe municipale.
	Salaire d'un laveur ayant 5 années de service, d'après le contrat collectif des garagistes en vigueur à PARIS, en tenant compte des allocations familiales,

Prix de revient

Indices de variation

des assurances sociales (d'après le tarif de la Caisse de Compensation), des assurances contre les accidents du travail, de la taxe d'apprentissage et des congés payés.

Indice forfaitaire dont l'application est prévue par le décret du 30 janvier 1941 pour le calcul des provisions pour renouvellement de l'outillage et du matériel.

Salaire d'un chauffeur ayant 5 années de service, d'après le contrat collectif en vigueur à PARIS, en tenant compte des allocations familiales, des assurances sociales (d'après le tarif de la Caisse de Compensation), des assurances contre les accidents du travail, de la taxe d'apprentissage et des congés payés.

- Capital de remplacement

3° - Salaire des chauffeurs

II - Véhicules hippomobiles
(Annexe B)

1° - Journée-cheval

- Alimentation - litière

- Frais d'exploitation

- Assurances accidents

- Capital de remplacement

2° - Journée-voiture

- Frais d'entretien (personnel, peinture, pièces détachées, graissage, pneumatiques ...)

Avoine grise de Beauce 1ère qualité

Salaire d'un palefrenier ayant 5 années de service d'après le contrat collectif en vigueur à PARIS, en tenant compte des allocations familiales, des assurances sociales (d'après le tarif de la Caisse de Compensation), des assurances contre les accidents du travail, de la taxe d'apprentissage et des congés payés.

d'après le tarif publié par le Consortium des assurances

Sur justification

- pour 56 %) partir du salaire d'un char-
ron ayant 5 années de service d'après le
contrat collectif en vigueur à PARIS, en
tenant compte des allocations familiales,

.....

Prix de revient

- Capital de remplacement

3° - Salaire du conducteur

III - Salaire du personnel de livraison
et de manutention
(Annexe C)

- Personnel de livraison

- Personnel de manutention

- 3 -

Indices de variation

des assurances sociales (d'après le tarif de la Caisse de Compensation), des assurances contre les accidents du travail, de la taxe d'apprentissage et des congés payés

- pour 36 % à partir du prix des blooms THOMAS publiés par le Comptoir Français des Produits Sidérurgiques.
- pour 8 % à partir du prix d'une enveloppe et d'une chambre 32/6 du tarif de détail Michelin.

Indice forfaitaire dont l'application est prévue par le décret du 30 janvier 1941 pour le calcul des provisions pour le renouvellement de l'outillage et du matériel

Salaire d'un conducteur ayant 5 années de service d'après le contrat collectif en vigueur à PARIS, en tenant compte des allocations familiales, des assurances sociales (d'après le tarif de la Caisse de compensation), des assurances contre les accidents du travail, de la taxe d'apprentissage et des congés payés.

Salaire d'un livreur ayant 5 années de service d'après le contrat collectif en vigueur à PARIS, en tenant compte des allocations familiales, des assurances sociales (d'après le tarif de la Caisse de Compensation), des assurances contre les accidents du travail, de la taxe d'apprentissage et des congés payés.

Salaire d'un livreur ayant 5 années de service, d'après le contrat collectif en vigueur à PARIS, en tenant compte des allocations familiales, des assurances sociales (d'après le tarif de la Caisse de Compensation), des assurances contre les accidents du travail, de la taxe d'apprentissage et des congés payés.

Frais généraux proportionnels aux autres dépenses

	<u>S.T.A.</u>	<u>F.T.D.</u>
- Frais de litiges et d'avaries	0,49	0,216
- Frais de trésorerie à 6 % d'intérêt sur le montant des sommes avancées par les entreprises	0,50	0,50
- Frais divers (frais de téléphone, de papeterie, de surveillance et de gardiennage - frais de déplacements et de liaison avec les services de la S.N.C.F.)	1,50	1,50
Total	2,49	2,216

Frais Généraux fixes

Annexe F

Frais évalués pour le 1er trimestre 1941

- Trafic total des entreprises pendant le 1er trimestre 1941 : 55.058 tonnes compte tenu, pour les colis postaux, d'un poids forfaitaire de 7 kg. par colis.

	Moyenne mensuelle

- Frais d'employés locaux (toutes charges patronales comprises)..... (Non compris le personnel employé aux livraisons de colis contre remboursement).	233.400 fr.
- Personnel employé aux livraisons des colis contre remboursement et frais divers entraînés par ces livraisons	19.300 -
- Frais d'employés centraux et de direction (toutes charges patronales comprises)	100.600 -
- Loyers et assurances locatives	42.700 -
- Patentes	18.900 -
- Frais d'éclairage, chauffage, entretien du matériel fixe	28.800 -
- Intérêt à 6 % et amortissement du capital investi, non compris le capital investi dans le matériel roulant	105.500 -
Total :	549.200 fr.
dont pour S.T.A.	322.300 fr.
- F.T.D.	226.900 fr.

Variation des frais généraux fixes -

- Les frais d'employés locaux (non compris le personnel employé aux livraisons des colis contre remboursement), ainsi que les frais d'employés centraux et de direction varieront en fonction du salaire d'un employé ayant 5 années de service d'après le contrat collectif en vigueur à Paris en tenant compte des allocations familiales, des assurances sociales (d'après le taux de la caisse de compensation), des assurances contre les accidents du travail, de la taxe d'apprentissage et des congés payés.
- Les frais de livraison des colis contre remboursement (y compris les frais de personnel) varieront en fonction du montant des remboursements encaissés par les entreprises.
- Les autres frais varieront sur justifications présentées par les entreprises.
- Il est d'autre part spécifié que les frais généraux indiqués ci-dessus tiennent compte du fait que les véhicules affectés aux services qui font l'objet du présent traité sont utilisés au trafic de la S.N.C.F. dans la proportion de 94% pour S.T.A. et de 100 % pour F.T.D.

3 Xbre 1941 -

Répondre par télégramme

1°/ L'enfant né le 25/11/41 ne peut être reconnu actuellement. Il ne peut être prouvé par mariage subséquent (art. 331 C. civ. mod. par la loi de 30 Xbre 1915, 25 avril 1924 et 14-Sept. 1940 art. 335 C. civ.)

2°/ L'art. 310 C. civ. mod. par la loi du 2 avril 1941 s'applique, ~~immédiatement~~, au Conventuel de la Ripération de Corps en divorce ne peut être prononcée dans les conditions et les formes prévues par l'art. 310 C. civ. tel qu'il a été modifié par la loi du 2 avril 1941 (art. 6 de cette loi) - (1)

a/ La ~~la~~ Conventuel ne peut être prononcée dans le délai de 3 ans

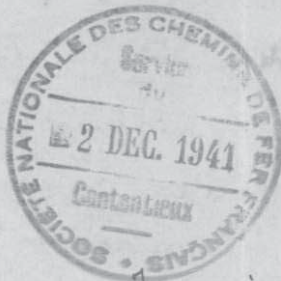
b/ Elle n'est pas obtenue de plein droit, par l'époux contre lequel la ripération a été prononcée. C'est au Tribunal qu'il appartient de statuer

(1) ^{en} ~~sur~~ ^{la} D. C. 1941 Civ. 7 et 8.

R. Thoulouze
47 rue des Ecoles
Villeneuve-S^e Georges
(S. et. O.)

(Contrôleur technique
Division des études
Région - Sud. Est
Carte n° 14.515)

Villeneuve S^e Georges, le 30 Novembre 1941



Monsieur le Chef du Contentieux,

Je suis séparé de corps avec ma femme par jugement en date du 30 Avril 1941 prononcé par le Tribunal civil de 1^{re} instance de la Seine (7^e chambre).

Ceci étant, je vous serais obligé de bien vouloir me renseigner sur les points suivants :

- 1^o Puis-je reconnaître un fils que j'ai eu d'un autre lit le 25 Janvier 1941 ? (aucun enfant n'est issu de mon mariage - Le jugement de séparation de corps fait état que j'avais abandonné le domicile conjugal depuis le mois de novembre 1935).

- 2^o Pour faire muter la séparation de corps en divorce, afin de pouvoir épouser la mère de mon fils, dois-je me baser sur le délai d'un an indiqué par le décret du 29 novembre 1939 (Journal officiel du 17 décembre 1939 - p. 13996) ou bien sur le délai de la nouvelle loi sur le divorce (faute au début de 1941, délai qui, je vois, est de 3 ans).

Pour vous permettre de mieux apprécier ce dernier point, veuillez trouver ci-dessous divers renseignements sur le processus de ma séparation de corps dont la demande, faite par ma femme, a été bien antérieure à la promulgation de cette nouvelle loi, mais dont le prononcé du jugement a été retardé à cause d'événements.

.....

- 24 Avril 1940 - sommation interpellative de ma femme
- 31 mai 1940 - citation à comparaître en conciliation le 14 juin 1940. La tentative de conciliation n'a pu avoir lieu en raison des événements. Cette date coïncide avec l'entrée à Paris des troupes Allemandes. Le Tribunal ne s'est fait plus, d'ailleurs, depuis déjà une huitaine.
- 26 novembre 1940 - Nouvelle citation à comparaître en conciliation le 19 Décembre 1940.
Je ne me suis pas rendu à cette citation
- 7 Janvier 1941 - Assignation à comparaître sous huitaine, en vertu de l'ordonnance de non conciliation rendue le 19 Décembre 1940.
Je ne me suis pas rendu à cette assignation
- 30 Avril 1941 - Prononcé du jugement de séparation de Corps "à la requête et au profit" de ma femme
- 22 Juillet 1941 - Signification du jugement dont je n'ai pas fait appel.

Ces diverses citations, assignation et signification m'ont été faites par huissier "parlant à ma personne"

Si quelqu'un de ces frères vous était nécessaire pour me répondre je me ferais un plaisir de vous le adresser.

Avec mes remerciements, veuillez croire, Monsieur, à mes sentiments empressés -

P. Choulouy

Ci-joint un timbre.

AFFAIRES GÉNÉRALES

No 5762 Eng

Service Central: M. Koszorek

Region :

OBJET DE LA CONSULTATION

Parvenant de
la satisfaction à
la femme
d'un esprit
d'indé-

(cont. V. 101 17 April 1906

References :

Observations :

D^{ca} N^o 5762

; Aff. :

Hyems diu di' -

Pa'mmmp

Fructification

128

Conventions du Personnel § 29 - 14-11-29
Conférences Directives — 6-1-30
Conférences Directives — 30-6-30
Conférence des Ch. de CP du 30-7-2, 11459
Conférences Directives du 1-9-30

— Carte des M. de Capener —

— Note juridique. P. 15-11-38
page 12, art 18

Rept. Cpt. Etat, éd. 1932
p. 47, art 81, § 2 —

notre févral

P- 18- 11- 38 - Nm. 42

Art 18- { 3 = la part de pratification
acquise en cas de décès d'un agent sera
valablement payée entre les héritiers de
la veuve, son frère ou sœur, à moins
d'opposition de héritiers, légataires ou
créanciers, dans les mêmes conditions
que les sommes restant dues au
titulaire du salaire pour le dit.

LOI du 17 Avril 1906

Art. 51- Sont valablement payés entre les mains de leurs veuves, à moins d'opposition de la part des héritiers, légataires ou créanciers, :

1°- Les prorata de traitements, soldes ou salaires, y compris les indemnités accessoires de toute nature, prime, fonds de masse, etc.. qui restent dus au décès des fonctionnaires, militaires, ouvriers ou agents quelconques, rétribués sur les fonds de l'Etat, des départements, des communes ou des établissements publics, soit sur les fonds des budgets annexés à celui de l'Etat, des Etablissements de l'Etat dotés de la personnalité financière, ou des budgets locaux des colonies.

2°- Les décomptes d'arrérages restant dus au décès des titulaires de toutes pensions servies par l'Etat, les départements, les communes, les budgets locaux des colonies, la Caisse des Dépôts et Consignations ou la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse.

Les veuves sont, en pareil cas, dispensées de caution et d'emploi, sauf à elles à répondre, s'il y a lieu, des sommes ainsi touchées vis-à-vis des héritiers ou légataires, au même titre que de toutes autres valeurs dépendant de la succession ou de la communauté.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux veuves séparées de corps.

LOI du 30 Janvier 1907.

Art. 81- L'art. 31 de la Loi de finances du 17 avril 1906 est applicable aux veuves des employés et ouvriers en activité ou en retraite des compagnies de chemins de fer d'intérêt général ou d'intérêt local et de tramways.

LOI du 12 avril 1922

Art. 18- L'article 31 de la Loi de finances du 17 avril 1906 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

" Sont valablement payées entre les mains de l'époux survivant, à moins d'opposition de la part des héritiers, légataires ou créanciers, :

1° Les prorata de traitement, solde ou salaire, y compris les indemnités accessoires de toute nature, primes, fonds de masse, etc.. qui restent dus au décès des fonctionnaires, militaires, ouvriers ou agents quelconques rétribués soit sur les fonds de l'Etat, des départements, des communes ou des établissements publics, soit.....

2° Les décomptes des arrérages restant dus au décès des titulaires de toutes pensions servies par l'Etat, les départements, les communes, les budgets locaux des colonies, la Caisse des Dépôts et Consignations ou la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse.

"L'époux survivant est, en pareil cas, dispensé de caution et d'emploi sauf par lui à répondre, s'il y a lieu, des sommes ainsi

...

touchées, vis-à-vis des héritiers ou légataires, au même titre que de toutes autres valeurs dépendant de la succession ou de la communauté.

" Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux époux séparés de corps."

5762

leg

Gratification

de fin d'année -

Paiement au conjoint survivant.

Prélèvement de la Succession -

W
2. 2. 2.
2. 2. 2.
2. 2. 2.
2. 2. 2.

AFFAIRES GÉNÉRALES

Service Central: *OK*

Région :

OBJET DE LA CONSULTATION

References :

Observations :

$D^{\text{er}} N^{\circ} 3763 B_2$; Aff.: *Bestimmung der Dargrege*

M^r Borel du Boz

Paris, le 26 novembre 1941.

COL.

Nm.
52

ASSURANCE DES BAGAGES

Aux termes d'un traité intervenu entre la **S.N.C.F.** et la **Compagnie Européenne d'Assurance des marchandises et des bagages**, cette Compagnie est autorisée à pratiquer, à partir du **1^{er} décembre 1941** :

1° — par l'intermédiaire de toutes les gares S.N.C.F. ouvertes au service des bagages, ainsi que par l'intermédiaire de certains bureaux nominativement désignés à l'Annexe I, **l'assurance des bagages** (bagages enregistrés et colis à main) pour une **durée uniforme d'absence du voyageur de 15 jours en France continentale quels que soient les moyens de transports utilisés**;

2° — par l'intermédiaire de certaines gares et bureaux nominativement désignés à l'Annexe I, **l'assurance des bagages** (bagages enregistrés et colis à main) pour une **durée variable d'absence du voyageur en tous lieux et quels que soient les moyens de transports utilisés**;

3° — par l'intermédiaire des gares ouvertes au service des bagages du trafic international, **l'assurance des bagages** (bagages enregistrés seulement) **pour un seul voyage effectué en trafic international**.

En vue de porter à la connaissance des voyageurs les conditions dans lesquelles leurs bagages peuvent être assurés, les gares reçoivent des affiches destinées à être apposées d'une façon permanente aux emplacements réglementaires. Ces affiches doivent être constamment maintenues en bon état de conservation. En cas de détérioration, les gares doivent en demander immédiatement le renouvellement à la Division Commerciale de leur Région.

D'autre part, les conditions générales de l'assurance des bagages sont reproduites dans l'Annexe II à la présente Instruction. Les gares y trouveront toutes les indications qui peuvent leur être nécessaires pour répondre aux demandes de renseignements des voyageurs en ce qui concerne :

- la nature des objets susceptibles d'être assurés ou qui sont exclus de l'assurance,
- le champ d'application de l'assurance dans l'espace et dans le temps,
- la nature des risques garantis.

Les gares peuvent, d'ailleurs, recevoir la visite d'Inspecteurs de la Compagnie Européenne. Ces Inspecteurs régulièrement agréés par la S.N.C.F. sont porteurs d'une carte d'identité spéciale qu'ils sont tenus de présenter aux chefs de gares, aux ordres desquels ils doivent se conformer. Ils se tiennent à la disposition de ces derniers pour fournir au personnel des gares toutes les précisions complémentaires dont il pourrait avoir besoin sur le fonctionnement des assurances et sont autorisés à demander des renseignements sur les bagages assurés ayant fait l'objet d'une réclamation de la part des voyageurs.

Les opérations à effectuer par les gares pour assurer le service de l'assurance des bagages font l'objet de la présente instruction.

CHAPITRE I

Assurance des bagages pour une durée d'absence du voyageur de 15 jours en France Continentale, PAR L'INTERMEDIAIRE DE TOUTES LES GARES S.N.C.F. OUVERTES AU SERVICE DES BAGAGES AINSI QUE PAR CERTAINS BUREAUX.

Article 1^{er}. — Constatation de l'assurance — Prime à encaisser.

Cette assurance n'est délivrée que pour des voyages effectués à l'intérieur de la France Continentale. Elle est constatée par la remise au voyageur d'une carte d'assurance au verso de laquelle sont apposés des timbres, dont la valeur totale correspond à la somme assurée.

La prime à encaisser (impôts compris) est de 15 f par fraction indivisible de 5 000 f assurés.

Article 2. — Etablissement de la carte d'assurance.

La carte (dont un spécimen figure à l'Annexe III) comporte au recto une référence aux conditions générales de l'assurance reproduites sur les affiches apposées dans les gares. Au verso, deux cases sont prévues, l'une pour coller les timbres correspondant au montant de l'assurance, l'autre pour indiquer le nom et l'adresse de l'assuré.

La gare appose au verso de la carte remise au voyageur en même temps que son bulletin de bagages, des timbres de couleur orange et dont la valeur est de 15 f par fraction indivisible de 5 000 f assurés. Ces timbres sont immédiatement oblitérés au moyen du timbre à date en veillant à ce que l'empreinte soit bien lisible. Le nom et l'adresse de l'assuré doivent, en outre, être inscrits très lisiblement dans le cadre réservé à cet effet.

CHAPITRE II

Assurance des bagages pour une durée variable d'absence du voyageur en tous lieux, PAR L'INTERMEDIAIRE DES GARES ET BUREAUX DESIGNES A L'ANNEXE I.

Article 3. — Constatation de l'assurance.

L'assurance pour une durée variable en tous lieux est constatée par la délivrance au voyageur de polices perforées. Le montant de la prime perçue est indiqué par une perforation faite au moyen d'une pince dans le cadre correspondant à la somme assurée, à la durée et à l'étendue territoriale de la garantie.

Article 4. — Durée de l'assurance.

L'assurance peut être souscrite pour les durées ci-après :

15 jours — 1 mois — 2 mois — 3 mois — 6 mois — un an

Article 5. — Prime à encaisser.

La prime varie suivant qu'il s'agit de voyages effectués :
 — en France (y compris la Corse et l'Algérie).
 — en Europe (ainsi qu'en l'Algérie, en Tunisie et au Maroc) non seulement sur terre et dans l'air, mais aussi sur mer, à la condition qu'il s'agisse de voyages entre ports européens, ou de voyages effectués par lignes directes de navigation entre ports européens et ports méditerranéens, ou ports du Maroc.
 — dans le Monde entier, pourvu qu'il s'agisse de Pays faisant partie de l'Union Postale Universelle.

Les primes à encaisser (impôts compris) dans les divers cas visés ci-dessous sont les suivantes :

MONTANT DE L'ASSURANCE	15 JOURS	1 MOIS	2 MOIS	3 MOIS	6 MOIS	1 AN
I. — Tarif pour la France						
5000 f	15 f	25 f	40 f	50 f	75 f	115 f
10000	25	45	65	90	135	200
20000	50	90	130	180	270	400
II. — Tarif pour l'Europe						
5000 f	25 f	40 f	60 f	80 f	120 f	180 f
10000	40	70	110	140	210	320
20000	80	140	220	280	420	640
III. — Tarif pour le Monde entier						
10000 f	80 f	130 f	180 f	220 f	300 f	450 f
20000	160	260	360	440	600	900
30000	240	390	540	660	900	1350

Article 6. — Etablissement de la police d'assurance.

Les polices perforées (dont un spécimen est reproduit à l'Annexe IV) sont fournies en carnets contenant 25 polices qui peuvent être utilisées indifféremment pour la France, pour l'Europe ou pour le Monde entier.

Elles se présentent sous forme de dépliant dont la partie droite reproduit les conditions générales d'assurance et dont la partie gauche, composée de deux talons pliés dos à dos (l'un destiné à être joint au décompte des polices vendues, l'autre restant adhérent à la partie remise au voyageur), comporte trois cadres correspondant au type de l'assurance souscrite, ainsi qu'une grisaille sur laquelle certaines indications doivent être inscrites à la main.

Les gares perforent au moyen de la pince qui leur a été fournie le cadre correspondant à la somme assurée, à la durée et à l'étendue territoriale de la garantie; elles inscrivent au crayon, sur la grisaille, le montant de la prime, le lieu d'émission, la date ainsi que le nom de la personne assurée. Elles détachent ensuite le volant qu'elles remettent au voyageur.

CHAPITRE III

Assurance pour un seul voyage effectué en trafic international par L'INTERMÉDIAIRE DES GARES OUVERTES AU SERVICE DES BAGAGES DU TRAFIC INTERNATIONAL (1).

Article 7. — Constatation de l'assurance — Prime à encaisser.

Cette assurance est constatée par l'apposition de timbres au verso du bulletin de bagages contre paiement par le voyageur d'une prime calculée en fonction de la valeur assurée et de la distance à parcourir par les bagages enregistrés.

Ces timbres sont du modèle reproduit à l'Annexe III. Ils se différencient par leur valeur et leur couleur.

Valeur	Couleur
5 f	Verte
12 f 5	Rouge
20 f	Bleue
27 f 5	Violet

Ils portent à la fois l'indication de la somme assurée et de la prime d'assurance.

La prime (impôts compris) est calculée, comme suit, par fraction indivisible de 5 000 f :

pour un trajet de	1 à 400 kilomètres	5 f
401 à 800	—	12 f 5
801 à 1200	—	20 f
1201 et au delà	—	27 f 5

Article 8. — Conditions d'utilisation des timbres d'assurance.

La gare calcule le montant de la prime à encaisser du voyageur en même temps que la taxe à inscrire sur le bulletin de bagages d'après la distance totale du parcours inscrit sur le bulletin d'enregistrement.

Elle appose ensuite avec soin les timbres nécessaires à la perception de la prime d'assurance (2) au verso du bulletin de bagages, de façon qu'ils ne se détachent pas. Ces timbres sont immédiatement oblitérés au moyen du timbre à date, qui doit donner une empreinte très lisible.

Après avoir détaché le bulletin du voyageur et la feuille de route, la gare a soin, en vue de prévenir toute contestation au sujet de la somme assurée, dans le cas où les timbres collés au verso du bulletin de bagages viendraient à disparaître, de porter à la plume la mention suivante sur la souche du bulletin de bagages : « assurance de » suivie en toutes lettres du montant de la valeur assurée.

(1) Les enregistrements de bagages effectués aux conditions des tarifs intérieurs français pour certaines gares ne peuvent être utilisés que pour les gares qui ont été désignées à cet effet par la gare d'origine.

(2) La gare doit utiliser autant de timbres de la coupure de distance inférieure qu'il est nécessaire pour représenter la valeur assurée.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES TYPES D'ASSURANCE

Article 9. — Commission allouée au personnel chargé de la vente des timbres, cartes et polices.

La Compagnie Européenne met à la disposition de la S.N.C.F. 10 % du produit des recettes brutes de la vente des timbres, cartes et polices effectuées dans chaque gare ou bureau-annexe.

Les 8/10^e de ces 10 % sont attribués aux agents qui vendent effectivement les timbres, cartes et polices; le surplus est réparti, suivant des modalités qui sont indiquées aux gares par leurs Arrondissements, entre les agents dirigeants qui participent au service des assurances.

Article 10. — Réclamations en cas de perte, avaries, spoliations, retards, etc... de bagages assurés.

L'attention des gares est appelée sur le fait que l'étendue de la responsabilité du Chemin de fer à l'égard du réclamant n'est nullement modifiée du fait de l'assurance, mais celle-ci couvre pour le voyageur des risques qui ne sont pas couverts par le Chemin de fer.

1^{er} — Mesures à prendre en cas de réclamation.

La gare qui reçoit une réclamation au sujet d'un bagage (que ce soit un manquant, une avarie ou un retard) doit se préoccuper de savoir si ce bagage a voyagé ou non sous le régime de l'assurance de la Compagnie Européenne.

Si le bulletin du voyageur porte au verso des timbres d'assurance de cette Compagnie (1), la gare sait que le voyageur a contracté une assurance. Si le bulletin ne porte aucun timbre au verso, comme le voyageur peut néanmoins être titulaire d'une assurance par carte ou par police, la gare doit, en recevant la réclamation du voyageur, lui demander s'il est assuré à la Compagnie Européenne (2) et, dans l'affirmative, le prier d'indiquer le numéro de sa carte d'assurance ou de sa police, l'endroit où elle a été souscrite, le montant de l'assurance, la date d'émission pour les polices, l'étendue territoriale.

Les gares s'efforcent d'obtenir, dans tous les cas, que le voyageur mentionne expressément, dans sa réclamation, si les bagages sont ou non assurés à une Compagnie Européenne (soit l'Européenne française, soit une Européenne étrangère).

2^e — Suite à donner à la réclamation.

Dans le cas où les bagages, objets d'une réclamation, sont assurés, la gare, tout en donnant au litige la suite habituelle, avise par lettre spéciale, en lui fournissant toutes les références (type et montant de l'assurance, nom du voyageur, numéro de la carte ou de la police, etc...) la Division Commerciale de sa Région (2^e Subdivision, 8^e section), pour permettre à celle-ci de saisir la Compagnie Européenne à Paris, à laquelle sera demandé le remboursement de l'indemnité payée par le Chemin de fer, aussi bien si

(1) Si le bulletin de bagages porte des timbres d'une Compagnie d'assurance Européenne étrangère, les garanties vis-à-vis du Chemin de fer sont les mêmes qu'avec les timbres de l'Européenne française.
(2) Qu'il s'agisse de l'Européenne française ou d'une Européenne étrangère, les garanties vis-à-vis du Chemin de fer étant les mêmes.

l'assurance a été souscrite auprès d'une Compagnie Européenne étrangère que si elle a été prise à la Compagnie française. La gare envoie en même temps à la Compagnie Européenne à Paris une copie du constat des dommages et des réserves faites par le voyageur.

S'il s'agit d'un manquant, l'avis à donner par la gare doit être envoyé le jour même.

Si l'assurance n'était pas susceptible de couvrir entièrement l'indemnité réclamée, l'attention de la Division Commerciale (2^e Subdivision, 8^e section) devrait être appelée sur ce point.

Les réclamations soumises aux gares à l'occasion de bagages assurés doivent être traitées et réglées avec les mêmes soins et selon les mêmes principes que celles qui concernent les bagages non assurés.

Il convient pour ces réclamations d'en poursuivre l'instruction activement; il ne faut pas, en particulier, se borner à inviter le voyageur assuré formulant une réclamation à s'adresser à la Compagnie Européenne, car en agissant ainsi, le réclamant pourrait être à tort amené à penser que le Chemin de fer se désintéresse de ses bagages. Il importe, au contraire, d'examiner si le règlement de la réclamation peut intervenir immédiatement; le paiement doit être effectué dès que le principe et le montant de la réclamation sont admis.

Le Directeur Général,

P. O. : LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

BOYAUX.

LISTE DES GARES ET BUREAUX APPROVISIONNÉS DE POLICES
POUR L'ASSURANCE DES BAGAGES

(Les bureaux désignés dans la présente liste sont également approvisionnés de cartes d'assurance)

Région de l'EST

Région du NORD

Région de l'OUEST

Région du SUD-EST

Agay	Dio	Nantua	Beaufort
Aix-en-Provence G.V.	Dijon-Ville	Nevers	Bédiers
Aix-les-Bains	Dole-Ville	Nice-Ville	Blarriz-Ville
Albertville	Evian-les-Bains	Nice-St-Roc	Blanc (La)
Alès	Fontainebleau-Avon	Nîmes-G.V.	Blols
Annecy	Fréjus	Ollioules-Sanary-s/Mer	Bordeaux-St-Jean
Antibes	Gap	Orange	Bourbonle (La)
Arles	Golfe-Juan-Vallauris	Paris-Lyon	Bourges
Aubagne	Grasse (Agence SNCF)	Pontarlier	Brive-la-Gaillarde
Aubenas	Grenoble	Pougny-les-Eaux	Cahors
Auxerre-St-Gervais	Houches (Les)	Praz-de-Chamonix (Les)	Cambo-les-Bains
Avallon	Hyères (Agence SNCF)	Puy (La)	Capvern
Avignon	Isolre-St-Nectaire	Remilly-St-Honoré-les-Bains	Carcassonne
Bandel	Juan-les-Pins	Riom	Castelnaudary
Beaulieu-sur-Mer	Lons-le-Saunier	Roanne	Castres (Tarn)
Beaune	Lyon-Brotteaux	Romans-Bourg-de-Péage	Cauteris
Bellegarde (Ain)	Lyon-Perrache	Sallanches-Combloux-Mégève	Cerbère
Besançon-Viotte	Lyon-Vaise	Sens	Châteauroux
Bonneville	Macon	Seyne-Tamaris (La)	Châtelleraut
Bossons (L.)	Mandelieu-la-Napoule	St-Claude	Cholsy-le-Roi
Bourg (Ain)	Marseille-St-Charles	St-Etienne-Châteaureux	Coutras
Breil-sur-Roya	Mégève-Autogare (1)	St-Gervais-les-Bains-Le Fayet	Dax
Briançon	Melon	St-Jean-de-Maurienne	Etampes
Brionde	Menton	St-Julien-en-Genévois	Font-Romen-Odeillo-Via
Cannes	Modane-Gare	St-Raphael-Valescure	Juvisy
Cap-D'Ail	Monaco	Tarascon-sur-Rhône	
Cap Martin-Roquebrune	Montargis	Thiers	
Cassals	Montbard	Thonon-les-Bains	
Chalon-sur-Saône	Monhellard	Toulon	
Chambéry-Challes-les-Eaux	Montbrison	Tour-du-Pin (La)	
Chamonix-Mont-Blanc	Monte-Carlo	Trayas (La)	
Clotat (La)	Montélimar	Valence	
Clamecy	Montpellier	Vals-les-Bains-la-Bégnade	
Clermont-Ferrand	Mortau	Vichy	
Cluses (Hte-Savoie)	Moutins-sur-Allier	Vienne (Isère)	
Corbail-Essennes	Moutiers-Salins-Brides-les-Bains	Vigan (La)	
Cosne	Pralognan	Villefranche-sur-Mer	
Creusot (La)		Villefranche-sur-Saône	

Région du SUD-OUEST

Agon	Arcachon (Agence W.L.)
Albi-Ville	Argelles-Gazost
Amboise	Auch
Angoulême	Ax-les-Thermes

(1) Approvisionné par la gare de Sallanches-Combloux-Mégève.

Région du SUD-OUEST (suite)

Beaufort	Hendaye	Périgueux
Bédiers	Labenne	Perpignan
Blarriz-Ville	Langon	Pierrelite-Nestalas
Blanc (La)	Lesparre	Poitiers
Blols	Libourne	Port-Vendres-Ville
Bordeaux-St-Jean	Limoges-Bénédictins	Rodez
Bourbonle (La)	Lioran (La)	Royat-Chamellères
Bourges	Lourdes	Ruffec (Charente)
Brive-la-Gaillarde	Marmande	Salles-de-Béarn
Cahors	Mauléon	Sarlat
Cambo-les-Bains	Mazamet	Sète-Ville
Capvern	Millau	Soulac-sur-Mer
Carcassonne	Montauban-Ville Bourbon	St-Flour
Castelnaudary	Mont-de-Marsan	St-Gaudens
Castres (Tarn)	Mont-Dore (La)	St-Jean-de-Luz-Choure
Cauteris	Montluçon-Ville	
Cerbère	Narbonne	Tarbes
Châteauroux	Négresse-Blarriz (La)	Toulouse-Matabiau
Châtelleraut	Nérès-les-Bains	Tours
Cholsy-le-Roi	Orléans	Tulle
Coutras	Orthez	Vendôme
Dax	Pamiers	Verdon (La)
Etampes	Paris-Austerlitz	Vierzon-Ville
Font-Romen-Odeillo-Via	Paris-Quai-l'Orsay	Villefranche-Vernet-les-Bains
Juvisy	Pau	Ychoux

BUREAUX DE VILLE DE PARIS

Capucines	16, Boulevard des Capucines
Champs-Élysées	127, Avenue des Champs-Élysées
Tivoli	88, Rue Saint-Lazare

CONDITIONS GENERALES DE L'ASSURANCE DES BAGAGES

§ 1^{er}. — ASSURANCE POUR UNE DUREE DETERMINEE D'ABSENCE DU VOYAGEUR, SOIT DE 15 JOURS EN FRANCE CONTINENTALE, SOIT POUR UNE DUREE VARIABLE ET EN TOUTS LIEUX (CHAPITRES I ET II).

I — Objets assurés.

Sont considérés comme bagages et susceptibles d'être assurés, tous les objets (bagages enregistrés et colis à main), vêtements et effets, objets que l'assuré porte sur lui ou dans ses vêtements, ainsi que les bicyclettes et voitures d'enfants, emportées par lui, durant son voyage ou dans les lieux de son domicile habituel et destinés à son usage personnel ou à celui des personnes qui l'accompagnent : membres de sa famille, domestiques ou autres personnes à son service.

Les objets précieux ou de valeur, orfèvrerie, argenterie, fourrures de prix, dentelles et broderies anciennes, objets de toute nature valant plus de 2 000 f au kg sont compris dans l'assurance pour leur valeur réelle, mais dans la limite du quart de la valeur totale assurée.

Sont exclus de la garantie offerte par l'assurance : les diamants, perles fines, pierres précieuses, le numéraire, les billets de banque, les billets de voyage, les bons et titres de toute espèce, les collections de timbres, les films, les documents et papiers d'affaires, les marchandises et les échantillons des voyageurs de commerce.

Sur présentation du récépissé d'expédition, l'assurance s'étend également aux bagages qui précèdent ou qui suivent l'assuré à l'occasion de son déplacement et qui sont expédiés par chemin de fer en grande ou en petite vitesse ou par la poste.

II — Champ d'application de l'assurance.

L'assurance a pour effet de garantir pendant la durée de validité, les risques auxquels sont exposés les bagages définis à l'alinéa I ci-dessus :

— pour l'assurance par carte, en France Continentale,

— pour l'assurance par polices	{	soit en France (y compris la Corse et l'Algérie)	suivant le type d'assurance choisi par l'assuré,
		soit en Europe (y compris l'Algérie, la Tunisie et le Maroc)	
		soit dans le Monde entier.	

non seulement pendant les voyages et transports par terre, par air et par eau, mais également pendant tous séjours et dépôts hors du domicile habituel des assurés.

L'assurance produit ses effets à partir du moment où elle est souscrite et où la prime est payée jusqu'au dernier jour de la durée de validité choisie à 24 heures.

III — Risques garantis.

A l'exclusion du dol de l'assuré, des cas de vice propre de la chose, des risques résultant de grèves, d'émeutes, pillages, soulèvements, mobilisation, hostilités, opérations de guerre (que ce soit avant ou après la déclaration de guerre) et de décisions des autorités, les risques garantis, même si le dommage résulte de la force majeure, sont les suivants : la perte totale, la perte partielle et l'avarie.

La garantie de la Compagnie Européenne ne s'applique, pour chacun de ces risques, qu'à la valeur réelle des objets perdus ou de la dépréciation subie, à l'exclusion de dommages-intérêts.

Toutefois, si les bagages n'étaient assurés que pour une partie de leur valeur réelle, c'est-à-dire s'ils n'étaient pas assurés pour leur valeur normale d'assurance (sous-assurance), la Compagnie Européenne ne réindemnité du dommage que dans la proportion existant entre la somme assurée et la valeur normale d'assurance.

Exemple. — Soit un bagage dont la valeur normale d'assurance est de 20 000 f assuré pour 10 000 f seulement. Par suite d'avarie, le dommage matériel s'élève à 16 000 f. En vertu de la règle de sous-assurance, les assureurs ne couvriront ces dommages que dans la proportion de 10/20^e soit 8 000 f.

§ 2. — ASSURANCE POUR UN SEUL VOYAGE EFFECTUE EN TRAFIC INTERNATIONAL (Chapitre III).

I — Objets assurés.

L'assurance s'applique exclusivement aux bagages pris en charge, pour un voyage déterminé et au moyen d'un bulletin d'enregistrement, par la S.N.C.F. ou par une entreprise régulière de transport liée par des accords avec la S.N.C.F., en vue de l'enregistrement direct des bagages aux conditions d'un tarif international pour le transport des voyageurs et des bagages. Sont considérés comme bagages, tous les colis admis comme tels à l'enregistrement par les tarifs internationaux. Les colis à main que le voyageur conserve avec lui sont exclus de l'assurance. Tous les objets ou colis compris dans un même enregistrement doivent être assurés s'ils sont susceptibles de l'être et non pas seulement une partie d'entre eux.

Les restrictions prévues pour l'assurance des objets précieux, de même que la liste des objets exclus de la garantie sont celles qui ont été énumérées à l'alinéa I du paragraphe 1^{er}, à l'exception cependant des échantillons des voyageurs de commerce qui, exclus de l'assurance par polices et par cartes d'assurance, sont admis à l'assurance par timbres en trafic international.

II — Durée de l'assurance.

L'assurance pour un voyage en trafic international produit ses effets depuis l'enregistrement des bagages jusqu'au moment de leur livraison à destination (y compris le séjour en dépôt à l'arrivée lorsqu'il n'y a pas livraison avant cette mise en dépôt).

III — Champ d'application de l'assurance.

L'assurance étant valable sur la totalité du parcours correspondant à l'enregistrement peut être contractée alors même que les bagages aient à circuler sur les lignes de Sociétés de transports n'ayant aucun accord avec la Compagnie d'assurance et que la destination serait en dehors du chemin de fer, avec un parcours par route, par eau, etc...

SPÉCIMEN DE LA CARTE D'ASSURANCE

recto

**COMPAGNIE EUROPÉENNE D'ASSURANCE
DES MARCHANDISES ET DES BAGAGES**

Société Anonyme — Capital 2.000.000 de Frs., dont 1.000.000 Frs. versés.
Entreprise privée régie par Décret-Loi du 14 Juin 1938 — R. C. Seine 109.418
Siège Social: 43, Avenue de Friedland et 7, rue Aréens-Housaye à PARIS (VIII^e)

ASSURANCE-BAGAGE
valable
EN FRANCE

**LA COMPAGNIE EUROPÉENNE D'ASSURANCE
DES MARCHANDISES ET DES BAGAGES**

assure

aux conditions générales de l'affiche apposée dans les gares,
tous les bagages de l'assuré dont le nom est inscrit au verso
(y compris les bagages à main, effets portés sur le corps ou dans
les vêtements) pendant tous voyages, transports, séjours et dépôts,
contre la perte totale, partielle ou l'avarie.

verso

Le montant de la valeur d'assurance et de la prime payée sont indiqués
sur les timbres collés ci-dessous :

L'assurance commence au moment de l'expédition des timbres d'assurance,
au moyen du timbre à date du bureau émetteur, et finit le quinzisième jour suivant à minuit.

Nom et adresse de l'assuré

COMPAGNIE EUROPÉENNE D'ASSURANCE
DES MARCHANDISES ET DES BAGAGES

Cette indication doit être inscrite par la gare.
La présente carte d'assurance, qui ne peut être oblée,
est valable même sans signature assurée.

SPÉCIMENS DES TIMBRES D'ASSURANCE

à coller

sur les bulletins d'enregistrement des bagages
du trafic international

à coller

sur les cartes d'assurance
pour la France continentale



IV — Risques garantis.

Les mêmes causes que celles qui figurent à l'alinéa III du paragraphe 1^{er} sont exclusives de la responsabilité des assureurs.

Les risques garantis sont :

- a) la perte totale ou partielle et l'avarie, même si le dommage résulte de la force majeure.
- b) le retard à la livraison au sens de la Convention Internationale relative au transport des voyageurs et des bagages par chemin de fer.

En cas de dommage, la Compagnie d'Assurance est tenue, jusqu'à concurrence de la somme assurée, de réparer le préjudice subi, y compris les dommages-intérêts tels qu'ils sont définis par les Articles 1149 et suivants du Code Civil.

Toutefois, si les bagages n'étaient assurés que pour une partie de leur valeur réelle c'est-à-dire s'ils n'étaient pas assurés pour leur valeur normale d'assurance (sous-assurance), la Compagnie Européenne ne réparerait du dommage que dans la proportion existant entre la somme assurée et la valeur normale d'assurance. (Un exemple de calcul est donné à l'alinéa III du paragraphe 1^{er}).

SPÉCIMEN DE LA POLICE PERFORÉE (recto)

COMPAGNIE EUROPEENNE D'ASSURANCE
des Marchandises et des Bagages

SOCIÉTÉ ANONYME — CAPITAL : 2.000.000 DE FRS (DONT 1.903.000 VERSÉS) — R. C. SEINE 189.418.

Entreprise privée régie par le Décret-loi du 14 juin 1938.

Siège Social à Paris : 43, Avenue de Friedland, Paris (VIII^e)

Bureau de déclarations de dommages : 7, Rue Arsène-Houssaye, à Paris (VIII^e)

SIÈGES ET SUCCURSALES DES COMPAGNIES EUROPÉENNES A L'ÉTRANGER :

Amsterdam Koningsplein 11.
Bale Steingasse 39.
Barcelona Paseo de Gracia 2.
Beograd Kneževi Ljubice ulica 28.
Berlin S. W. 68, Wilhelmstrasse 35.
Brussels Rue Royale 204.
Bucarest Strada Atena 8.
Budapest V. Eötvös-ter 2.
Cologne Roonplatz 45.
Köln Hansaring 97 (Hechhaus).
Leipzig Die Fische.
Lisbon Rua Aristeide 10.
London Ru Nova do Almada 64.
London E.C. 2, Finsbury Court.
Lyon Finsbury Pavement.
Paris Rue Aristeide 10.
Prague Richard Wagner Str.
Riga Riga.
Luxembourg Avenue Monterey 33.
Madrid Calle de Marqués de Valdeguzas 5.
Milano Piazza Cavour 5.
München Theatinerstrasse 38.
Oslo Kirkegaten 24.
Prague Richard Wagner Str.
Riga Riga.
Roma Via del Tritone 197.
Stockholm Kungsgatan 9.
Warsaw Ruc Jasna 4.
Wien Johanneßgasse 20.
Wien Schubertgasse 1.

ASSURANCE DES BAGAGES

Police N° 00000 Fr. G.

La COMPAGNIE EUROPÉENNE D'ASSURANCE des MARCHANDISES et des BAGAGES

L'assurance s'étend à tous les bagages destinés à l'usage personnel de l'assuré, des membres de sa famille, du personnel à son service, ou d'autres personnes qui l'accompagnent.

COMPAGNIE EUROPÉENNE D'ASSURANCE
des MARCHANDISES et des BAGAGES

Valable pour la France

1	6	3	2	1	15	DURÉE
an	mois	mois	mois	mois	jours	
115	75	50	40	25	15	Prime Fr. Somme assurée Fr. 5.000
200	135	90	65	45	25	Prime Fr. Somme assurée Fr. 10.000
400	270	180	130	90	50	Prime Fr. Somme assurée Fr. 20.000

Valable pour l'Europe

DURÉE					
1 an	6 mois	3 mois	2 mois	1 mois	15 jours
Prime Fr. Somme assurée Fr. 5.000	180 ○ ○	80 ○ ○	60 ○ ○	40 ○ ○	25 ○ ○
Prime Fr. Somme assurée Fr. 10.000	320 ○ ○	140 ○ ○	110 ○ ○	70 ○ ○	40 ○ ○
Prime Fr. Somme assurée Fr. 20.000	640 ○ ○	420 ○ ○	280 ○ ○	140 ○ ○	80 ○ ○

Valable pour le Monde entier

1	6	3	2	1	15	
an	mois	mois	mois	mois	jours	
450	300	220	180	130	80	Prime Fr. Somme assurée Fr. 10.000
900	600	440	360	260	160	Prime Fr. Somme assurée Fr. 20.000
1350	900	660	540	390	240	Prime Fr. Somme assurée Fr. 30.000

(Tous impôts, taxes et frais divers compris).

La Police est nominative
et n'est pas transmissible.

S.N.C.F.-EST-V.B.

Le 29 JAN 1942

Monsieur le Chef du Service
du Contentieux,

V.R.S.J.

Dr N° 5764 C

Cauton
Nennig.

Les Services Financiers (Bureau des
Comptes divers) nous donnent les rensei-
gnements ci-après:

1°) Aucun règlement n'a été effectué
par les Services Financiers concernant la retenue
de garantie (Marché N° 3423 du 15 Décembre 1936) de
1500 Frs Luxembourgeois.

2°) La retenue de garantie (Commande N° 422 du 24
Décembre 1938) de 26.902,05 et non 10.800 francs
Luxembourgeois a été versée par les Services Fi-
nanciers à l'Office des changes le 24 Avril 1941
et a fait l'objet de l'ordre de paiement N° 18233
du 19 Mai 1941 à la Deutsche Verrechnungskasse
à Berlin.

Nous n'avons connaissance d'aucun autre
règlement concernant ces deux affaires.

Le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments

Le Chef de la Division du Service Général



V. J.

Paris. Le 6 décembre 1941

H

40 f. 764 00

Monsieur le Chef de Service V.B

de la Région de l'Est

Obj: Caution Menning

(Subdivision des Comptabilités,

V. ref. V.B. 2988 C

Vous avez bien voulu me com- muni- quer

par lettre du 2 décembre 1941. La lettre ci-jointe par

laquelle M. E. Menning, entrepreneur à Luxembourg,

demande la restitution ou la remise levée de deux

engagements de caution fournis pour son compte par

la Banque générale à Luxembourg en garantie de

travaux.

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur ce que

M. Menning affirme que les ~~travaux~~ ~~services~~ ~~refusés~~

de garantie afférents aux marchés de travaux en

cause lui ont été versés, le 14 mai 1941, par nos services

[Signature]

[Signature]

6/12

Financiers. La retenue de garantie ne devant être payée à l'entreprise qu'après justification de l'accomplissement de toutes les obligations résultant de son marché, j'estime qu'après confirmation de ce paiement par les Services Financiers, rien ne devrait s'opposer à la main-levée du cautionnement qui garantit les mêmes obligations.

L'impossibilité l'absence communication du dossier des Travaux ne pourrait, dans ces conditions, constituer un empêchement valable à cette main-levée.

Je vous serais très obligé de vouloir bien, après avoir ~~identifié~~ établi auprès des Services Financiers que les retenues de garantie affectées aux marchés en cause ont bien été versées, me retourner la lettre ci-jointe avec votre avis définitif.

Le Chef du Contentieux.

S. N. C. F.

Région EST

V.B.

N° 2558 C

-:-

Caution Mennig

Paris, le - 2 DÉC. 1941

Monsieur le Chef du Service
du Contentieux,

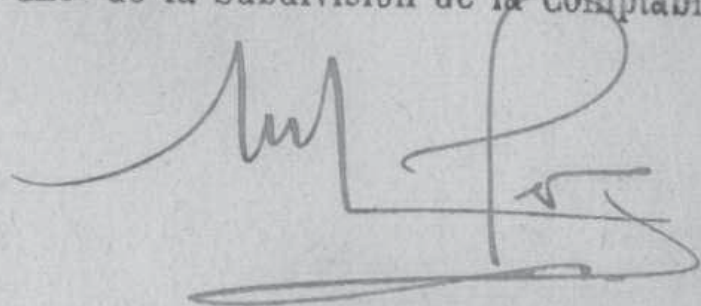
J'ai l'honneur de vous trans-
mettre une lettre de M. E. NENNIG, de
Luxembourg, demandant la mainlevée de
2 cautions bancaires de 1.500 et 10800
frs (Luxembourgeois).

Le nécessaire a été fait en
temps voulu pour réclamer aux auto-
rités allemandes les dossiers rela-
tifs au remboursement des cautions
bancaires, mais l'E.B.D. de Nancy
n'a pas donné satisfaction à nos nom-
breuses demandes.

Dans ces conditions, je ne
puis émettre aucun avis sur le bien-
fondé de ces demandes de restitution
de caution.

Pour le Chef du Service de la Voie et des Bâti-
ments
et par ordre

Le Che' de la Subdivision de la Comptabilité



6 Décembre 1

S.J.

5.764^{Co}

aff. Caution Nennig

V. Réf. V.B. 2.558 0

Monsieur le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments

de la Région de l'EST

(Subdivision de la Comptabilité)

1 p.j.

Vous avez bien voulu me communiquer, par lettre du 2 Décembre courant, la lettre ci-jointe, par laquelle M. E. NENNIG, entrepreneur à Luxembourg, demande la restitution ou la main-levée de deux engagements de caution fournis pour son compte par la Banque Générale à Luxembourg en garantie de travaux.

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur ce que M. NENNIG affirme que les retenues de garantie afférentes aux marchés de travaux en cause lui ont été versées, le 14 Mai 1941, par nos Services Financiers. La retenue de garantie ne devant être payée à l'Entreprise qu'après justification de l'accomplissement de toutes les obligations résultant de son marché, j'estime qu'après confirmation de ce paiement par les Services Financiers, rien ne devrait s'opposer à la main-levée du cautionnement qui a pour objet de garantir les mêmes obligations.

L'impossibilité d'obtenir communication du dossier des travaux ne saurait, dans ces conditions, constituer un empêchement valable à cette main-levée.

Je vous serais très obligé de vouloir bien, après avoir établi auprès des Services Financiers que les retenues de garantie afférentes aux marchés en cause ont bien été versées, me retourner la lettre ci-jointe avec votre avis définitif.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Rémi. Laurence

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 5765 C°

Service Central :

Direction Générale

Région :

OBJET DE LA CONSULTATION

*Mesures destinées à faciliter l'action du
Service Central du Contrôle des prix*

Références : V. J. 9841° - ~~ANP~~ 6.136 C°

Observations :

D. N° 5765 C° ; Aff. : Mesures destinées à faciliter l'action du Service Central du Contrôle des prix

17.

Paris, le

Mars 1942

90576SC

Obj: Mesures destinées

à faciliter l'application
du Contrôle des prix

Monsieur le Directeur du Service Commercial

J'ai l'honneur de vous rappeler que M. le Secré-
taire d'Etat aux Communications ^{Transports} vous avait ~~transmis~~
à la date du 29 novembre dernier, une demande
de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie natio-
nale & aux Finances tendant à obtenir, à la suite
d'une opposition à transport ~~au profit~~ de marchandises,
saisies par le Contrôle des prix, que la 14 CT substitu-
e l'aveu de tenir compte de semblables oppositions.

Notre Service ayant été chargé de présenter
à la signature de M. le Directeur général le projet de
réponse, je vous serais très obligé de vouloir bien

[Faint handwritten notes and signatures at the bottom of the page]

me faire parvenir, a-titre d'information, copie de cette
reponse.

Le Chef du Contrôle:

V. au dernier Biais O.P. 111.468. Lettre O. 103.76 du 3 Mars 1942 promettant,
en regard aux dispositions de la loi du 2 oct. 40, de donner suite, a
l'avenir, notwithstanding les oppositions des particuliers, aux demandes
d'exportation de marchandises saisies en vertu du Service du Contrôle
des prix.

le 18/3.42

t 3/12/1941

Secrétariat d'Etat
aux Communications

Direction Générale
des Transports

Services de VICHY

D 4112

J. B.
me prier
4/12

VICHY, le 29 Novembre 1941

- 3 DEC 1941

Desaler

D

La 7 1941

Le Secrétaire d'Etat aux Communications

à Monsieur le Directeur Général de la
Société Nationale des Chemins de fer français

3° DU CONTENTIEUX
Signé : LE BESNERAIS
Je vous envoie, ci-joint, copie d'une lettre du Ministre,
Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, de-
mandant un certain nombre de mesures en vue de faciliter l'ac-
tion du Service Central du Contrôle des Prix.

Je vous prie de me faire connaître dans le plus court
délai possible les instructions que vous aurez données dans
ce sens.

Signé : BERTHELOT

M. Colombel
8-12-41

Vu au service
C'est le service Commercial
qui prépare la réponse, elle
est au service Commercial
10-12-41

AVISE : LE SERVICE COMMERCIAL - Projet de réponse à la signature de
M. le Directeur Général

LE SERVICE DU CONTENTIEUX

LE SERVICE CENTRAL DU MOUVEMENT

Signé : LE BESNERAIS

4 DEC 41

Ministère de l'Economie
Nationale et des Finances

24 Novembre 1941

Direction de l'Economie
Générale

Groupe : Service Central
de Contrôle des Prix

2^{ème} Division - 1^{ère} Sec-
tion

N° 13.043 JB/RD

Le Ministre Secrétaire d'Etat de l'Economie
Nationale et des Finances

à Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Commu-
nications - Direction Générale des Transports
S.N.C.F. -

Objet : Marché noir de couvertures
Saisie réelle des marchandises

A la suite d'une saisie réelle à domicile de 2068 couver-
tures opérée par le Service du Contrôle des Prix suivant pro-
cès-verbal régulier, le Chef du Service Départemental de Con-
trôle des Prix de la Loire avait prié le Chef de Gare de SAIL
de tenir un wagon à sa disposition à l'effet de transporter
cette marchandise de SAIL-s/s-COUZAN à SAINT-ETIENNE, où elle
devait être entreposée en lieu sûr.

Or, le 10 Novembre courant, alors que le Chef du Service,
venu sur place, se disposait à procéder à l'expédition, le
délinquant, un sieur BLEIN, domicilié à SAIL, a fait remettre
à la S.N.C.F., par l'intermédiaire de M. BOUVIER, Huissier à
BOEN-S/-LIGNON, un exploit par lequel il s'opposait à l'embar-
quement et au transport des couvertures saisies pour n'importe
quelle destination.

Prévenue, l'Inspection Principale des Chemins de fer à
CLERMONT-FERRAND a prescrit au Chef de Gare de SAIL de ne
pas accepter lesdites couvertures en vue de leur transport à
SAINT-ETIENNE.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'article 40
de la Loi du 21 Octobre 1940 habilite le Service du Contrôle
des Prix à prononcer la saisie réelle des marchandises et à
en constituer le gardiennage, ce qui implique le droit de
donner aux marchandises saisies, gage des sanctions pécuniaires
telle destination que paraît imposer leur bonne conservation.

Au cas particulier, l'intervention du délinquant consti-
tuait une opposition aux fonctions des agents, infraction pré-
vue et réprimée par l'article 64 de la Loi précitée.

En outre, mes Services eussent été fondés à relever par

procès-verbal, en vertu du même texte, le refus opposé par le Chef de gare d'accepter le contrat de transport sur SAINT-ETIENNE de marchandises qui, saisies régulièrement, n'étaient plus à la libre disposition du Sieur BLEIN. Je souligne que, s'agissant d'opération du marché noir, il y avait intérêt à soustraire les articles saisis de la main-mise de leur détenteur et c'est pourquoi leur transport à SAINT-ETIENNE avait été décidé.

En portant à votre connaissance l'attitude de l'Inspection Principale de la S.N.C.F. à CLERMONT-FERRAND, je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître si elle est conforme aux règlements des chemins de fer et dans l'affirmative, quelles mesures vous envisageriez de prendre au besoin, par des textes, pour que la répression des infractions graves au Code des Prix ne fût plus mise en échec par les représentants locaux de la S.N.C.F.

Le Directeur de l'Economie Générale,

Dossier n° 5 766 60.

SERVICE DU CONTENTIEUX

SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 5766 C°

Service Central: R. B. J. Carlsruhe
Région: (Strasbourg)

OBJET DE LA CONSULTATION

Reconnaissance de redressement et frais d'entretien
ment en gare de Hettang Grande Perrière -
Lezpit à Paris

Références :

Observations : aff. réglée

D. N° 5766 C° ; Aff. : Perrière Lezpit ; redressement et frais d'entretien

19/2
Copie pour le S^r DU CONTENTIEUX

20 Février

42

Affaire QUINTIN-LESPRIT

DGUB 31-0

W 1964

Direction des Chemins de fer d'Empire de Karlsruhe
(Auxiliaire IH à Strasbourg)

par l'intermédiaire de la Wehrmachtverkehrsdirektion
(Division des Chemins de fer) - PARIS

Comme suite à vos lettres des 28 novembre 1941 et 7 janvier 1942 relatives à l'encaissement de la somme transactionnelle de 8.000 Frs due par l'Entreprise QUINTIN-LESPRIT & Cie à Paris pour frais d'embranchement en gare de Hettange-Grande, j'ai l'honneur de vous faire connaître que cette somme a bien été encaissée et mise à la disposition de la Région de l'Est.

Nous considérons comme étant ainsi liquidée l'affaire en cause dont le règlement appartenait à nos Services.

Signé : LE BESNERAIS

21 FEV 42

L.B.

905.766C°

Off. Quintin-Lesprit

Paris, le 20 février 1942

Direction des Chemins de fer Impire de Carlsruhe
(Auxiliaire I.H. a Strasbourg)
Par l'intermédiaire de la Wehrmachtverpflegungsdirektion
Division des Chemins de fer Paris

[Signature]

Quintin

10/11/42
3/11/42
14/11/42

Comme suite à vos lettres des 28 novembre 1941
et 3 janvier 1942 relatives à l'émission de la somme
transactionnelle de 8000 fr due par l'entreprise Quintin-
Lesprit & C° à Paris pour frais d'embarquement en gare
de Jettange-Grande, j'ai l'honneur de vous faire connaître
que cette somme a bien été encaissée et mise à la disposition
de la Région de l'Est.

Vous considérez comme étant ainsi liquidée l'affaire
en cause dont le règlement appartenait à vos services.

[Signature]
Requ: de Rouen

12/12

Sch.

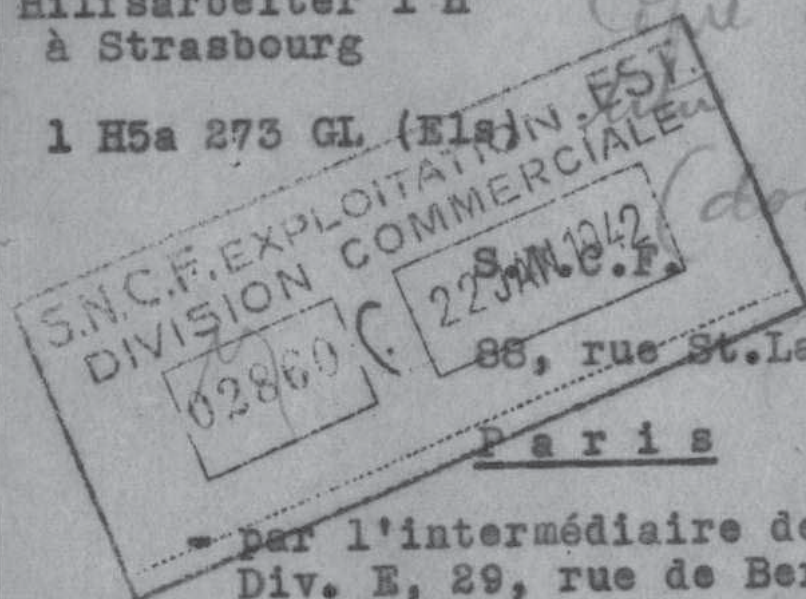
- Traduction -

MK 14.1.42

D.R.B.
R.B.D. Karlsruhe
Hilfsarbeiter 1 H
à Strasbourg

Strasbourg, le 7.1.42

1 H5a 273 GL (Els.)



Somme détaxée

11 JANV 1942

21 JANV - 42 14 00

- par l'intermédiaire de la W.V.D. Paris
Div. E, 29, rue de Berri

Référence: Votre lettre W 2748 du 24.12.41.

Objet: Sommes réclamées par l'Administration française des Chemins de fer, en l'espèce: Redevances pour embranchement particulier dues par les Entreprises Quintin, Lesprit et Cie à Paris.

— / —
Nous vous transmettons, ci-joint, le dossier (ancienne référence D/C3/1 03 333) en vous faisant remarquer que nous n'avons pas connaissance du chèque de 8000 frs et que nous ne trouvons aucune trace de l'accusé de réception en date du 11.4.1940.

— / —
Nous vous laissons le soin de liquider cette affaire.

Vu:
W.V.D. Paris
Div. E
12.1.42
3 S A 1 SNCF
signé: Stetz

signé: Dr. Scherschmidt.

S.N.C.F.
SERVICE COMMERCIAL

02656

19 JAN 1942

C 534

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

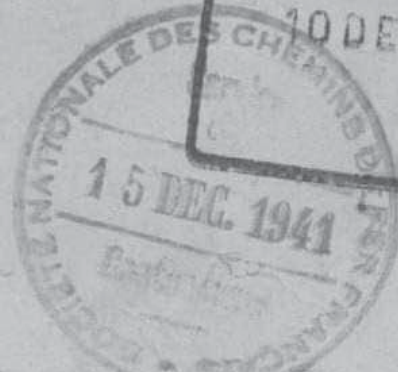
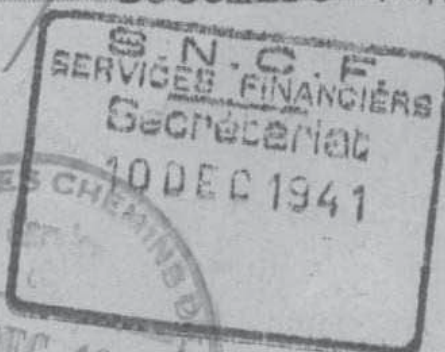
Bureau S.J.

Aff. Quintin-Lesprit

N° 5.766^{Co}

LE 9 Décembre 1941

MR



Monsieur le Directeur
des Services Financiers
(Comptabilité Générale)

J'ai l'honneur de vous prier de
vouloir bien me faire connaître si
M^e J.W. WYNAENDTS, Avocat à Paris,
22 Place Malesherbes, agissant pour le
compte de la Société anonyme Entreprises
QUINTIN-LESPRIT & C^{ie}, a versé, depuis
le 10 Mars 1940, la somme de 8.000 fr.,
solde transactionnel pour frais et rede-
vances afférents à un embranchement par-
ticulier de ladite Société.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

[Signature]

En retour.....

SERVICES FINANCIERS

Division Centrale
de Comptabilité Générale
Bureau des Recettes

17, Rue de Londres, 17

F2 N° 218 MR

En retour à M. le Chef du Service du Contentieux
(Bureau S.J.) en lui faisant connaître que nous ne
trouvons pas trace de crédit correspondant au régle-
ment de la créance en cause.

Paris, le 13 Décembre 1941.

P. LE CHEF DES SUBDIVISIONS
de la Comptabilité Générale
L'INSPECTEUR PRINCIPAL

Cul

H

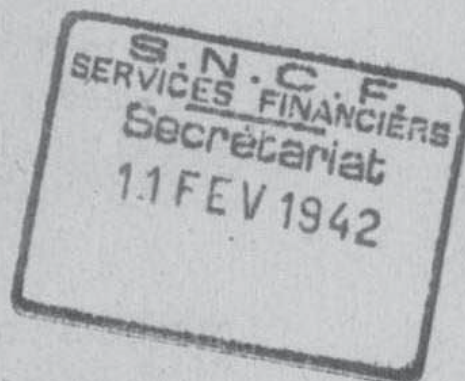
SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

MR

PARIS, LE 10 Février 1942
45 rue St-Lazare

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau S.J.
Aff. Quintin-Lesprit
N° 5.766 C°



Monsieur le Directeur
des Services Financiers
(Comptabilité Générale)

1 annexe

En réponse à ma lettre du 9 Décembre dernier, que je vous retourne ci-annexée, vous avez bien voulu me faire savoir que vous ne trouviez pas trace d'un crédit correspondant à un versement de 8.000 francs effectué par Me WYNAENDTS Avocat à Paris, - pour le compte de la Société anonyme QUINTIN-LESPRIT & Cie.

Nous avons pu établir que le chèque correspondant à cette somme, émis le 3 Avril 1940 sous le n° 385.195, a été payé le 15 du même mois par la Banque parisienne de crédit, Agence d'Asnières.

La somme de 8.000 francs - 1^f,40 (frais d'encaissement du chèque) a été versée aux Services Financiers à Lisieux, le 2 Mai 1940, par bordereau Est portant

sur un total de 52.658^f,85, compris
lui-même dans un versement global du
Service du Contentieux s'élevant à
550.335 fr.69.

Je vous serais très obligé de
vouloir bien me confirmer, après véri-
fication, que cette somme figure bien
dans vos écritures, afin de me permet-
tre de renseigner les Chemins de fer
allemands.

SERVICES FINANCIERS

Division Centrale
de la Comptabilité Générale

Bureau des Recettes

17, Rue de Londres, 17 G.L.
F2 N° 625 M.B

LE CHEF DU CONTENTIEUX, *g*

[Signature]
En retour à Monsieur le Chef du Service du Contentieux
(Bureau S.J) en lui faisant connaître que la somme de Fra:
8.000.- moins 1,4 pour frais d'encaissement du chèque, soit
Frs: 7.998,6, encaissée suivant avis Finances CC I E 374 du 9
Mai 1940, a été passée sur le même mois comptable, au crédit
du Sce de l'Exploitation de la Région de l'Est, par facture
N° 205/8 dans un total de Frs: 38.583,79.

Paris, le 14 Février 1942

P. LE CHEF DES SUBDIVISIONS
de la Comptabilité Générale
L'INSPECTEUR PRINCIPAL

u. Colombel

Cal
16 FEB. 1942

23/12

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
Document D	Pièce N° /

DU CONTENTIEUX

24 décembre

41

Af.: Quintin-Lesprit

VR.: IH 5 a 273 G 1(Als.)

(W 2448)

W. Blouet

Direction des Chemins de fer d'Empire de Carlsruhe
(Auxiliaire IH à Strasbourg)

ss/d de la Wehrmachtverkehrsdirektion
(Section des Chemins de fer), Paris

Par lettre du 28 novembre écoulé, vous avez bien voulu me demander où en était le règlement de la transaction conclue en mars 1940 avec la Société anonyme Quintin-Lesprit de Paris au sujet du découvert laissé par l'exploitation de l'embranchement de cette Société en gare de Hettange-Grande (Luxembourg).

J'ai l'honneur de vous faire connaître que M^e Wynandets avocat à Paris, qui représente la Société Quintin-Lesprit, nous a répondu qu'il avait adressé le 5 avril 1940, en règlement de la transaction, un chèque de 8.000 fr, dont il lui a été accusé réception par lettre N° D/C 3 103.333 du 11 avril.

Nos Services Financiers ne trouvent pas trace d'un crédit correspondant à ce règlement, je vous serais très obligé de me communiquer le dossier portant la référence D/C 3 103.333 qui doit se trouver en votre possession. Il appartient, en effet, à la S.N.C.F. d'encaisser, s'il y a lieu, la créance litigieuse, conformément au procès-verbal de la conférence des 24/25 avril 1941.

Signé: LE BESNERAIS

102-27 DEC 41

P.C.

T r a d u c t i o n .

J.F. 4-XII-1941. *SS*

5 DEC 1941

Deutsche Reichsbahn
R.B.D. Carlsruhe
Hilfsarbeiter I H Strasbourg

Le 28.11.1941.

Réf: I H 5a 273 Gl(Als.)

A la S.N.C. F.

88, rue St. Lazare - Paris -

s/c de la W.V.D. Paris, Division des Chemins de fer

Objet: Créances contre l'Administration de la S.N.C.F.
en l'espèce : droits d'embranchement dus par la firme
QUINTIN-LESPRIT de Paris.

La firme QUINTIN-LESPRIT de Paris, représentée par son avocat Wynaendts, doit à la S.N.C.F. pour l'embranchement situé en gare de Hettange-Grande, conformément au contrat N° 2961, la somme de 21.020,91 ffrs. pour droits d'embranchement.

Dans sa lettre du 2.3.1940 la partie adverse a proposé une transaction sur la base de 8000 ffrs. Cette proposition a été acceptée par la lettre du 9.3.1940 de l'ancien Contentieux de la Sous-Direction (ci-joint la copie des 2 lettres). Nous vous prions de nous faire savoir si la partie adverse a versé la somme de 8000 Ffr. Si cela n'avait pas eu lieu jusqu'à maintenant nous vous prions de faire le nécessaire pour que la partie adverse exécute la transaction. Nous vous prions de nous tenir au courant du résultat de vos démarches.

s: Dr. Stuck

- 2 pièces jointes -

Vu :
W.V.D. P a r i s
Division des Chemins
de fer
2. 12. 41
3. S.A.I(S.N.C.F.)

signature

AS

S^e DU CONTENTIEUX
Pour Attributions
Reuninger

Ex. 6 DEC 41

Prière à Monsieur le
Directeur Général de vouloir
bien signer et faire parvenir la
réponse ci-jointe à la Direction
de Strasbourg.

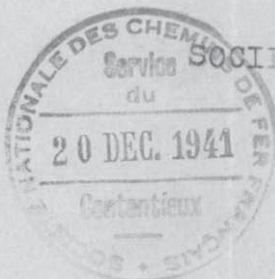
Paris, le décembre 1941

LE CHEF DU CONTENTIEUX

*13/12/41
22/12/41*

J. W. WYNAENDTS
DOCTEUR EN DROIT
AVOCAT AU BARREAU DE ROTTERDAM
ET
DE LA LÉGATION ROYALE DES PAYS BAS

PARIS, le 19 Décembre 1941.
22, PLACE MALESHERBES 17
TÉL. CARNOT 03-96
TÉLÉGR. PARIUS



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service du contentieux.

Bureau S.J.

C°

Dossier N° 5766

45 rue St. Lazare.

PARIS. 9°

W.

B.

Aff. Quintin Lesprit.

Messieurs,

En réponse à votre lettre du 17 courant je vous informe que cette affaire est terminée depuis longtemps.

En effet, à la date du 5 Avril 1940 j'ai adressé un chèque de Frs.8.000,- à votre sous-direction/repliée à Strasbourg de Strasbourg, qui m'en a accusé réception par sa lettre du 11 Avril 1940 (Bureau D/C3 dossier N° 103.333).

Dans ces conditions je pense que c'est par erreur que votre susdite lettre du 17 courant m'a été adressée.

Veuillez agréer, Messieurs, mes salutations distinguées.

J. W. Wynaendts

M. Colombel
20-12-41

4

Direction des Chemins de fer d'Empire de Carlsruhe

c Auxiliaires I H a - Straßburg,

n.c./de la Wehrmacht verkehrsdirektion

(Vection des Chemins de fer) Paris

Par lettre du 28 novembre écoulé vous avez bien
voulu me demander où en était le règlement de la

Transaction conclue en mars 1900 avec la S. A. Grincien-
de Paris au sujet du
L'esprit ~~en vue de~~ le décorner d'une ~~autre~~
par l'exploitation de l'embranchement de cette Société en gare
de Hettange-Grande (Luxembourg).

3^e au. L'honneur de vous faire connaître que

M^{rs} Wynne, avocat à Paris, qui représente la Ste
Trinité-lesprit, nous a répondu qu'il avait adressé

21/22

le 1^{er} avril 1940, ~~antichique de 8.000 frs~~ en règlement de la
transaction, un chèque de 8.000 frs, dont il lui a été accusé
réception par lettre 20/03/40 103.333 du 11 avril.

Nos services Financiers ne trouvant pas trace d'un crédit
correspondant à ce règlement, je vous serais très obligé de
me ~~faisiez connaître~~ communiquer le dossier portant la
référence 20/03.103.333, qui doit se trouver à en votre
possession. ~~L'encaissement de cette somme~~ L'appartient,
en effet, à la S.M.C.F. d'encaisser, s'il y a lieu, la créance
litigieuse, conformément au proj^t-verbal de la Conférence
des 24/25 avril 1941.

17 Décembre 41

S.J.

5766^{Co}

Affaire QUINTIN LESPRI

Maître,

J'ai l'honneur de vous rappeler que, par lettre du 2 mars 1940, vous aviez confirmé au Service du Contentieux de notre Sous-Direction de Strasbourg, la proposition faite par les liquidateurs de la S.A. Entreprise QUINTIN-LESPRI & Cie de régler par un versement de 8.000 Frs le découvert laissé à la S.N.C.F. par l'exploitation de l'embranchement situé en gare de Hettange-Grande (Luxembourg).

Par lettre du 9 du même mois, ledit Service vous avait fait connaître son acceptation et vous avait prié de verser la somme ci-dessus par chèque barré à l'ordre de la S.N.C.F.

Ce règlement ne paraissant pas avoir été effectué depuis, je vous serais très obligé de vouloir bien faire exécuter la transaction ou de me faire connaître les raisons qui s'y opposent.

Veuillez agréer, Maître, l'expression de mes sentiments distingués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: Glureau
38.10.2007/2020

Reçu par le Service du Contentieux
38.10.2007/2020

Monsieur J.W. WYNAENDTS
Avocat

22 Place Malesherbes
PARIS (17)

S. J.

30 J. 866 c.

Off. Quintin-Lesprit

[Signature]

Paris, le 11 décembre 1940

Maire.

J'ai l'honneur de vous

rappeler que, par lettre du 2 mars 1940, vous avez
confirmé au Service du Contentieux de notre Sous-

Direction de Strasbourg la proposition faite par les
liquidateurs de la S. A. Entreprises Quintin-Lesprit

et ci de régler par un versement de 8000 fr.

le découvert laissé à la S. A. C. T. par l'exploitation

de ~~cette~~ l'embranchement situé en gare de

Hettange-Grande (Donnemourey).

Par lettre du 9 du même mois, ledit Service

vous avait fait connaître son acceptation et vous

avait prié de verser la somme ci-dessus par

chèque barré à l'ordre de la S. A. C. T.

Le règlement ne paraissant pas avoir été
effectué, ^{depuis} je vous serais très obligé de vouloir bien faire
exécuter la transaction ou de me faire connaître
les raisons qui s'y opposent.

Je vous prie, après, Maître, l'expression
de mes sentiments distingués.

Le Chef du Contentieux

signé: J. Auvray

Maître J. W. Wynaendts
avocat

22, place Mallesherbes Paris 17^e,

9 Décembre 41

S.J.
Quintin-Lesprit
5.766^{Co}

Monsieur le Directeur
des Services Financiers
(Comptabilité Générale)

J'ai l'honneur de vous prier de
vouloir bien me faire connaître si
M^e J.W. WYNAENDTS, Avocat à Paris,
22 Place Malesherbes, agissant pour le
compte de la Société anonyme Entreprises
QUINTIN-LESPRIT & C^{ie}, a versé, depuis
le 10 Mars 1940, la somme de 8.000 fr.,
solde transactionnel pour frais et rede-
vances afférents à un embranchement par-
ticulier de ladite Société.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: J. Auvray

D. J.

40 f. 366 co

aff. Quintin-Lespit

Paris, le 9 décembre 1948

Monsieur le Directeur des Services Financiers
Comptabilité générale,

Monsieur

de vous prier de vouloir bien me faire connaître
si M^{re} J. W. Wynaendts, avocat à Paris, 22 place Waples-
herbes, agissant pour le compte de la 1^{re} annee Entreprises
Quintin-Lespit & c^{ie}, a versé, depuis le 10 mars 1948,
la somme de 8000 frs, solde transactionnel pour frais
et redevances afférents à un embranchement parti-
culier de la dite Société.

2009

12

Le Chef du Contentieux :

Mme J. Wynaendts

8/12

Hilfsarbeiter 1 H
in Strassburg (Els)

An die S.N.C.F.

P a r i s
88, rue St.Lazare

durch die
W.V.D. Paris
Abt. Eisenbahnen

P a r i s
29, rue de Berri

Unsere Zeichen:
1 H 5a 273 Gl(Els)

- 3 DEC. 1941

Tag:
28.11.1941

Betr.: Ansprüche der franz. Eisenbahnverwaltung.

H.i.: Anschlussgebühren, die von der Fa QUINTIN LESPRIET in Paris geschuldet sind.

Die Firma QUINTIN-LESPRIET vertreten durch ihren Rechtsanwalt Wynaendts schuldet der SNCF für den im Bahnhof Gross-Hettingen gelegenen Anschluss laut vertrag N°2961 den Betrag von 21 020,91 ffr für Anschlussgebühren.

In seinem Schreiben vom 2.3.1940 hat die Gegenpartei einen Vergleich auf der Grundlage von 8000,- ffr vorgeschlagen. Dieser Vorschlag wurde durch Schreiben vom 9.3.1940 der ehem. Rechtsabteilung der Unterdirektion angenommen. (Abschrift der 2 Schreiben anbei). Wir bitten um Angabe ob die Gegenpartei den Betrag von 8000,- ffr eingezahlt hat. Sollte dies bis jetzt nicht geschehen sein, bitten wir das Nötige zu veranlassen, dass die Gegenpartei den Vergleich ausführt. Wir bitten uns über das Ergebnis Ihrer Bemühungen auf dem Laufenden zu halten.

- 2 Anlagen -

fgez . Dr. Stuck

Gesehen: W.V.D. Paris
Abt. Eisenbahnen
2.12.41
3 S A 1 (SNCF)
Unterschrift

Deutsche Reichsbahn
R.B.D. Carlsruhe
Hilfsarbeiter I H Strasbourg

ad u c t i o n .

J.F. 4-XII-1941.

*Copie au Contumelieux
à titre de preuve*

Le 28.11.1941.

Réf: I H 5a 273 G1(Als.)

h. W. Stuck
A la S.N.C. F.

88, rue St. Lazare - Paris -

s/c de la W.V.D. Paris, Division des Chemins de fer.

Objet: Créances contre l'Administration de la S.N.C.F.
en l'espèce : droits d'embranchement dus par la firme
QUINTIN-LESPRIT de Paris.

La firme QUINTIN-LESPRIT de Paris, représentée par son avocat Wynaendts, doit à la S.N.C.F. pour l'embranchement situé en gare de Hettange-Grande, conformément au contrat N° 2961, la somme de 21.020,91 ffcs. pour droits d'embranchement.

Dans sa lettre du 2.3.1940 la partie adverse a proposé une transaction sur la base de 8000 ffcs. Cette proposition a été acceptée par la lettre du 9.3.1940 de l'ancien Contentieux de la Sous-Direction (ci-joint la copie des 2 lettres). Nous vous prions de nous faire savoir si la partie adverse a versé la somme de 8000 Ffr. Si cela n'avait pas eu lieu jusqu'à maintenant nous vous prions de faire le nécessaire pour que la partie adverse exécute la transaction. Nous vous prions de nous tenir au courant du résultat de vos démarches.

s: Dr. Stuck

- 2 pièces jointes -

Vu :
W.V.D. P a r i s
Division des Chemins
de fer
2. 12. 41
3. S.A.I(S.N.C.F.)

signature

6230 DEC 41

10 Février 42
45 rue St-Lazare

S.J.
Quintin-Lesprit
5.766 C^o

Monsieur le Directeur
des Services Financiers
(Comptabilité Générale)

1 annexe

En réponse à ma lettre du 9 Décembre dernier, que je vous retourne ci-annexée, vous avez bien voulu me faire savoir que vous ne trouviez pas trace d'un crédit correspondant à un versement de 8.000 francs effectué par M^e WYNAENDTS Avocat à Paris, pour le compte de la Société anonyme QUINTIN-LESPRIT & Cie.

Nous avons pu établir que le chèque correspondant à cette somme, émis le 3 Avril 1940 sous le n° 385.195, a été payé le 15 du même mois par la Banque parisienne de crédit, Agence d'Asnières.

La somme de 8.000 francs - 1^f,40 (frais d'encaissement du chèque) a été versée aux Services Financiers à Lisieux, le 2 Mai 1940, par bordereau Est portant

el

sur un total de 52.658^f,85, compris
lui-même dans un versement global du
Service du Contentieux s'élevant à
550.335 fr.69.

Je vous serais très obligé de
vouloir bien me confirmer, après véri-
fication, que cette somme figure bien
dans vos écritures, afin de me permet-
tre de renseigner les Chemins de fer
allemands.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Mme. Gauray

19.

N° 57660.

M. Quintin-Hespré

Monsieur le Directeur
des Services Financiers

Comptabilité Générale,

En réponse à ma lettre du 9 décembre dernier,
que je vous retourne ci-jointe, vous avez bien
voulu me faire savoir que vous ne trouviez pas trace
d'un crédit correspondant à un versement de
5000 fr. effectué par M^e Wynaemelts, Avocat à
Paris, pour le compte de la S.A. Quintin-Hespré
& C^{ie}.

Nous avons pu établir que le chèque ~~5000~~
correspondant à cette somme, émis le 3 Avril 1940
pour le 4° 389.185, a été payé le 15 du même mois

9/2

par la Banque pariaisme de credit, Agence d'Aloniere.

La somme de 8000 fr - 1400 (frain d'encaissement du chèque)
a été versée ~~à la Banque~~ ^{aux} Services financiers à l'inieu, ~~portant 1000~~
le 2 mai 1900, par bordereau St de 22 678 fr portant
sur un total de 12.058 fr 88, compris lui-même dans
un versement global du Service du Contentieux
s'élevant à 100.335 fr 69.

Je vous serais très obligé de vouloir bien me confirmer,
après vérification, ^{que cette somme figure bien dans vos} ~~la~~ ~~transmission~~ de cette somme,
écriture, afin de me permettre de renseigner les Chanciers du fr.
allemands.

Le Chef du Contentieux :

Mme : Lamerig

DÉCEMBRE						
L	M	M	J	V	S	D
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31	...	...	...	...
...

SAMEDI

6

1942 JANVIER						
L	M	M	J	V	S	D
..	..	..	1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	..
...

340-25

DÉCEMBRE

1941

☉ lever 7 h. 30, coucher 15 h. 53 ; ☾ le 11

Monsieur Claisse

*Trouvez-vous trace du
paiement de la dîme ?*

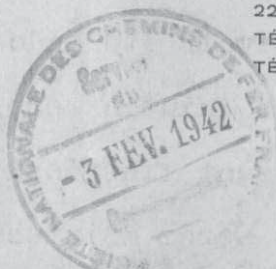
H. Dubout

3 fév. 42

Samedi 6 Décembre — St Nicolas

J. W. WYNAENDTS
DOCTEUR EN DROIT
AVOCAT AU BARREAU DE ROTTERDAM
ET
DE LA LÉGATION ROYALE DES PAYS BAS

PARIS, le 2 Février 1942.
22, PLACE MALESHERBES 17
TÉL. CARNOT 03-96
TÉLÉGR. PARIUS



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

Service du contentieux.

Bureau S.J. Dossier 5766 C°

45 rue St. Lazare.

W.

PARIS9°

B.

Aff. Entreprises Quintin Lesprit & C°.

Messieurs,

Mr. Colombel

En réponse à votre lettre du 26 Janvier dernier je
peux vous donner les renseignements suivants:

Le chèque de Frs.8.000,- a été émis pour Frs.8.000,- le 3 Avril
1940 sous le N° 385.195 payable à la Banque Parisienne de Crédit, agen-
ce d'Asnières. Il a été payé par cette banque le 15 Avril 1940 qui le
détient dans ses archives.

Au recto figurent :

- l'endos du Chef de contentieux de la S.N.C.F., signé de Trouville,
le 9 Avril 1940, à l'ordre des Chèques Postaux de Limoges;
- l'acquit de la Banque de France de Limoges le 11 Avril 1940.

C'est à l'ordre de cette banque que le chèque a été payé.

Peut-être le crédit a-t-il été donné à votre société par le service
des chèques postaux.

Il résulte des renseignements qui précèdent que le chèque en ques-

a été encaissé après avoir été endossé par le chef du contentieux,
et que les Entreprises Quintin Lesprit & Cie sont en droit de se con-
sidérer comme valablement libérées.

J'espère que vous serez maintenant en mesure de faire les recher-
ches nécessaires.

Veillez agréer, Messieurs, mes salutations distinguées.

M. J. Haubermann

La somme de 8000 - 1^{er} 40 (prix d'incinération du
digne) a été versée au chef des J^{es} Communales de la
M.V.C.C. bio-cinix et 2 d'ins 49 610.

Cette somme était consignée sur un fondement Est
de 52.658, 85 et un versement global de 44
Centimes - 7 centimes de 550.335, 69

5.2.42

W. B. m.

26 Janvier 42

SJ

5766 C°

Maître,

Aff: QUINTIN-LESPRIT

En réponse à ma lettre du 17 décembre dernier par laquelle je vous avais rappelé le règlement transactionnel de notre créance contre la S.A. QUINTIN-LESPRIT et Cie en liquidation, vous avez bien voulu me faire connaître, le 19 du même mois, que la somme de 8.000 francs, objet de ce règlement, avait été adressée par chèque, le 5 avril 1940, au Contentieux de notre Sous-Direction de Strasbourg, qui vous en avait accusé réception le 11 avril suivant.

J'ai l'honneur de vous informer que nos Services Financiers ne trouvent aucune trace d'un crédit correspondant à ce versement et que le dossier, selon les renseignements que nous ont adressés à ce sujet les chemins de fer Allemands à Strasbourg, ne contient aucune trace de l'entrée dudit chèque.

Je vous serais très obligé de vouloir bien revoir cette affaire et de me faire connaître si ce chèque a été encaissé et, dans l'affirmative, par qui.

Veuillez agréer, Maître, mes salutations les plus distinguées.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Mme: Gauray

Maître J.W. WYNAENDTS
Avocat
22 Place Malesherbes
à PARIS -17e

J. J.

40 576000

Paris, le 26 Janvier 1942

Maitre,

Off. Quintin-Lesprit

[Signature]

En réponse à ma lettre du 17 décembre
dernier par laquelle je vous avais rappelé le
réglement transactionnel de notre créance
contre la S.A. Quintin-Lesprit et cⁱ en liquidation,
vous avez bien voulu me faire connaître ~~et la date~~
~~du~~ 19 du même mois, que ~~l'ensemble de la~~
somme de 8000 fr., objet de ce règlement, ~~serait~~
aurait été adressé par chèque, le 1^{er} avril 1940, au
Contentieux de notre Sous-Direction de Strasbourg,
qui vous en avait accusé réception le 11 avril
suivant.

[Signature]
25

J'ai l'honneur de vous informer
que nos Services Financiers ne trouvent aucune

trace d'un crédit correspondant à ce versement et que
le donner, selon les ~~don~~ renseignements que nous ~~ont~~ ont
adressés à ce sujet les Chemins de fer Allemands à
Strasbourg, ne contient aucune trace de l'entrée
dudit chèque, ~~en question~~.

Je vous serais très obligé de vouloir bien
revoir cette affaire et de me faire connaître si
ce chèque a été ^{encaissé} ~~touché~~ et, dans l'affirmative,
parqui.

Deuille après, Maître, mes salutations
les plus distinguées.

Maître

J. W. Wynaendts

Avocat

22 place Maubert à Paris, 4^e

Le Chef du Circulaire

Mme: Garmeng

A b s c h r i f t

J.W. WYNAENDTS
Docteur en droit
Avocat au barreau de Rotterdam
et
de la Légation Royale des Pays-Bas

Paris, le 2 Mars 1940
22, Place Malesherbes 17°

Monsieur le Chef du Contentieux
de la S.N.C.F.
Sous-Direction de Strasbourg
Casino

TROUVILLE-SUR-MER

W.

W/S

Monsieur,

En me référant à votre lettre II- C 3 - 103333 et à la visite de Monsieur MEYER, chef de bureau du contentieux, j'ai l'honneur de vous confirmer la proposition faite par les liquidateurs de la S.A. Entreprises QUINTIN LESPRIET & CIE, à savoir que contre un versement à comptant de 8000,- ffs vous donneriez à cette société décharge et quittance finale.

Je serais heureux d'avoir votre réponse le plus tôt possible.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

signature.

A b s c h r i f t

SousDirection de Strasbourg

TROUVILLE, le 9 mars 1940.

D/C3

103.333

Maître,

En réponse à votre lettre du 2-III crt. concernant notre affaire c/la maison QUINTIN LESPRIET & CIE, j'ai l'honneur de vous informer que nous acceptons votre proposition de nous payer pour solde de tout compte une somme de 8000,-frs. Je vous serais, donc, obligé de vouloir bien me faire couvrir de cette somme par un chèque barré établi à l'ordre de la SNCF.

Veillez agréer, Maître, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint,

Maître J.W. WYNAENDTS,
avocat
22, Place Malesherbes
PARIS 17°

OFFICE REGIONAL DE L'EST
Exploitation
DIVISION G
1^{re} Subdivision

N^o 1404 G3.1

1 dossier

Paris, le 6 Mars 1942.

TRANSMIS à

Monsieur le Chef du Service du Contentieux,

pour la suite utile, un dossier parvenu de la Division des Etudes relatif à l'encaissement des frais d'exploitation de l'embranchement particulier de la Société "Entreprises Quentini-Lesprit et Cie" situé sur la ligne d'Hettange-Grande à Eutrange.

D'après les renseignements obtenus du Service de Liaison avec W.V.D. Paris, la lettre W 2748 rappelée dans le présent dossier a été préparé par son Service.

L'Inspecteur Principal

Dubad

8766

Cheney

S. N. C. F.

MB.

Paris le

6 FEV. 1942

Région EST

EXPLOITATION

Division Commerciale

2^e Subdivision 9 Section

N° 944008

C. / 9

Monsieur le Chef de la
Division des Etudes.

Transmis à titre de compétence le dossier ci-joint relatif à des sommes dues à la S.N.C.F. par les Entreprises Quintin, Lesprit, et Cie à Paris au titre redevances pour l'embranchement situé sur la ligne de Hettange-Grande à Entrange.

Cette affaire a déjà fait l'objet de votre lettre n° H. 603/39 e 36 annexée au dossier.

/ Le Chef de la Division Commerciale
/ le Chef de la 2^e Subdivision

*Qui a écrit
à l'antenne
le 24-12-41
2448
Lettre
Lefevre*

70251

7

Art. 10.

Perception d'impôts et de taxes de toute nature. - Aux loyers et redevances prévus au présent contrat s'ajouteront les impôts et taxes de toute nature que le Réseau pourra être amené à payer du fait du présent contrat.

Art. 11.

Timbre et enregistrement. - Les frais de timbre et d'enregistrement du contrat d'embranchement et de ses annexes, ainsi que de toutes pièces pouvant en résulter, sont à la charge du concessionnaire. Il appartient à ce dernier de représenter le contrat à l'enregistrement dans le délai légal à l'expiration de la période de deux ans. Il devra justifier à toute réquisition de l'accomplissement de cette formalité et garantir l'administration des Chemins de fer de toutes recherches à cet égard.

H 399/31 - EX/CA

Fait en triple à Strasbourg, le 28 DEC 1933
pour les Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine et

à Paris, le 4 DEC 1933
pour les Entreprises QUINTIN, LESPRIET et Cie.

LE CONCESSIONNAIRE des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine

LE DIRECTEUR

Signature

Signé: BAUER

Ligne de Hettange-Grande à Entringe

-----2961
Coprat N°E

concernant la construction et l'exploitation d'un embranchement particulier situé au P.K. 1 + 571 de la ligne de Hettange-Grande à Entringe conclu

En t r e

l'Administration des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine, ayant son siège à Strasbourg, 3, Boulevard du Président Wilson, représentée par son Directeur, M. Henri BAUER, d'une part,

et
les Entreprises QUINTIN, LESPRIET et Cie. Travaux Publics et Particuliers, ayant leur siège social à Paris (3^e) 133, rue de Réaumur, représentée par M. QUINTIN Eugène, Administrateur - Délégué, d'autre part.

Les Entreprises QUINTIN, LESPRIET et Cie. ont demandé à l'Administration des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine l'autorisation de construire et d'exploiter un embranchement particulier qui mettra leur chantier en communication avec les voies du Chemin de fer au P.K. 1.571 de la ligne de Hettange-Grande à Entringe et qui ne devra être utilisé que pour les besoins de leur établissement aux conditions stipulées dans le Cahier des Clauses et Conditions Générales pour l'établissement, l'entretien et l'exploitation des embranchements particuliers, enregistré à Strasbourg (actes civils) le 13 juin 1927, vol. 1248, fol. 3, N° 2089 que le concessionnaire déclare parfaitement connaître.

Les Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine ayant accédé à cette demande, il a été convenu et arrêté ce qui suit:

Art. 1er.

Description de l'embranchement. - L'embranchement dont il s'agit sera établi conformément au plan annexé au présent contrat et signé par les contractants. Par suite de la suppression de l'embranchement de la maison René Martin, la soudure a été reportée au droit du P.K. 1.571 de la ligne de Hettange-Grande à Entringe.

L'embranchement comportera ainsi:

1ère partie: à l'intérieur des emprises du chemin de fer:

une voie de 40 m. de longueur reliée à la voie de la ligne de Hettange-Grande à Entringe au moyen d'un branchement simple N° 1 au droit du P.K. 1.571;

2ème partie: à l'extérieur des emprises du chemin de fer:

une voie en impasse de 187 m. de longueur faisant suite à la voie visée ci-

dessus et traversant à niveau un chemin rural;

Cette voie se termine par un heurtoir.

Le tracé de ces voies ne comporte ni courbes d'un rayon inférieur à 180 m., ni déclivités.

N° 9 17

Les dispositions de sécurité nécessaires seront les suivantes:

Un sabot de déraillement sera installé sur la voie de raccordement de manière à empêcher toute communication entre la voie particulière et les voies du chemin de fer, excepté pendant le temps strictement nécessaire aux manœuvres de desserte de l'embranchement.

L'aiguille de soudure N° 4 de l'embranchement sera immobilisée par une serrure double et le sabot de déraillement par une serrure simple (type I).

En dehors du temps nécessaire aux manœuvres de desserte de l'embranchement l'aiguille de soudure sera toujours faite pour la direction de la voie principale.

Son levier sera immobilisé dans cette position (position normale) au moyen d'une serrure dont la clé sera introduite dans l'appareil de manœuvre du poste directeur de la gare d'Entrange. Elle y sera retenue principalement lors des parcours intéressés.

Le sabot et l'aiguille seront en dépendance l'un de l'autre de telle manière que l'ouverture de la serrure du sabot de déraillement sera subordonnée à la fermeture de la serrure de l'aiguille de soudure en position renversée.

En raison de la disposition particulière des lieux, il ne sera établi ni clôtures, ni barrières, à la sortie des emprises du chemin de fer.

Art. 2.

Travaux à exécuter par les Chemins de fer. - Le Réseau effectuera la pose de 27 m. de voie, ainsi que la modification des installations de sécurité aux frais du concessionnaire, qui remboursera avec majoration d'usage, toutes les dépenses faites, sur le vu de la facture qui lui sera présentée.

Art. 3.

Autorisations spéciales. - Le concessionnaire devra se pourvoir préalablement auprès de qui de droit de toutes les autorisations nécessaires pour la construction et l'exploitation de son embranchement.

Art. 4.

Location du matériel. - La redevance annuelle pour la location du matériel fourni par les Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine est fixée à

en toutes lettres: cinq mille trois cent quatre - vingt - deux francs à partir du 1er octobre 1931 jusqu'au 30 septembre 1932 et à 5.382. - frs,

en toutes lettres: cinq mille huit cent dix-neuf francs à partir du 1er octobre 1932, date de la suppression de l'embranchement particulier de la Maison René Martin, jusqu'au 30 septembre 1941.

.....

Art. 5.

Entretien des installations. - Pour l'entretien courant de l'aiguille de soudure et de toutes les installations de sécurité de l'embranchement, le concessionnaire paiera aux Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine une redevance annuelle de

62. - frs, en toutes lettres: soixante - deux francs, à partir du 1er octobre 1931 jusqu'au 30 septembre 1932 et de 312. - frs,

en toutes lettres: trois cent douze francs, à partir du 1er octobre 1932. Toutes les autres installations de l'embranchement seront entretenues par les soins et aux frais du concessionnaire.

Art. 6.

Location du terrain. a) Le terrain d'une superficie de 154 m² occupé par la voie d'embranchement dans les emprises du chemin de fer est loué au concessionnaire moyennant paiement par ce dernier d'une redevance annuelle de 77. - frs,

en toutes lettres: soixante - dix - sept francs.

b) Le terrain d'une superficie de 232 m² faisant partie d'un ex-cédent du chemin de fer est loué au concessionnaire moyennant paiement par ce dernier d'une redevance annuelle de 116. - frs,

en toutes lettres: cent seize francs.

Art. 7.

Manœuvre des appareils. - Pour la manœuvre de l'aiguille de soudure et du sabot de déraillement ad Q, le concessionnaire paiera les redevances annuelles suivantes:

542. - frs,

en toutes lettres: cinq cent quarante-deux francs, jusqu'au 30 septembre 1932 et

1.232. - frs,

en toutes lettres: mille deux cent trente-deux francs, à partir du 1er octobre 1932.

Art. 8.

Dispositions spéciales relatives à l'exploitation de l'embranchement. - A l'arrivée, les wagons seront amenés par l'Administration des Chemins de fer sur l'embranchement et laissés immédiatement derrière le sabot de déraillement ad Q; au départ, les wagons seront repris au même point par l'Administration des Chemins de fer.

Art. 9.

Redevance pour manœuvres sur embranchement. - Les manœuvres que les Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine consentent à effectuer sur l'embranchement donneront lieu de la part du concessionnaire au paiement d'une redevance de 7,90 frs,

en toutes lettres: sept francs, quatre-vingt-dix centimes, par desserte.

....

Mr. Bennett

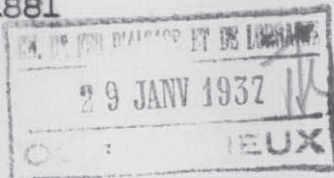
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Adresse télégraphique:
FERALSLOREXPLOITATION Strasbourg

Strasbourg, le 19 janvier 1937

Rappeler dans la réponse le N°
et la référence qui précèdent

OBJET :



Monsieur le Chef du Contentieux,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les Entre-
prises Quintin Lesprit & Cie, Travaux Publics et Particuliers,
33 rue Réaumur, à Paris (3°), concessionnaires d'un embranche-
ment particulier au P.K. 1 + 571 de la ligne de Hetta nge-
Grande à Entrange en vertu du contrat N° 2961 E n'ont pas versé
jusqu'à ce jour la somme de 712,50 frs dont elles sont redeva-
bles envers mon Service (art. 6 & 7 ^{3e} alinéa) pour la période
du 1.7.36 au 31.12.36.

Mes lettres des 19.9. , 14.12.36 et 7 janvier 1937
dont ci-joint copie, n'ont produit aucun effet.

Je vous serais en conséquence obligé de vouloir bien faire procéder au recouvrement de la somme précitée ainsi que de celle de 1.889 frs(356,25 frs pour EX. et 1.532,75 frs pour V.B. art. 4 et 5 ,3e alinéa) due pour le 1er trimestre 1937 et me tenir au courant.

Y. Lafont
~~Il indique~~ que le trafic apporté au Réseau par le concessionnaire est insignifiant, l'embranchement n'étant utilisé que d'une façon intermittente (5 wagons en mai et 1 wagon en août 1936).

Pr. l'Ingénieur en Chef de l'Exploitation

Pr. l'Ingénieur en Chef de l'Exploitation
L'Inspecteur Principal Adj. (Service Général)

5 Février 1937

CONTENTIEUX
D-C3- 103.226 B

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous rappeler que, suivant contrat N° 2961 E, relatif à la concession de votre embranchement particulier situé au P.K. 1 + 571 de notre ligne de Hettange-Grande à Entringe, vous restez redevable envers notre Administration des sommes suivantes, que vous ne nous avez pas payées en temps voulu :

A - redevances pour la période du 1-7-36 au 31-12-36 suivant articles 6 et 7 (3° alinéa) du contrat	712 ^f .50
B - redevances pour le 1er trimestre 1937 suivant les mêmes articles	356 ^f .25
C - redevances pour le 1er trimestre 1937 suivant les articles 4 et 5 (3° alinéa) ..	<u>1.532^f.75</u>
	2.601 ^f .50

Je vous serais obligé de bien vouloir verser dans un délai maximum de 15 jours cette somme de 2.601^f.50 à notre compte de chèques postaux Strasbourg 733, en rappelant notre référence D/C3 n° 103.226 B, faute de quoi nous devrons, à notre regret, en poursuivre le recouvrement par voie judiciaire.

Veuillez recevoir, Messieurs, mes salutations distinguées,

Entreprises QUINTIN L'ESPRIT & C^{ie}
Travaux publics et particuliers
33, rue Réaumur

P A R I S III°

P. Le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint,

D/C3 n° 103.226.B.

5-2-37.

1^{re}) Messieurs

hop. le 4.2.37 ~~ME~~

J'ai l'honneur de vous rappeler que, suivant
contrat n° 2961 E, relatif à la concession de votre
embranchement particulier situé au P.K. 1+571 de notre
ligne de Hettange. Grande à Entringe, vous restez redevable
à notre Administration des sommes suivantes, que
vous ne nous avez pas payées en temps voulu :

A) redevances pour la période du 1-7-36 ~~au 31-12-36~~
au 31-12-36/
suivant articles 6 et 7 (3^e alinéa) du contrat - - - - - 712,50

B) redevances pour le 1^{er} trimestre 1937
suivant les mêmes articles - - - - - 356,25

C) redevances pour le 1^{er} trimestre 1937
suivant les articles 4 et 5 (3^e alinéa) - - - - - 1532,75

2.601,50

Je vous serais obligé de bien vouloir verser dans un
délai maximum de 15 jours cette somme de 2601,50 à notre
compte de chèques postaux Strasbourg 733, en rappelant notre
référence D/C3 n° 103.226.B, faute de quoi nous devons, à
notre regret, en poursuivre le recouvrement par voie judiciaire.

Entreprises Quintin Lesprit
et C^{ie}

Travaux publics et particuliers

33, rue Reaumur, 33

Paris III

Veuillez recevoir, Messieurs - - - etc - - -

Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint

2^e) accusé de réception à expédier à Ex/53.

3^e) fiche récapitulative 2.601,50

à retirer par M^{re} Gillig.

4^e) à rendre au red^{te} le 15-3-37.

Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint

24.2.37

[Signature]

[Signature]

DIRECTION

SERVICE DU CONTENTIEUX

Strasbourg, le 16 Mars... 1937

D-C3 N° 103.226 B.

1°) NOTE : (demandant n° 2601, 50 ont été payés) à
expédier à D/C.G..

[Signature]

2°) à reproduire le 15.4.37.....

Le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Adjoint

[Signature]

S/M

Chemins de fer
d'Alsace et de Lorraine

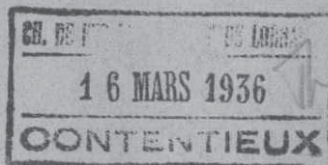
Exploitation
Service Commercial

N° 404/35 EX/C4

Ligne de Hettange-Gr. à
Entrange. Embranchement
particulier (Entreprises
Quintin, Lesprit & Cie)

COPIE

Strasbourg, le 5 mars 1937.



Monsieur CARREAU

Inspecteur principal adjoint
(Service Général - EX/S3)

Suite à ma lettre N° H 404/35 EX/C4 du 26 novembre
1936, relative au recouvrement d'une somme de 356 fr.25 due
par les Entreprises Quintin, Lesprit & Cie, 33, rue Réaumur à
Paris (3e) suivant mandat de recette N° 3371 du 13.juin 1936.

Je vous prie de vouloir bien me faire connaître où en
est actuellement cette affaire.

LE CHEF DU SERVICE COMMERCIAL
BAUDON

Exploitation-Comptabilité

Strasbourg, le 5 mars 1937.

EX/S3 bl 1881

COPIE TRANSMISE

103286
à Monsieur le Chef du Contentieux

avec prière de vouloir bien m'indiquer où en est le recouvre-
ment de notre créance.
(ma lettre EX/S3 bl - N° 1881 du 29.1.37).

Pr. l'Ingénieur en Chef de l'Exploitation
L'inspecteur Principal (A3) (Service Général)

DIRECTION

SERVICE DU CONTENTIEUX

Strasbourg, le 17 mars... 1937

D-03 N° 103.226. B.

1°) NOTE : (renseignant sur la situation actuelle de l'affaire) à expédier à Ex/53.

Ex/53

2°) à reproduire le 15.4.37.....

Le Chef du Contentieux

Adjoint

[Signature]

[Signature]

Chemins de fer
d'Alsace et de Lorraine

Direction
Secrétariat Général

Contentieux

Strasbourg, le 16 mars 1937...

D. n° 103226.B.
C.3.

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
1^{er} BUREAU

18 MARS 1937

483

R

Mon cher Collègue,

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître si M^{lle} *Interprète Division. Leprêtre et L.*, à Paris vous a versé la somme de. *2501,50 depuis le 24-1-37* pour *avances concernant les embouteillages. participation.....* ainsi que les frais de justice résultant du commandement de payer ~~accerné contre lui.~~

Votre dévoué Collègue
P. Le Chef du Contentieux
Le Chef Adjoint.

Leprêtre p. adj.

Leprêtre

Monsieur le Chef du Service de la Comptabilité Générale

23 MARS 1936
CONTENTIEUX

12 MARS 1937

Comptabilité Générale No D.C.G. 1983

Retourné à Monsieur le Chef du Contentieux

la somme de 2001.50 Fr. ni à passer en compte

le
Référence: Encaissements à régulariser

Strasbourg, le 19 mars 1938

Pour le Chef du Service de la Comptabilité Générale
L'Inspecteur Principal

[Signature]

D/C3 n: 103.226B.

6-4-37.

Sp. le 5-4-37
H

1^o) Note pour Monsieur Vignau
Ingénieur en Chef adjoint de l'Exploitation
5, rue de Florence, 5
Paris

96/14
J'ai l'honneur de vous transmettre ci-
annexée la copie d'une lettre en date du 5 février dernier,
par laquelle nous avons invité les Entreprises Quintin
Lesprit et C^{ie}, 33, rue Réaumur, à Paris, à nous
verser dans la quinzaine une somme de 2801^{fr}50,
représentant des redevances contractuelles.

Étant donné que la maison débitrice n'a
jusqu'à ce jour, donné aucune suite à notre demande,
je vous serais obligé de bien vouloir ^{charger un agent qualifié d'une demande} faire ~~provisoirement~~
^{pour la maison en question une mise de} l'encaissement de la somme due.

Il y aura lieu, en cette circonstance, de rappeler
^{notre débiteur} à la firme en question qu'en cas de non paiement
immédiat, elle s'expose de notre part à des poursuites
judiciaires dont elle devra supporter les frais.

Je vous prie de me tenir au courant.

Pour le Chef du Contentieux
L'inspecteur Principal Adjoint

2^o) établir une copie de la lettre ci-jointe
du 5-2-37.

3^o) à rendre au rid: le 15-5-37.

Pour le Chef du Contentieux
L'inspecteur Principal Adjoint

Contentieux

6 Avril 1937

D/C3- 103.226/B

N O T E

pour Monsieur VIGNAU, Ingénieur en Chef
Adjoint de l'Exploitation

5, rue de Florence

P A R I S

----- (8°)

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-annexée copie d'une lettre en date du 5 février dernier, par laquelle nous avons invité les Entreprises Quintin Lesprit et Cie. 33, rue Réaumur, à Paris, à nous verser dans la quinzaine une somme de 2.601^f,50 représentant des redevances contractuelles.

Etant donné que la maison débitrice n'a jusqu'à ce jour, donné aucune suite à notre demande, je vous serais obligé de bien vouloir charger un agent qualifié d'une démarche auprès de la maison en question en vue de l'encaissement de la somme due.

Il y aura lieu, en cette circonstance, de rappeler à notre débitrice qu'en cas de non paiement immédiat, elle s'expose de notre part à des poursuites judiciaires dont elle devra supporter les frais.

Je vous prie de me tenir au courant.

P/Le Chef du Contentieux,
L'Inspecteur Epal Adjoint,

QUINTIN, L'ESPRIT & CIE

COPIE

33, rue Réaumur

PARIS(3°)

GENNEVILLIERS ,le 9 Avril 1937

14, Rue Roger-Benda
Gennevilliers
(Lux)

Monsieur de LECLUSE

Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine

5, rue de Florence

PARIS

Monsieur,

Vous avez bien voulu me convoquer à votre bureau pour paiement de la somme de 2.601,50 montant de redevances de notre ancien embranchement particulier de HETTANGE-GRANDE.

En qualité de Liquidateur de la Sté QUINTIN, L'ESPRIT & Cie, j'ai eu l'honneur de vous exposer que depuis 1934 nous avons cessé nos travaux de fortifications, nous n'avons pas reçu de wagons sur l'épique nous avait été affecté.

Enfin notre Société qui avait cessé toute activité depuis avril 1935 est officiellement dissoute et j'en suis le liquidateur.

Ces faits ont dû être portés à la connaissance de la gare d'Hettange -Grand par M.L'ESPRIT notre ex-administrateur qui est resté dans la région.

Par ailleurs et par lettre du 26 février 1937, n°579-34 V.B. la Cf des Chemins de fer d'Alsace-Lorraine réclame paiement de la somme de 8.431,25 pour entretien et location.

Sans examiner la question au point de vue droit strict, il apparaît que les sommes réclamées ne correspondent à aucun service rendu.

La C° sait quel a été notre rôle dans la Région de Thionville.

Nous avons fait bénéficier la dite région d'un trafic important de matériaux non seulement pour les besoins de notre Entreprise, mais pour le Génie dont nous déchargeons notamment les aciers et les ciments.

La gare d'Hettange -Grande a hautement apprécié à l'époque l'installation d'un épi sur l'embranchement particulier d'Hettange -Grande à Entrage a proximité d'un téléphérique ce qui a évité l'embouteillage à la gare même.

En considération des dépenses exposées par notre Société et de l'importance de ses transports, je vous demande d'examiner notre cas en fait plutôt qu'en droit, et de considérer que notre contrat est résilié depuis 1935, qu'ainsi nous ne sommes pas débiteurs de votre Compagnie.

Pour marquer notre bonns volonté et si vous estimez indispensable le versement de la somme de 2.601,50 réclamée par le service du Contentieux, je vous réglerai transactionnellement cette somme pour solde de compte.

Veuillez agréer, Monsieur ,l'expression de mes sentiments distingués.

Le liquidateur amiable:

E.QUINTIN



COPIE

13 AVRIL 1937.

/D. 555-1

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 9 courant, j'ai l'honneur de vous faire remarquer, ainsi que l'a déjà fait M. de LECLUSE au cours de votre récent entretien, que n'étant nullement saisi par mon Administration de la récupération d'une somme de 8.431^f,25, mais seulement d'une somme de 2.601^f,50 qui me semble bien d'ailleurs faire partie de la somme précédente, mais qui est actuellement la seule réclamée par votre Service du Contentieux, il ne nous est pas possible de lier les deux questions. Nous ne pouvons donc en fait nous occuper que de la somme de 2.601^f,50, somme dont vous avez d'ailleurs bien voulu donner l'assurance à M. de LECLUSE que vous effectuerez le versement jeudi 15 Avril à son bureau.

Pour le reste, je ne puis que vous confirmer qu'il ne nous est pas possible de préjuger les décisions de mon Administration à Strasbourg à qui je transmets néanmoins copie de votre lettre ci-dessus précitée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Monsieur QUINTIN
14, rue Royer-Bendele

GENNEVILLIERS (Seine)

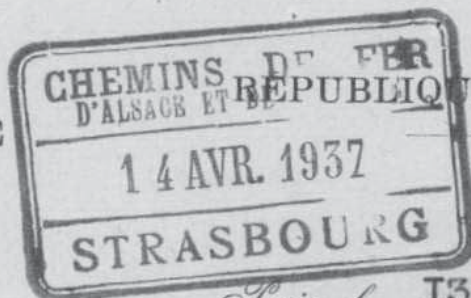
L'Ingénieur en Chef Adjoint de l'Exploitation
Signé : VIGNAU

CHEMINS DE FER
D'ALSACE ET DE LORRAINE

EXPLOITATION
SERVICE DE PARIS

TÉLÉPHONE EUROPE { 53-40
53-41

Adresse télégraphique: FERALSLO-PARIS 84
Compte de chèques postaux: PARIS N° 27.988



Paris, le 13 AVRIL 1937.
5, Rue de Florence (8e)

S. P./ D. 556-1
N°

Rappeler dans la réponse le N°
et la référence qui précèdent

Monsieur BIEDERMANN

Chef du Contentieux

2p.

Comme suite à votre note N°D/C3-103.226/B
du 6 avril courant, j'ai l'honneur de vous adres
ser ci-joint copie d'une lettre du 9 courant
de M.QUINTIN ainsi que copie de notre réponse
SP/D.555-1 de ce jour.

Je vous ferai connaître si le versement
promis par M.QUINTIN aura bien été effectué
à la date indiquée.

L'Ingénieur en Chef Adjoint de l'Exploitation

1-5-37

P.S.

COPIE

Entreprises
QUINTIN, LESPRIET & C°

33, rue Réaumur
PARIS (13°)

GENNEVILLIERS, le 14 avril 1937

et 14, rue Royer-Bendelé
à GENNEVILLIERS

Chemins de fer d'Alsace -Lorraine

5, rue de Florence

PARIS

A l'attention de M.de IECLUSE

Monsieur,

Pour faire suite à votre lettre du 13 avril 1937, je m'empresse de vous adresser inclus chèque de frs: 2.601,50 bien que notre Société estime qu'aucun service n'a été rendu en contre-partie.

Ce versement est donc fait sans engagement de notre part quant au surplus des sommes que votre Compagnie croirait devoir nous réclamer.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

signature



COPIE

D 602/1

16 avril 1937

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 14 avril courant à laquelle était joint un chèque de frs 2.601,50 sur la Banque Parisienne de crédit, que vous avez bien voulu nous adresser comme suite à notre lettre SP/D 555/1 du 13 avril courant.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'ADMINISTRATEUR EN CHARGE DE L'EXPLOITATION

Signé: Vignier

Monsieur QUINTIN
14, rue Røyer Bendelé
à GENNEVILLIERS (Seine)

Souche

BORDEREAU DES PIÈCES

BUREAU DES TIÈRES
adressées par M. Dignau Mgr en Chef des
à M. Dignau Mgr en Chef du Service
des Finances - Paris.

[illegible]

Reçu les pièces désignées ci-dessus:

A....., le.....193.....

Saint le 16 AVR. 1937
F L'INGÉNIEUR EN CHEF ADJOINT
DE L'EXPLOITATION.
L'INSPECTEUR PRINCIPAL
Signé : Pradeau.

N° 1026 (1031^{bis}). Blocs 2×25 feuilles.

A. 4 - 6564
10. 32. 1200

P.S.

CHEMINS DE FER
D'ALSACE ET DE LORRAINE

EXPLOITATION
SERVICE DE PARIS

TÉLÉPHONE EUROPE { 53-40
53-41

Adresse télégraphique: FERALSOR-PARIS 84
Compte de chèques postaux: PARIS N° 27.988

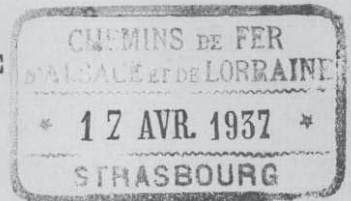
SP. /D N° 604/1

Rappeler dans la réponse le N°
et la référence qui précèdent

Dossier
Contentieux
D.C.3 - 103.226 B

3 pièces

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

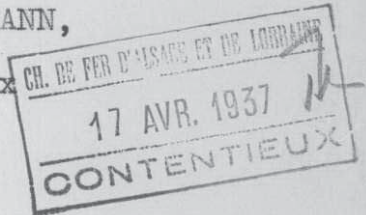


Paris, le 16 avril 1937

5, Rue de Florence (8e)

Monsieur BIEDERMANN,

Chef du Contentieux



4/5

Comme suite à ma transmission SP/D 556/1 du
13 avril courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître
que M. QUINTIN vient de nous faire parvenir, comme convenu
dans sa lettre du 9 avril, un chèque de 2.601 frs 50 sur
la Banque Parisienne de Crédit à PARIS, qui a été remis
ce jour au Service des Finances par bordereau de trans-
mission dont ci-joint copie.

Ci-joint également copie de la lettre de la
Société QUINTIN, L'ESPRIT et Cie et de notre accusé de
réception.

L'Ingénieur en Chef Adjoint de l'Exploitation

République Française

Comptabilité Générale

Avis d'Encaissement

(Règlement d'une affaire litigieuse.)

Strasbourg, le... 22 AVR. 1937 193.....

Certifié exact.

VII

Le Chef de Bureau

Le Contrôleur technique ppal.

Pour le Chef de la
Comptabilité Générale

L'Inspecteur Principal de la Comptabilité

Mr le Chef du Contentieux

DIRECTION

SERVICE DU CONTENTIEUX

D/C3 N° 103.226.B.

Strasbourg, le 28. avril.....1937.

- 1°) NOTE : avisant de la disponibilité des
2601,50 au c/ Enc. à rég. Folio 76 n° 3010) à
expédier à Ex/S3. avec pièces annexes.
2°) copie de la note ci-dessus à expédier à D/C.G.

3°) fiche comptable

2601,50

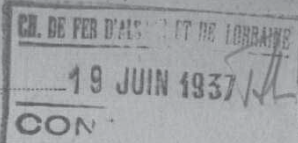
à retourner par M. Gillig.

4°) à reproduire le 1.6.37.....

Renche-Clair Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint

CHEMINS DE FER D'ALSACE ET DE LORRAINE

Voie & Bâtiments

N° **VBS3-D** 579/34

103338

BORDEREAU DES PIÈCES

adressées par *l'Ingénieur en Chef de la Voie et des Bâtiments*
 à Monsieur *le Chef du Service du Contentieux*

NUMÉROS des PIÈCES	DÉSIGNATION	NOMBRE de PIÈCES	MONTANT	OBSERVATIONS
1	Facture des sommes dues par l'entreprise Quintin, Lesprit et Cie pour redresses d'entretien et de location du matériel de l'embranchement particulier situé au p. k. 1.571 de la ligne de Helldange Grande à Luttrange. Période du 1.4.35 au 31.12.36 Contrat n° 2964 E	1	8.431,25	Transmis avec prière de bien vouloir poursuivre la recouvrement de la somme due.
2.	Copie de la lettre H. 404/35-2x/C4 du 4 juillet 1935 adressée à l'entreprise Quintin Lesprit et Cie.	1		
3	Copie de la lettre H. 404/35-2x/C4 du 26 nov. 1936 adressée à M. Carreau. (P.G.)	1		
4	Copie des lettres 579/34-VB/33-D des 12 février 1937, 30 mars et 12 mai 1937, adressées à l'entreprise Quintin, Lesprit et Cie	3		
TOTAL .		6	8431,25	

Reçu les pièces ci-dessus désignées

A **Strasbourg**, le *18* **juin** 193*7*

A _____, le _____ 193_

POUR L'INGÉNIEUR EN CHEF
DE LA VOIE ET DES BATIMENTS
INGÉNIEUR PRINCIPAL

d. Voie & Bâtiments
VB-S3-D

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
—
CHEMINS DE FER D'ALSACE ET DE LORRAINE

Exercice 193. **7**.....

N° de la facture:.....

FACTURE DES SOMMES DUES

par l'Entreprise Opération, l'esprit et le
demeurant à 33, rue Beaumarchais Paris

Date d'exécution des travaux et fournitures	Désignation des travaux et fournitures	Quan- tités	Prix	Sommes		Observations
				partielles	totales	
				Fr.	Fr.	
	travaux pour entretien et location du Matériel de l'embranchement particulier au p.k. 1.571 de la ligne de Heilange - Grande à Lutrange.					
	Période du 1 ^r . 4 - 1935 au 31. 12 - 1936					
	Contrat No. 2961 E					
	ENTRETIEN				429.-	
	LOCATION				8.002,25	
				Total . . .	8.431,25	

Arrêté la présente facture à la somme de huit mille quatre cent trente et un francs, vingt cinq centimes

A **Strasbourg**, le *juin* 193*7*

POUR L'INGÉNIEUR EN CHEF
DE LA VOIE ET DES BATIMENTS
L'INGÉNIEUR PRINCIPAL

Strasbourg, le 4 juillet 1935

H.404/35 EX/C4

P.K. 1+571 de la ligne
de Hettange-Grande à
Entrange
Embranchement particulier
(Entreprises QUINTIN,
LESPRIT et Cie.)

*Entreprises Quintin, Lesprit
et Cie, Travaux publics et particuliers
société 33, Rue de Réaumur à Paris,
représentée par M. Quintin
Ingénieur, Administrateur délégué*

Messieurs,

Par lettre du 24 mai 1935, vous avez bien voulu nous demander un abaissement des redevances prévues aux articles 4 et 5 de votre contrat N° 2961 E des 4 et 28 décembre 1933, concernant l'exploitation de votre embranchement particulier situé au P.K. 1.571 de la ligne de Hettange-Grande à Entrange, en faisant valoir que le dit embranchement ne sert à l'avenir qu'à enlever le matériel stocké appartenant à votre Société.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous sommes disposés à vous consentir, à partir du 1er juillet 1935, une réduction de 25 % sur les montants des redevances de location du matériel et d'entretien des installations, fixés aux articles 4 et 5 du contrat 2961 E susvisé. Les nouvelles redevances deviendront :

Art. 4. - Location du matériel : 4.365,- frs. au lieu de 5.819,- frs.

Art. 5. - Entretien des installations : 234,- frs. " " 312,- frs.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire part de votre accord sur les nouvelles redevances proposées.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ingénieur en Chef de l'Exploitation

signé : FRANT

Entreprises QUINTIN, LESPRIET et Cie.
33 rue Réaumur à P A R I S (3°)

Strasbourg; le 26 Novembre 1936

H 404/35 EX/C4

Ligne de Hettange-Grande
à Entringe

Embranchement particulier
(Entreprises QUINTIN,
LESORIT & Cie.)

Monsieur CARREAU, Inspecteur principal Adjt.

(Service Général)

Suite à votre transmission N° 1881-EX/S3-b.1 du 20 octobre 1936 relative au recouvrement d'une somme de 356^f,25 due par les Entreprises QUINTIN, LESPRIET et Cie., 33 rue Réaumur à Paris (3°) suivant mandat de recette N° 3371 du 13 Juin 1936.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par lettre du ~~24~~ 24 mai 1935, les Entreprises QUINTIN, LESPRIET et Cie. nous ont demandé un abaissement des redevances prévues au contrat 2961 E réglant l'exploitation de leur embranchement particulier situé au P.K. 1.571 de la ligne de Hettange-Grande à Entringe, eu égard à l'importance réduite du trafic de leur embranchement.

Nous leur avons consenti, à partir du 1er juillet 1935 une réduction de 25 % sur les montants des redevances prévues aux articles 4 et 5 du contrat 2961 E sus-visé pour la location du matériel et l'entretien des installations, au sujet desquelles le concessionnaire nous a donné son accord.

Toutefois, malgré nos rappels réitérés, le concessionnaire n'a pas encore approuvé le projet d'avenant au contrat N° 2961 E que nous lui avons adressé le 27 Novembre 1935 par l'intermédiaire de l'Inspection Principale à Metz.

Le trafic apporté au Réseau par le concessionnaire est d'ailleurs insignifiant, du fait que l'embranchement n'est utilisé que d'une façon intermittente (5 wagons en mai 1935 et 1 wagon en

août 1936) pour l'enlèvement de matériel stocké appartenant au concessionnaire.

Je vous prie en conséquence de bien vouloir poursuivre le recouvrement de notre créance. En cas de difficultés, il conviendra de saisir le Contentieux.

Vous voudrez bien me tenir au courant.

LE CHEF DU SERVICE COMMERCIAL

signé : BAUDON

C O P I E

26 février 1937

579/34 VB/S3-D

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir verser à notre Réseau la somme de 8.431^f,25, due en vertu du contrat 2961 E, à titre de redevances pour location et entretien du matériel de votre embranchement particulier en gare de Hettange-Grande, période du 1.4.35 au 31.12.1936.

A titre de renseignement, je vous donne ci-après la décomposition de la somme précitée :

Période du 1.4.35 au 30.16.35

Entretien : $\frac{312,-}{4} = \dots\dots\dots 78,00$

Location : $\frac{5819,-}{4} = \dots\dots\dots 1454,75$

Période du 1.7.1935 au 31.12.1936

(avec application d'une réduction de
25 % suivant notre lettre H 404/35 EX/C4
du 4 juillet 1935).

Entretien : $\frac{234,-}{2} \times 3 = \dots\dots\dots 351,00$

Location : $\frac{4365,-}{2} \times 3 = \dots\dots\dots 6547,50$

total : $\dots\dots\dots \underline{\underline{8431,25}}$

Je vous serais très obligé de bien vouloir ne plus retarder le règlement de cette somme, et vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

signé : SECKLER

C O P I E

30 mars 1937

579/34 VB/S3-D

Messieurs,

En me référant à ma lettre 579/34 VB/S3-D du 26 février dernier, restée sans réponse jusqu'à ce jour, et par laquelle je vous ai demandé le remboursement à notre Réseau de la somme de 8.431^f,25 à titre de redevances pour entretien ~~et~~ location du matériel de votre embranchement particulier à Hettange-Grande (contrat 2961 E & période du 1.4.35 au 31.12.36), j'ai l'honneur de vous inviter à nouveau de bien vouloir effectuer le règlement dans le plus bref délai, ou de ~~me~~^{me} faire connaître les raisons qui s'y opposent.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Signé : SECKLER

Entreprises QUINTIN, L'ESPRIT et Cie.
33 rue Réaumur, P A R I S (2°)

C O P I E

12 mai 1937

579/34 VB/S3-D

Messieurs,

Me référant à mes lettres 579/34 VB/S3-D des 26 février et 30 mars derniers, restées sans réponse jusqu'à ce jour, et par lesquelles je vous ai demandé le remboursement à notre Réseau de la somme de

Frs. 8.431,25

à titre de redevances pour entretien et location de matériel de votre embranchement particulier à Hettange-Grande (Contrat 2961 E - période du 1.4.35 au 31.12.36), j'ai l'honneur de vous inviter à effectuer ce règlement dans un délai de quinze jours, faute de quoi je me verrai obligé de vous y contraindre par toutes les voies de droit.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

signé : SECKLER

Entreprises QUINTIN, L'ESPRIT & Cie.
33 rue Réaumur, P A R I S (3°)

24 Juin 1937

CONTENTIEUX

D-C3- 103.333/T

RECOMMANDEE

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous rappeler que vous nous êtes redevables, suivant le contrat N° 2961 E, d'une somme de 8.431^f.25 à titre de redevances pour entretien et location de votre embranchement particulier en gare de Hettange-Grande pour la période du 1er avril 1935 au 31 décembre 1936.

Cette somme se décompose comme suit :

1° - Période du 1er avril au 30 juin 1935 :

Entretien : $\frac{312}{4} = \dots\dots\dots 78^f.--$

Location : $\frac{5819}{4} = \dots\dots\dots 1.454^f.75$

2° - Période du 1er juillet 1935 au 31 décembre 1936 : (compte tenu de la réduction de 25% qui vous a été consentie par notre Service de l'Exploitation)

Entretien : $\frac{234 \times 3}{2} = \dots\dots\dots 351^f.--$

Location : $\frac{4365 \times 3}{2} = \dots\dots\dots 6.547^f.50$

Total : 8.431^f.25

Etant donné que les lettres de notre Service de

Messieurs QUINTIN, LESPRIET & C^{ie}

33, Rue Réaumur

PARIS (3°)

la Voie et des Bâtiments en date des 26 février, 30 mars et 12 mai derniers sont restées sans réponse de votre part, je viens d'être chargé par mon Administration de procéder au recouvrement de notre créance par la voie judiciaire.

Toutefois, avant d'engager une instance, je vous invite encore, une dernière fois, à verser la somme de 8.431.^f25 à notre compte de chèques postaux Strasbourg N° 733, en utilisant le mandat-carte ci-joint, avant le 15 juillet 1937.

A défaut de réponse de votre part ou en cas de refus de donner suite à notre invitation, je me verrais obligé, à mon regret, de vous actionner en justice.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

P. Le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint,

Hypp. Colombet

6

24 Juin 1937

CONTENTIEUX
D-C3- 103.333/T

N O T E pour

Monsieur l'Ingénieur en Chef de la Voie et
des Bâtiments

(Votre référence : N° VB/S3 - D 579/34) -

Comme suite à votre transmission du 18 courant relative au recouvrement d'une somme de 8.431.^f25 due par M.M. QUINTIN, L'ESPRIT et C^{ie} pour location et entretien d'un embranchement particulier en gare de Hettange-Grande, j'ai l'honneur de vous faire connaître que cette affaire est suivie sous ma référence D/C3 103.333/T, à rappeler le cas échéant.

P. Le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint,

Signé: Colombel.

Contentieux

20 Août 1937

D/C3

103.333 T

NOTE

pour Monsieur Vignau, Ingénieur en Chef Adjt
de l'Exploitation

5, Rue de Florence

P A R I S

Me référant à la correspondance échangée au sujet du recouvrement d'une somme de Frs 2.601,50 qui nous était due, à titre de redevances contractuelles, par l'Entreprise Quintin, Lesprit et Cie, 33, Rue Réaumur à Paris (notre référence : D/C3 103.336/T), j'ai l'honneur de vous faire connaître que cette maison nous est encore redevable d'un montant de Frs: 8431,25, pour entretien et location d'un embranchement particulier en gare de Hettange-Grande pour la période du 1er Avril 1935 au 31 décembre 1936.

Une lettre recommandée adressée le 24 juin dernier à l'Entreprise Quintin, Lesprit et Cie est restée sans résultat.

Dans ces conditions, je vous serais très obligé de vouloir bien faire procéder à une démarche auprès de la maison en question afin d'établir si elle est disposée ou non à nous verser la somme due.

En cas de refus, il y aurait lieu d'informer notre

.....

CHEMINS DE FER
D'ALSACE ET DE LORRAINE

EXPLOITATION
SERVICE DE PARIS

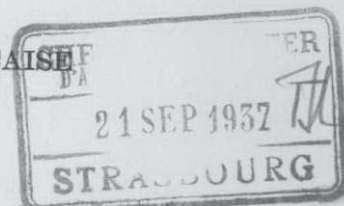
TÉLÉPHONE EUROPE 53-40

53-41

Adresse télégraphique: FERALS-LOR-PARIS 84

Compte de chèques postaux: PARIS N° 27.988

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Paris, le 20 SEPTEMBRE 1937.
5, Rue de Florence (8e)

SP./D. N° 1437-1

Rappeler dans la réponse le N°
et la référence qui précèdent

Monsieur BIEDERMANN

Chef du Contentieux

Suite à votre lettre D/C 3 N°103.333T du 20 Août
écoulé concernant le recouvrement d'une somme de 8431^f25
qui nous est dûe par l'Entreprise Quintin, Lesprit et Cie,
pour entretien et location d'un embranchement particulier
en gare de Hettange-Grande, pour la période du 1er avril
1935 au 31 Décembre 1936.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que lors
d'une démarche faite au siège de l'Entreprise, 33, rue
Réaumur à PARIS, nous avons appris par la Concierge de
l'immeuble que le loyer pour les locaux occupés par cette
Entreprise n'ayant pas été payé, le propriétaire a fait
mettre opposition sur le mobilier qui s'y trouve et le
locataire n'a plus la jouissance des locaux dont il s'a-
git; il est donc vraisemblable qu'une action en Justice
a été introduite par le propriétaire.

.....

Craignant que l'Entreprise ait été déclarée en faillite, nous nous sommes renseignés au bureau des Faillites à la Chambre de Commerce afin de connaître le nom du Liquidateur; d'après ce bureau, la Société en question n'a pas été déclarée en faillite.

Etant donné ce qui précède l'Entreprise QUINTIN, L'ESPRIT et Cie doit être dans une situation précaire et le recouvrement de notre créance me paraît incertain; toutefois, si vous le jugez nécessaire, je ferais faire une démarche au bureau de Gennevilliers, 14, rue Royer-Bendelé, où d'après la concierge de l'immeuble 33, rue Réaumur, habite M. QUINTIN.

L'Ingénieur en Chef Adjoint de l'Exploitation

Paray

24 Septembre 1937

CONTENTIEUX
D-C3- 103.333/T

NOTE pour

Monsieur VIGNAU, Ingénieur en Chef Adjoint de
l'Exploitation

5, Rue de Florence

PARIS (8°)

(Votre référence : SP/D. N° 1437-1)

Comme suite à votre note du 20 courant concernant les renseignements que vous m'avez fournis sur la situation de l'Entreprise QUINTIN, L'ESPRIT et Cie qui nous est redevable d'une somme de 8.431.^f25 pour location et entretien d'un embranchement particulier en gare de Hettange-Grande, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien faire effectuer une démarche au domicile de M. QUINTIN

P. Le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint,*Hyacinthe Colomichel*

6

M.R.

10 Novembre 1937

CONTENTIEUX
D-C3- 103.333/T

N O T E pour

Monsieur VIGNAU - Ingénieur en Chef Adjoint de
l'Exploitation

5, Rue de Florence

P A R I S 8°

(Votre référence : SP/D N° 1437 - 1)

J'ai l'honneur de vous rappeler ma note du 24 septembre dernier en vous priant de vouloir bien me faire connaître, par un prochain courrier, le résultat de la démarche que je vous ai demandé d'effectuer au domicile de M. QUINTIN.

P. Le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint.

Signé: Colombel.

CHEMINS DE FER
D'ALSACE ET DE LORRAINE

EXPLOITATION
SERVICE DE PARIS

TELEPHONE EUROPE 53-40
53-41

Adresse télégraphique : FERALSLO-PARIS 84
Compte de chèques postaux : PARIS N° 37.088

SP. D. N° 1808-1

Rappeler dans la réponse le N°
et la référence qui précèdent

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 20 NOVEMBRE 1937.

à, Rue de Florence (84) FER

21 NOV. 1937

CHASSEBOURG

Aff: QUINTIN

Monsieur BIEDERMAN
Chef du Contentieux

En réponse à votre note Contentieux N°D.C.3.

103.333-T du 10 Novembre 1937, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à la suite de différentes démarches personnelles de M. de LECUSE, qui n'a d'ailleurs jamais pu rencontrer M. QUINTIN à son domicile et à la suite de divers coups de téléphone arrêtant, puis décommandant les uns après les autres, les rendez-vous fixés, M. QUINTIN s'est enfin rendu le 3 Novembre Rue de Florence et a été reçu par M. de LECUSE, chargé de cette affaire.

M. QUINTIN, après avoir rappelé qu'il avait versé une première somme de 2.601,50 en avril 1937, à la suite de ses entretiens avec M. de LECUSE, a déclaré avoir toujours estimé que ce versement qui lui était réclamé pour les frais 1936 et 1937, était la liquidation totale et définitive de cette affaire.

M.de IECLUSE a rappelé à M.QUINTIN les termes de notre lettre N°555/1 du 13 avril 1937 (transmis par note 556/1 du 13 Avril 1937) par laquelle une distinction était établie entre la somme de 2601^f 50 qui lui était alors réclamée par le Contentieux et celles qu'il pouvait encore devoir par ailleurs, mais dont nous n'avions pas à nous occuper, n'étant pas saisis de la question.

Actuellement, la situation étant modifiée du fait que notre Contentieux réclamait à M.QUINTIN une somme de 8431^f 25 pour entretien et location d'un embranchement particulier en gare de Hettange-Grande, pour la période du 1er Avril 1935 au 31 Décembre 1936, M.de IECLUSE insistait auprès de M.QUINTIN pour qu'il se libérât de cette dette dans le délai le plus rapide.

M.QUINTIN qui a d'ailleurs indiqué qu'il était jugé au Tribunal de Commerce, a insisté sur sa bonne foi et a affirmé qu'il avait depuis longtemps dénoncé au Réseau son contrat pour cet embranchement dont il n'avait plus l'utilisation.

En fin de compte, M.QUINTIN demandait un nouveau délai de quelques jours pour vérifier son dossier, il a été convenu qu'il reviendrait voir M.de IECLUSE dans la huitaine avec un exposé de la situation.

.....

Depuis cette date, M.de IECLUSE n'a pas revu M.QUINTIN malgré ses divers rappels téléphoniques.

Toutes nouvelles démarches à ce sujet me sembleraient d'ailleurs bien aléatoires; je reste néanmoins à votre disposition si vous estimez utile de continuer ces négociations.

Pr. l'Ingénieur en Chef Adjoint de l'Exploitation
Inspecteur Principal



29
Novembre 1937CONTENTIEUX
D/C3 103.333/T

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint
un bulletin de renseignements (N° 23) relatif aux Entreprises
Quintin, Lesprit et Cie dont le siège social se trouve à
Paris, rue Réaumur N° 33.

- 1 -

Ces entreprises nous sont redevables d'une somme
de 8.431^f.25 pour frais d'entretien et de location d'un em-
branchement particulier en gare d'Hettange-Grande et nous
désirerions être renseignés sur leur degré de solvabilité et
sur leur situation actuelle.

Je vous prie, en outre, de vouloir bien me
fournir tous renseignements utiles sur la qualité et la sol-
vabilité de M. Quintin Eugène, Administrateur-délégué des
Entreprises Quintin, Lesprit et Cie.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma
considération distinguée.

P. Le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal; Adjoint.

Signé: Colombeau

" FRANCE EXPANSION "
32, Avenue de l'Opéra
PARIS (8°)

2163-703 333

RÉCÉPISSÉ

N° 517-2.

(Juil. 1935.

Spéc. jaune.)

J. 21613.

à remettre au déposant.

Nom et adresse du destinataire

Monsieur Guyon Gintion

1 Rue Roger Bondele n° 14

FR à Gammerville Seine

(A remplir

par

l'expéditeur.)

Nature de l'objet :

L. R.

(A remplir

par

l'agent

des Postes.)

Valeur déclarée (1) :

Remboursement :

Poids (3) :

(1) Voir notice spéciale au verso.

(2) Coller ici l'étiquette gommée extraite du 510.

(3) Indiquer le poids à 50 centigrammes près.

Signature
de l'agent.

NOTICE SPÉCIALE.

Si l'objet ne porte pas de déclaration de valeur et n'est pas grevé de remboursement, biffer, par deux forts traits de plume, les emplacements réservés pour l'inscription de la valeur déclarée ou du montant du remboursement.

Le délai de prescription des valeurs de toutes nature confiées à la Poste est d'un an.

La désignation de l'expéditeur peut être faite au moyen d'une griffe.

En vue d'éviter le stationnement au guichet, les expéditeurs sont priés d'affranchir régulièrement leurs envois avant le dépôt.

11 DEC 1932

ENTREPRISES QUINTIN LESPRI & C° PARIS
siège social : 33 rue Réaumur
7, 9, 14 rue Roger Bendelé à
GENNEVILLIERS (Seine)

Société anonyme (en liquidation amiable)
Formation et durée : 25 ans à compter du 5 Mars 1931
Objet : entreprise de travaux publics et particuliers
Capital : 10 millions de frs, divisé en 10.000 actions
de 1.000 frs
Conseil d'Administration : Eugène Quintin; entrepreneur
de travaux publics à Gennevilliers, 14 rue Roger Bendelé -
Lucien Lesprit, entrepreneur de travaux publics à
Valcourt (H.M.) - Henri Toussaint, entrepreneur à
la Garenne Colombes.

PS3037MDOM - Cette affaire fut créée il y a une série d'années par Eugène Quintin. En avril 1925, fut créée une société à responsabilité limitée au capital de 1.050.000 frs, devenue en 1931 la société anonyme actuelle. Quintin, Lesprit et Toussaint, seuls membres de la société à responsabilité limitée, firent apport, soit au nom de la société, soit en leur nom personnel, de la dénomination, droit au bail, matériel industriel, matériaux de toute nature, marchés conclus avec l'administration de la Guerre: en rémunération de ces différents apports, ils reçurent 1.800 actions de 1.000 frs réparties comme suit : Quintin 564, Lesprit 754 et Toussaint, 482. Les 8.200 actions de surplus furent souscrites en numéraire. Le 16 Septembre 1932, la Sté à fait l'acquisition à la Sté d'Entreprises de la Région Parisienne, d'un fonds de commerce d'entreprise de travaux publics, sis à Gennevilliers, 14 rue Roger Bendelé, avec annexes 7 et 9 même rue. La Sté intéressée a obtenu par le passé de gros travaux pour l'administration de la Guerre, notamment dans le département de la Moselle, où elle eut des chantiers très étendus. L'exercice 1931, se solda par un bénéfice net de 1.463.030 frs. L'exercice 1932, par un bénéfice de 4.451.675 frs et l'exercice 1933, par un bénéfice de 4.451.675 Fr. Les Entreprises Quintin Lesprit & C°, prirent une participation importante dans les "Magasins Généraux de l'île St-Denis", mais n'ont pas obtenu les résultats escomptés de cette participation. Jusque là les résultats obtenus par cette société ont été dans l'ensemble satisfaisants, mais par une assemblée des actionnaires tenue en Juillet 1936, il a été décidé la dissolution anticipée de cette firme. Eugène Quintin et Hidde Nijland, ont été nommés liquidateurs avec tous pouvoirs. Elle continue les travaux en cours, notamment la construction de l'église de Dom Bosco et se liquide lentement. Les travaux nouveaux qui se présentent sont entrepris par Eugène Quintin, pour son propre compte: il est personnellement installé 14 rue Roger Bendelé à Gennevilliers et n'a pas de bureaux à Paris. Rel. Banc : Banque Varin Bernier à Paris - Société Générale - Société Alsacienne de Banque à Thionville.

CONCLUSION :- De ce qui précède, il résulte qu'il convient de se montrer très modéré dans les relations qui pourraient être envisagées avec cette société et tenir compte qu'elle s'éteint lentement.

CHEMINS DE FER D'ALSACE
S ELD du P Wilson
STENSBORG

ENTREPRISES QUINTIN LESPRIET & CIE PARIS
SUITE 1

Complément : Cette affaire n'existe plus. Elle a été dissoute par anticipation et fut même saisie. Elle ne possède plus rien à l'adresse. Aux dires de nos informateurs, elle sera vraisemblablement en Faillite car il y a des créanciers .

PS. 8 Déc.37 RHD DOM

PS. Comme suite à votre demande sur Mr.Eugène Quintin, nous vous informons que ce dernier est domicilié à Gennevilliers. Sa solvabilité est très fortement discutée et une enquête serait nécessaire à Gennevilliers. Nous sommes à votre disposition pour la faire exécuter moyennant bulletin d'usage .



28
Février 1938

D-C3- 103.333/T

Recommandée

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous rappeler que vous nous êtes redevable, en votre qualité de liquidateur de l'Entreprise QUINTIN, L'ESPRIT & Cie, d'une somme de Frs 8.431.25 à titre de redevances pour entretien et location de votre embranchement particulier en gare de Hettange-Grande pour la période du 1er avril 1935 au 31 décembre 36.

Cette somme se décompose comme suit :

1° - Période du 1er avril au 30 juin 1935 :

Entretien : $\frac{312}{4} = \dots\dots\dots$ Frs 78.--

Location : $\frac{5\ 819}{4} = \dots\dots\dots$ Frs 1.454.75

2° - Période du 1er juillet 1935 au 31 décembre 1936

(compte tenu de la réduction de 25% qui vous a été consentie par notre Service de l'Exploitation)

Entretien : $\frac{234 \times 3}{2} = \dots\dots\dots$ Frs 351.--

Location : $\frac{4\ 365 \times 3}{2} = \dots\dots\dots$ Frs 6.547.50

Total Frs 8.431.25

Etant donné que toutes les démarches effectuées auprès

Monsieur Eugène QUINTIN
14, rue Roger Bendelé

GENNEVILLIERS (Seine)

...

de vous sont restées sans résultat et que vous ne nous avez pas fait connaître la suite que vous entendez réserver à cette affaire, votre attitude nous paraît équivalente à un refus de nous verser la somme en cause.

Dans ces conditions, je suis décidé à faire procéder au recouvrement de notre créance par la voie judiciaire.

Toutefois, dans un esprit de conciliation, je vous invite, une dernière fois, à verser la somme de Frs 8.431.25 à la Division Centrale des Finances de la S.N.C.F., Caisse centrale de Strasbourg, 17 Place de la Gare à Strasbourg, avant le 1er avril 1938, en indiquant notre référence D/C3 103.333/T.

En cas de non-paiement dans le délai prescrit, je me verrais obligé, à mon regret, de vous actionner en justice.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

P. Le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint,

Signé: Colombier

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Région Est
Sous - de Strasbourg

Contentieux

27 avril 1938
7D/C3 - ~~103 333~~ J
103 482

NOTE

à Monsieur l'Ingénieur en chef de
l'Exploitation de la Région Nord

Service des Réclamations

PARIS

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Société des Entreprises QUINTIN LESPRIET & Co, 32, rue Réaumur à Paris, actuellement dissoute par anticipation et représentée par M. Eugène QUINTIN, demeurant 14, rue Roger BENDELE à Gennevilliers, nous est encore redevable de la somme totale de 11.059^f,50 à titre de redevances afférentes à l'embranchement particulier de la Société en gare de Hettange-Grand pour la période du 1^{er} avril 1935 au 30 septembre 1937.

Nos lettres recommandées adressées à M. Eugène QUINTIN étant restées sans réponse, il ne nous resterait qu'à intenter un procès; l'issue nous en paraissant douteuse ^{je} en raison de la situation financière tant de la société QUINTIN LESPRIET que de M. Eugène QUINTIN lui-même, je vous prie de vouloir bien faire faire une démarche auprès de ce dernier pour savoir si cette affaire ne pourrait pas être réglée à l'amiable. Nous serions disposés, éventuellement, à

....

accorder à M. QUINTIN la facilité de se libérer par acomptes mensuels de 1000 frs. Mais dans le cas où il ne paraîtrait pas vouloir s'engager, il y aurait lieu de lui faire connaître que nous sommes décidés à l'assigner en justice.

En vue de cette dernière éventualité, j'aurais avantage à être renseigné sur la situation actuelle de la Société QUINTIN L'ESPRIT & Cie.

Pour le Chef du Contentieux,
L'Inspecteur Principal Adjt.,

COMPAGNIE
du
CHEMIN DE FER
du Nord

1^{re} Division. — Exploitation.

SERVICES COMMERCIAUX

SERVICE DES RÉCLAMATIONS
173, r. du Faubourg-Saint-Denis
(10^e Arrondissement)

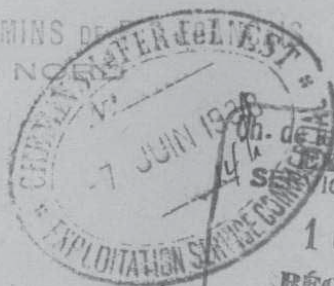
Dossier 278348
3^eme
Section

Les réponses DOIVENT RAPPELER
LES MARQUES ET NUMÉROS CI-DESSUS

RÉPONSE A NOTE
du 24 avril 1934

N^o
Dossier 2183-403.333 J.
403.482

Bureau
Chef de Bureau, de Strasbourg
ANNEXE



Paris, le 1 - JUIN 1938
Ch. de fer d'Alsace et de Lorraine
EXPLOITATION
SERVICE COMMERCIAL

10 JUN 1938
RÉCLAMATIONS

NOTE adressée à la Compagnie des Chemins de Fer

d. L'Est à Paris.
Strasbourg (Service des Réclamations)

Des renseignements recueillis par un fonctionnaire
de mon Service auprès de Monsieur Quintin, domicilié
14 rue Roger Bendalet à Gambsheim, il résulte que la
Société Quintin Lepoint et C^{ie} aurait été dissoute
d'un commun accord, en 1935.

Cette Société aurait résilié verbalement
la location de l'embranchement particulière
en cause, en 1935.

D'autre part, en avril 1934, M. Quintin a
versé par chèque la somme de 2601^{fr}50 à la
Société des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine,
5 rue de Florence, à Paris. Cette affaire a été
suivie sous la référence D. S. II 555.7.

A cette époque, M. Quintin aurait déclaré
à Monsieur de Leduc (fonctionnaire des dits chemins de
fer) qu'il protestait bien que ce règlement constituait
le solde des frais encourus pour cet embranchement
particulier.

En vue de procéder à la liquidation de

cette affaire

Gen^e 278141.

..... cette affaire, l'intéressé s'est rapproché de son avocat, M^e J. W. Wynaendts, qu'il a chargé de Végny à Paris, à qui il a transmis toutes les pièces utiles.

Au cours d'une démarche effectuée au domicile de M^e Wynaendts, il nous a été indiqué que la somme de 2600 fr 50, paraissait faire double emploi dans le total de la somme de 11059 fr 50, et que des précisions s'imposaient.

Il a été demandé l'établissement d'un décompte situant exactement les périodes litigieuses et les sommes afférentes, dont votre Sous-Directeur, à Strasbourg, intend poursuivre le recouvrement.

M^r Quintin Eugène exerce temporairement l'entreprise de Travaux Publics et de plus est juge au Tribunal de Commerce de la Seine. Son ex-associé poursuit de son côté la même entreprise.

P.^r l'Ingénieur en Chef des Travaux Publics

Le Chef des Travaux Publics à Paris

(Signature)

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Sous- / Région Est

2 Juillet 1938

Contentieux
D-C3- 103.333-J

N O T E

à Monsieur le Chef du Service de
l'Exploitation

Par note du 12 octobre 1937, N° EX/C4 H 404/35 vous m'avez chargé du recouvrement des redevances dues jusqu'au 30 septembre 1937 en vertu du contrat 2961 E par la Société Quintin Lesprit & Cie pour son embranchement particulier de la ligne de Hettange Grande à Entrange.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître, en outre, quelles sont les redevances dues par M.M. Quintin Lesprit pour la période du 1er octobre 1937 au 30 juin courant.

P. Le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint,

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

M.R.

Sous- / Région Est

2 Juillet 1938

Contentieux
D-C3- 103.333èJ

N O T E

à Monsieur le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments

Par bordereau N° VB/S3 - D- 579/34 du 18 juin 1937 vous m'avez fait parvenir la facture des redevances dues jusqu'au 31 décembre 1936 par la Société Quintin Lesprit et Cie pour son embranchement particulier de la ligne de Hettange-Grande à Entrange.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître, en outre, quelles sont les redevances dues par M.M. Quintin Lesprit pour la période du 1er janvier 1937 au 30 juin courant.

P. Le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint,

Contract 2961E.

17 an 30.9.37

$$\begin{array}{r} 2628,25 \\ - 356,25 \\ \hline 2272,00 \end{array}$$

1-4 an 30.6.35

entire 78
location 7454,75

1735 an 31.12.36

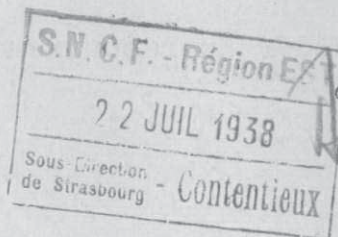
$$\begin{array}{r} \text{entire} \quad 351 \\ \text{location} \quad 6547,50 \\ \hline 8431,25 \\ 2628,25 \\ \hline 11059,50 \\ - 356,25 \\ \hline 10703,25 \end{array}$$

EXPLOITATION
3, BOULEVARD DU PRÉSIDENT WILSON
STRASBOURG

Adresse télégraphique
FERRALSOR-EXPLOITATION Strasbourg
Exploitation - Strasbourg
N° 2027 EX/S3-bl

Rappeler dans la réponse le N°
et la référence qui précèdent

OBJET:



Strasbourg, le

22 juillet 38

1/8-

Monsieur le Chef du Contentieux,

Comme suite à votre note N° D - C 3 - 103.335 - J
du 2 courant adressée au Service V.B., je vous informe que
les Entreprises Quintin-Lesprit et Cie à Paris, concession-
naires d'un embranchement particulier sur la ligne de Hettan-
ge-Grande à Entrange en vertu du contrat N° 2961 E sont rede-
vables envers mon Service suivant décompte ci-annexé, de la
somme de frs. 7.147.-
représentant le montant total des redevances
à verser aux Services EX et V.B. pour la pé-
riode du 1.1.1937 au 30.6.38. A ce montant
s'ajoute la somme de 8.431,25
dont le concessionnaire est redevable envers
le Service V.B. pour la période du 1.4.1935 au
31.12.36.

- 1 -

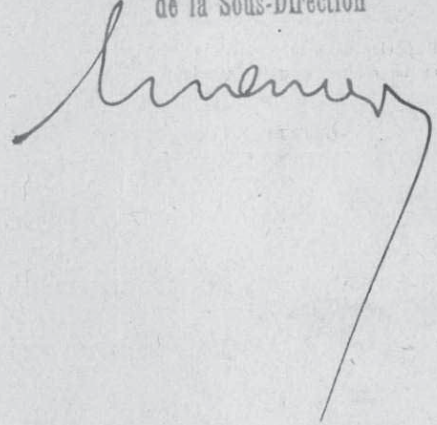
En conséquence notre créance totale se
trouve portée à frs 15.578,25
et je vous prie de vouloir bien, si possible, procéder à son
recouvrement.

Il est entendu que le montant de cette créance tient
compte de la somme de 2.628,25 ayant fait l'objet de ma lettre

.....

EX/C4 N° H - 404/35 du 12 octobre 1937. Il n'y aura donc plus lieu de procéder au recouvrement de cette dernière somme.

P Le Chef du Service de l'Exploitation
de la Sous-Direction

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of loops and a long, sweeping tail that extends downwards and to the right.

R E L E V E

des sommes dues par les Entreprises Quitin-Lesprit et Cie
à Paris, pour la période du 1.1.1937 au 30.6.38 en vertu
du contrat N° 2961 E concernant l'exploitation d'un em-
branchement particulier au P.K. 1 571 de la ligne de
Hettange-Grande à Entringe.

Somme à encaisser	Somme versée	Reste à percevoir
<u>loyer du terrain</u>	: pour la période du	:
$\frac{193 \times 18}{12} =$	: 1.1.37 - 31.3.37	:
289.50	: Note D/C3 N° 103.226 B du:	:
	: 28.4.37.	:
	48.25	: 241,25
<u>Manoeuvre des aiguilles</u>	:	:
$\frac{1232 \times 18}{12} =$:	:
1.848.-	: 308.-	: 1.540.-
<u>Location du matériel</u>	:	:
$\frac{4365 \times 18}{12} =$:	:
6.547,50	: 1.454,75	: 5.092,75
<u>Entretien des installations</u>	:	:
$\frac{234 \times 18}{12} =$:	:
351.-	: 78.-	: 273.-
		: 7.147.-

Sous-

Contentieux

D/C3 103 333.J

9 août 1938.

Maître,

A la suite d'une démarche effectuée auprès de vous, par un agent de la S.N.C.F. vous avez demandé des précisions sur les ~~nécessités~~ dont nous entendons poursuivre le recouvrement auprès de votre client Mr. Quintin-Laprit domicilié 14 rue Royer Bendelt à Gennevilliers.

Mr. Quintin nous ayant versé en avril 1937 une somme de frs 2601.50, demande si cette somme ne doit pas être imputée sur celle que nous lui récomons.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la somme de frs 2601.50, déjà payée, représente:

1° les frais de loyer de terrain de l'embranchement et de manoeuvre des aiguilles

a) pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1936: frs 712.50

b) " " 1er janvier au 31 mars 1937: frs 356.25

2° les frais de location et d'entretien du matériel de l'embranchement pour le 1er trimestre 1937: frs 1532.75

Total frs 2601.50

Actuellement Mr. Quintin nous doit encore:

1° location et entretien du matériel du 1er avril au 30 juin 1935: frs 1532.75

- d° - du 1er juillet 1935 au

31 décembre 1936 période pendant laquelle une réduction de 25 % lui a été consentie

frs 6898.50
frs 8431.25

./.....

Maître

J.W. WYNAENDT
9, Rue Alfred de Vigny

P A R I S

Report

frs 8431.25

2° Pour la période du 1er avril 1937 au 30 juin 1938

loyer de terrain	241.25	
manoeuvres des aiguilles	1540.--	
location du matériel	5092.75	
entretien des installations	273.--	7147.--
Total général		frs 15578.25

J'espère qu'en possession de ces renseignements, notre client admettra le bien fondé de notre réclamation et y fera droit le plus tôt possible .

Veuillez agréer, Maître l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint

P. J. VAN OMMEREN

DOCTEUR EN DROIT
AVOCAT AU BARREAU DE ROTTERDAM

PARIS le 10 Août

193 8

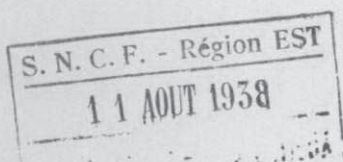
9, RUE ALFRED DE VIGNY 8^e
TÉL. CARNOT 03-96
TÉLÉGR. PARIUS

Société Nationale des Chemins de Fer Français.

Région Est -Sous Direction de Strasbourg.

Contentieux.

STRASBOURG.



15/10.
n°.D/C3 103.333.J.

Messieurs,

En l'absence de Me.Wynaendts je vous accuse bonne réception de votre lettre du 9 Août à laquelle Me.Wynaendts vous répondra dès son retour à Paris vers le 15 Septembre.

Veuillez agréer, Messieurs, mes salutations distinguées.

Van Ommere

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
CHEMINS DE FER MH
D'ALSACE ET DE LORRAINE
RÉGION EST

EXPLOITATION
3, BOULEVARD DU PRÉSIDENT WILSON
STRASBOURG

Adresse télégraphique:
NAFERSTRA
FERSLOR-EXPLOITATION Strasbourg
Exploitation - Strasbourg

SERVICE COMMERCIAL

N° EX/C4 H-696/37

Rappeler dans la réponse le N°
et la référence qui précèdent

OBJET:

Hettange-Grande
Embranchement Quintin
Lesprit & Cie.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Strasbourg, le

24 OCT. 1938

S. N. C. F. - Région EST

25 OCT. 1938

Sous-Direction
de Strasbourg - LUN

Monsieur le Chef du Contentieux

En me référant à votre lettre D/C3-103482/T du 19 Janvier 1938 j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie d'une lettre de la Société PLEZ et ROLAND à Thionville avec prière de vouloir bien me mettre à même de répondre à la Société intéressée sur la question N° 2 concernant les répercussions financières en cas de transfert à son nom du contrat N° 2961 E.

P. LE CHEF DU SERVICE DE L'EXPLOITATION
DE LA SOUS-DIRECTION,

Henry

C O P I E

PLEZ & ROLAND

Thionville, le 20 Septembre 1938
8, Avenue Raymond PoincaréRéf. Hettange-Grande
Embranchement particulier
Quintin-Lesprit.Monsieur l'Inspecteur Principal
des Chemins de ferM E T Z

Monsieur l'Inspecteur Principal,

Nous avons bien reçu votre lettre du 6 courant et vous remercions des indications que vous avez bien voulu nous donner.

Il ne nous est guère possible de vous indiquer dès à présent l'importance du trafic que nous aurions à développer sur cet embranchement.

En effet, si nous envisageons l'acquisition de cette propriété, c'est principalement au point de vue du terrain lui-même.

Nous pouvons même vous dire que dans notre esprit, étant donné le montant du loyer que nous aurions encore à payer jusqu'en 1940, l'embranchement constitue plutôt une charge et même un handicap sérieux pour nos projets actuels.

C'est pourquoi nous vous demandions dans quelles conditions une résiliation du bail pourrait se faire, soit dès maintenant à la demande des propriétaires actuels, soit dans un avenir prochain à notre demande en tant que nouveaux propriétaires du terrain si l'affaire se fait.

En résumé, il nous intéresserait de savoir :

- 1) le montant total du bail, y compris les accessoires, que nous aurions à payer jusqu'à l'expiration, en laissant l'embranchement inemployé.
- 2) si en cas de transfert à notre nom, nous n'aurions pas à prendre en compte des annuités ou frais quelconques échus et éventuellement non réglés par les propriétaires actuels.
- 3) les conditions d'une résiliation éventuelle.

Nous pensons que, tenant compte des indications ci-dessus, votre Administration pourra nous renseigner avec suffisamment de précisions pour que toutes surprises nous soient évitées.

Nous vous remercions à l'avance et nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Inspecteur Principal, nos très distinguées salutations.

signature

Sous-

Région-Est

Contentieux

D/C3 103333-J

5 Novembre 1938

Maître,

Répondant en votre absence à ma lettre du 9 août M^e Van Ommeren a bien voulu me faire savoir que dès votre retour, soit vers le 15 septembre, vous me fixeriez sur les intentions de votre client M. Quintin Lesprit, demeurant 14 rue Royer Bendele/à Gennevilliers, relativement à notre demande de remboursement de la somme totale de 15578^f,25 , dont il nous est redevable pour redevances d'embranchement particulier.

Le détail de cette somme vous a été donné par ma lettre précitée ainsi que toutes précisions sur les sommes déjà payées par votre client.

J'aime à croire que celui-ci, à la suite des renseignements fournis, admettra le bien fondé de notre demande, et y fera droit. J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître ses intentions, dès que possible.

Veuillez agréer, Maître, l'assurance de ma considération distinguée.

P. Le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal adjoint

Maître J.W. WYNAENDT
9 rue Alfred de Vigny

- PARIS - VIII^e

M.S.

Région Est
Sous -

Contentieux

15 novembre 1938.

D/C3-103333 J

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation,

--- 1 ---
Comme suite à votre lettre du 24 octobre dernier par laquelle vous m'avez transmis copie de la lettre de la Sté Plez et Roland à Thionville, relative à une demande de concession d'embranchement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir copie de la lettre que j'ai adressée le 9 août écoulé à l'avocat de M. Quintin Lesprit, ancien concessionnaire de l'embranchement, pour lui donner détail des redevances qui vous sont dues jusqu'au 1er juin 1938.

Je n'ai pas encore reçu de réponse à cette lettre que j'ai rappelée le 5 novembre courant; j'ignore donc si M. Quintin se déclarera prêt à payer la somme totale que nous lui demandons et il me paraît difficile, dans l'état actuel de l'affaire, de préciser le montant des sommes qui pourraient être mises à la charge de M.M. Plez et Roland s'ils devenaient concessionnaires de l'embranchement.

Je ne manquerai pas de vous informer de la réponse qui me sera faite par l'avocat de M. Quintin.

Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint

Région Est
Sous -

Contentieux

30 Décembre 1938

D/C3 - 103.333 J

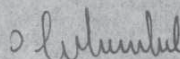
Maître,

J'ai l'honneur de vous rappeler mes lettres des 9 août et 5 novembre 1938, concernant les redevances d'embranchement particulier s'élevant à 15.578^f,25, qui nous sont encore dues par votre client M. QUINTIN LESPRIET, demeurant 14 rue Roger Bendelet à Gennevilliers.

Je vous prie de vouloir bien me faire connaître, dès que possible, les intentions de M. QUINTIN. Dans le cas où il ne croirait pas devoir faire droit à notre réclamation, nous aurions le regret de le faire assigner devant le Tribunal compétent.

Veuillez agréer, Maître, l'assurance de ma considération distinguée.

P. Le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint,



Maître J.W. WYNAENDT, avocat
9, rue Alfred de Vigny
PARIS VIII^e

B.

IX/C4 H 696/37

21 JAN. 1939

Gare de Hettange-Grande
Embranchement Quintin-
Lesprit.

Messieurs,

Comme suite à ma lettre même N° du 28 Novembre dernier concernant l'acquisition éventuelle par votre Société de l'embranchement particulier des Entreprises Quintin Lesprit et Cie à la gare de Hettange-Grande, j'ai l'honneur de vous répondre ci-après aux différentes questions posées par vos lettres des 20 Septembre et 19 Octobre derniers.

1°) Embranchement hors exploitation.-

Redevances à payer pendant la période de non-exploitation de l'embranchement:

3.757.- frs par an pour la location du matériel jusqu'au
30.9.1931,

1.067.- frs par an, pour les années suivantes,

97.- frs par an pour la location du terrain occupé par la
voie d'embranchement et pour l'excédent de terrain
concedé comme emplacement.

200.- frs en moyenne par an pour l'entretien du branchement
de soudure et de toutes les installations de sécurité
variable suivant les dépenses réelles

.....
Gaston PLEZ et ROLAND, 8, avenue Raymond Poincaré à THIONVILLE (Moselle)

engagées par le Chemin de fer et payable sur présentation de factures appuyées des pièces justificatives.

2°) Résiliation du contrat.—

En cas de résiliation du contrat et de suppression de l'embranchement le concessionnaire est tenu de rembourser au chemin de fer les frais pour la dépose des installations louées, pour le transport de ces matériaux ainsi que pour le rétablissement des lieux dans leur état primitif.

Ces frais sont évalués à environ 10.000 frs.

3°) Cession du Matériel situé en dehors des emprises du chemin de fer.

Le prix de cession du matériel situé en dehors des emprises du chemin de fer est évalué d'après la décomposition ci-annexée à 22.560 frs.

La redevance pour la location du matériel des installations situées à l'intérieur des emprises du chemin de fer et qui resteront sa propriété serait réduite ainsi à 1501,-frs par an (au lieu de 3.757 frs) jusqu'au 30.9.41 et à 436 frs par an (au lieu de 1.067 frs) pour les années suivantes.

A cette redevance s'ajouteront la redevance pour la location des terrains ainsi que les frais pour l'entretien des installations indiqués ad 1°) ci-dessus.

Ci-joint à titre d'information un plan de situation de l'embranchement en cause.

.....

Je vous serais très obligé de vouloir bien me faire
connaître vos intentions au sujet de cet embranchement.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma consi-
dération distinguée.

L'INSPECTEUR PRINCIPAL
(Division Commerciale)

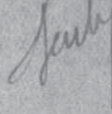
Signé: BAUDON

COPIE TRANSMISE

à Monsieur le Chef du Contentieux

à titre d'information comme suite à sa lettre D/C 3 - 103333 J
du 15 Novembre dernier.

P. Le Chef du Service de l'Exploitation
de la Sous-Direction,



15/12

29

MV.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER
D'ALSACE ET DE LORRAINE

Sous-Direction de Strasbourg

EXPLOITATION

3, BOULEVARD DU PRÉSIDENT WILSON
STRASBOURG

Adresse télégraphique:

FERALS-LOR-EXPLOITATION-STRASBOURG

NAFERSTRA

SERVICE DU CONTRÔLE DES RECETTES

Exploitation - Strasbourg

N° 2027 EX/S3 b 1

Rappeler dans la réponse le N°
et la référence qui précèdent:

OBJET:

V.R. D/C3 N° 103.333
Recouvrement d'une
somme de 15.578,25 frs
due par les Entrepri-
ses Quintin, Lesprit
et Cie, à Paris.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Strasbourg, le 15 Janvier 1939

15/2

Monsieur le Chef du Contentieux,

Je vous prie de vouloir bien
ajouter au montant indiqué ci-contre
la somme de 4.518 frs représentant
le total des redevances fixes dont
la Maison Quintin, Lesprit et Cie, est
redevable envers mon Service pour la
période du 1.7.38 au 31.3.39 en vertu
du contrat N° 2961 E.

Notre créance totale se trouve
ainsi portée à la somme de 20.096,25
francs. Je vous demanderais de vou-
loir bien procéder, si possible, à
son recouvrement.

Le Chef du Service de l'Exploitation
de la Sous-Direction

[Signature]

1 Région Est
Sous -

Contentieux

4 Février 1939

D/02 - 103.333 J

Maître,

J'ai l'honneur de vous rappeler mes lettres des 9 août, 5 novembre et 30 décembre 1938 concernant les redevances d'embranchement particulier, s'élevant à 15.578,25 frs qui nous sont encore dues par M. Quintin Lesprit demeurant 14 rue Roger Bendelet à Gennevilliers.

Les redevances fixes, qui nous sont dues pour le nouveau terme échu, et afférant à la période du 1^{er} juillet 1938 au 31 mars 1939, se montent à 4.518 francs.

Notre créance totale est donc actuellement de 20.096,25 frs.

Je vous prie de vouloir bien me fixer dans la quinzaine sur les intentions de votre client. Passé ce délai, j'aurais le regret de faire assigner M. Quintin Lesprit.

Veuillez agréer, Maître, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint,

Maître J.M.WYNAENDT
Avocat
9, rue Alfred de Vigny
PARIS VIII^e

Région Est
Sous -

Contentieux

4 Février 1939

D/C3 - 103.333 J

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me
faire parvenir une copie du contrat n° 2961^E, relatif à l'em-
branchement particulier loué au P.K. 1.571 de la ligne de
Hettange-Grande à Entringe, par la maison *Guin* Lesprit à
Paris.

Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint,

SOCIÉTÉ CHEMINS DE FER DE FRANCE
D'ALSACE ET DE LORRAINE
Région Est
Sous-DIRECTION STRASBOURG

3, BOULEVARD DU PRÉSIDENT WILSON
STRASBOURG
Contentieux

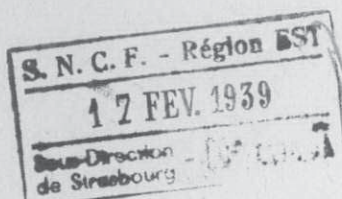
Adresse télégraphique:
FERALSOR-SECRETARIAT Strasbourg

N° D/C3 - 103.333 J

Rappeler dans la réponse le N°
et la référence qui précèdent

OBJET:

EXPLOITATION	
SERVICE COMMERCIAL	
Affaires Commerciales	
7 FEV. 1939	
Entrée N° H 686/37	EX C4



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Strasbourg, le 4 Février 1939

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me
faire parvenir une copie du contrat n° 2961^E, relatif à l'em-
branchement particulier loué au P.K. 1.571 de la ligne de
Hettange-Grande à Entringe, par la maison Quinⁱⁿ Lesprit à
Paris.

Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint,

Holmann

STRASBOURG 17 FEV 1939

*Retourné
à Monsieur le Chef du Contentieux
avec une copie du contrat n° 2961 E.*

Le Chef du Service de l'Exploitation
de la Sous-Direction

Muller

J. W. WYNAENDTS

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT AU BARREAU DE ROTTERDAM

ET

DE LA LÉGATION ROYALE DES PAYS BAS

PARIS le 22 Février

193 9.

9, RUE ALFRED DE VIGNY

TÉL. CARNOT 03-96

TÉLÉGR. PARIUS

S. N. C. F. - Région Est

23 FEV. 1939

Sous-Direction
de Strasbourg - CC

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

Région Est.

Sous-direction.

3, Bvd. du Président Wilson

STRASBOURG.

(Service contentieux)

W.

Messieurs,

R. En réponse à votre lettre du 4 Février dernier N° D/C 3-103,333J, j'ai l'honneur de vous faire savoir que la société anonyme QUINTIN LESPRIOT & Co, ayant terminé ses travaux dans la région de Thionville, est depuis plusieurs années en liquidation amiable.

Je vous signale que n'ayant plus aucune activité depuis plus de 4 ans et n'ayant pas utilisé l'embranchement litigieux, il semble draconien de vouloir la charger des redevances dont il est question dans votre susdite lettre, d'autant plus que, lors d'une convocation à votre siège de Paris, M. Quintin a déclaré que les conventions devaient être résiliées.

La gare d'Hettange de son côté a été prévenue en temps utile.

La correspondance que vous trouverez à votre dossier l'établit. Néanmoins, dès que la société aura réalisé au cours de ses opérations de liquidation une somme suffisante, je ne manquerai pas de vous faire une proposition à titre de transac-

tion amiable à laquelle pourraient d'ailleurs participer MM.

Plez et Roland de Thionville, les propriétaires actuels des terrains intéressés.

Dans ces conditions vous estimerez avec moi qu'une procédure ne servirait à rien d'autre qu'à augmenter les frais, et ce sans profit pour personne.

Veuillez agréer, Messieurs, mes salutations distinguées.

3, Blvd. du Président Wilson
STRASBOURG
(Service contentieux)

Handwritten signature

Messieurs,

En réponse à votre lettre du 4 mai

viser dernier N° D/O 3-103,333, j'ai l'honneur de vous faire

savoir que la société anonyme d'exploitation de la région de Thionville, est depuis plus

de six ans en liquidation amiable.

Je vous signale que n'ayant plus aucune activité depuis

plus de 4 ans et n'ayant pas utilisé l'emplacement litigieux,

il semble excessif de vouloir la charger des dépenses dont la

est question dans votre récente lettre, d'autant plus que, lors

d'une convocation à votre siège de Paris, M. Quintin a déclaré

que les conventions devaient être réalisées.

La mise d'attelage de son côté a été prévue en temps utile.

Je

la correspondance que vous trouverez à votre dossier.

Il est à noter que la société a été créée au cours de

ses opérations de liquidation une somme suffisante, ce qui

permet de vous faire une proposition à titre de transac-

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Sous - Région Est

Contentieux

2 mars 1939

Pour l'inspecteur Principal Adjoint
N° 103 333-J

Monsieur le Chef du Service
de l'Exploitation

Comme suite à votre lettre du 25 janvier dernier N° 2027 EX-S3 bl concernant le recouvrement des redevances d'embranchement dues par M. QUINTIN-LESPRIT à Paris, et par laquelle vous me faites connaître que les redevances sont dues jusqu'au 31 mars 1939, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le concessionnaire prétend avoir dénoncé depuis longtemps, notamment auprès de la gare d'Hettange-Grande, le contrat de location de cet embranchement qu'il n'a pas utilisé depuis plus de 4 ans.

D'autre part, vous m'avez soumis le 21 janvier dernier, sous le N° EX-C4 H 696/37, copie de la correspondance que vous avez échangée, au sujet de la reprise de cet embranchement, avec M.M. PLEZ et ROLAND à Thionville.

Je vous prie de vouloir bien me faire connaître ce qu'est devenu ce projet, si et à partir de quelle date M.M. PLEZ et ROLAND sont devenus concessionnaires de l'embranchement, et s'ils ont coi-

...

L/B 1

XXXXXXXXXXXXXX

Sous-Region Est

ar-cessemandes tard une charge quel à prendre à l'ins
Contentieux
rrières dues par l'ancien concessionnaire.

Pour le Chef du Contentieux,
L'Inspecteur Principal Adjt.,

Monsieur le Chef du Service
de l'Exploitation

Comme suite à votre lettre du 25 janvier dernier N° 2037
EX-25 et concernant le recouvrement des redevances d'embranchement
dus par M. QUINTIN-LESPRIT à Paris, et par laquelle vous me fai-
tes connaître que les redevances sont dues jusqu'au 31 mars 1939,
j'ai l'honneur de vous faire savoir que le concessionnaire prétend
avoir déposé depuis longtemps, notamment auprès de la gare d'Etat-
tange-Grande, le contrat de location de cet embranchement qu'il n'a
pas utilisé depuis plus de 4 ans.

D'autre part, vous m'avez soumis le 21 janvier dernier,
sous le N° EX-04 H 636/37, copie de la correspondance que vous a-
vez échangée, au sujet de la reprise de cet embranchement, avec
M.M. PIER et ROLAND à Thionville.

Je vous prie de vouloir bien me faire connaître ce qu'est
devenu ce projet, et si à partir de quelle date M.M. PIER et ROLAND
sont devenus concessionnaires de l'embranchement, et s'ils ont con-

Sous-Directeur d'Exploitation
3, BOULEVARD DU PRÉSIDENT WILSON
STRASBOURG

Adresse télégraphique:
FERALSLO-EXPLOITATION Strasbourg

NAFERSTRA

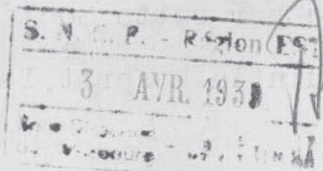
Service du Mouvement
Exploitation Strasbourg

N° EX/C4-H-696/37

Rappeler dans la réponse le N°
et la référence qui précèdent

OBJET:

Gare de Hettange-Grande.
Embranchement Quintin
Lesprit.



- 3 AVR. 1939

Monsieur le Chef du Contentieux,

Comme suite à votre note D/C3-103333 du 2 mars courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la Maison Quintin Lesprit & Cie n'a pas dénoncé valablement jusqu'aujourd'hui le contrat n° 2961 E réglant l'exploitation d'un embranchement particulier situé entre les gares de Hettange-Grande et Entringe.

Par contre, il est exact que la Maison s'est renseignée au mois de Janvier 1936 sur les conditions de suppression de l'embranchement sans toutefois revenir sur cette question.

Dans ces conditions nous estimons que les redevances pour la location et l'entretien des installations ainsi que pour l'occupation du terrain sont dues, soit jusqu'à l'époque de la dépose des installations formant l'embranchement, soit jusqu'au moment où il y aura transfert des droits et obligations au nom d'une autre maison. J'ajoute qu'en cas de dépose de l'embranchement les frais des travaux seront également à la charge de la Maison Quintin, Lesprit & Cie.

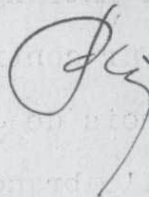
./.

Quant à la correspondance échangée avec la Maison
Plez et Roland à Thionville, au sujet de l'acquisition
éventuelle par cette Société des installations de l'embran-
chement Quintin Lesprit, les négociations n'ont pas encore
abouti.

En attendant, pour faciliter un arrangement avec
la Maison Quintin, Lesprit & Cie, nous examinons
la possibilité d'abandonner partiellement les sommes récla-
mées pour manoeuvre des aiguilles, aucune prestation n'ayant
en effet été fournie à ce titre depuis que l'embranchement
est hors exploitation.

Je ne manquerai pas de vous tenir au courant.

LE CHEF DU SERVICE DE L'EXPLOITATION
DE LA SOUS-DIRECTION,



A Sous-

/Région Est

Contentieux

29 avril 1939.

D/C3

103333 J

Maitre,

Comme suite à votre lettre du 22 février écoulé, concernant l'affaire Quintin Lesprit et Cie, j'ai l'honneur de vous faire connaître que notre Service de l'Exploitation me fait savoir que la Société précitée n'a pas dénoncé valablement jusqu'à aujourd'hui le contrat N° 2961 E réglant l'exploitation de son embranchement particulier entre les gares de Hettange Grande et d'Entrange. Elle n'a fait que se renseigner, au mois de janvier 1936, sur les conditions de suppression de l'embranchement, sans toutefois revenir ensuite sur cette question.

Nous sommes donc en droit de lui réclamer les redevances pour location et entretien des installations ainsi que pour occupation de terrain, jusqu'au jour de la dépose de ces installations, ou jusqu'au moment où il y aura transfert des droits et obligations à un autre concessionnaire. En cas de dépose des installations, les travaux seront, conformément au contrat, à la charge de la Sté Quintin, Lesprit et Cie.

Conformément à votre demande, j'attendrai vos propositions de règlement.

Veuillez agréer, Maitre, l'assurance de ma considération distinguée.

Maitre WYNENDTS, avocat
9, rue Alfred de Vigny
PARIS IX ème

POUR LE CHEF DU CONTENTIEUX
L'Inspecteur Principal Adjoint

EXPLOITATION

N° H. 696/37- EX/e 3

Rappeler dans la réponse le N°
et la référence qui précèdent

Strasbourg

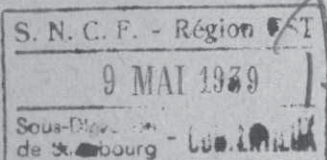
le 8 MAI 1939 19

OBJET :

Gare de Hettange-Grande.
Embranchement Quintin,
Lesprit & Cie

Monsieur le Chef du Contentieux,

CS-103333
1578



Comme suite à ma lettre même N° du 3 avril dernier,

j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'embranchement
de la Maison Quintin, Lesprit & Cie a été desservi la dernière
fois le 23 janvier 1937.

Aucune prestation n'ayant été fournie depuis cette
date, il y a lieu de renoncer, à partir du 1er février 1937, à
la perception de la redevance annuelle de 1.232 frs prévue
à l'article 7 du contrat pour la manoeuvre des appareils.

quant à l'acquisition éventuelle des installations
par la Maison Plez et Roland, je vous adresse ci-joint co-
pie d'une lettre de cette Société qui nous est parvenue entre
temps et par laquelle cette Société demande une réduction du
prix prévu pour la cession du matériel situé en dehors des em-
prises du chemin de fer.

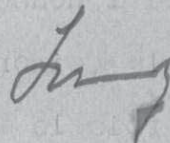
J'ai l'honneur d'appeler, en outre, votre atten-
tion sur les termes de la lettre de la Maison Plez et Roland
précisant qu'en cas d'un arrangement, elle ne pourra, en
aucun cas, être garante des sommes dont la Maison Quintin,
Lesprit & Cie nous est encore redevable pour la période an-

térieure à la date de la signature de l'acte réglant le transfert à son nom du contrat en cause.

Afin de me permettre de répondre à l'intéressée, je vous serais très obligé de vouloir bien me faire connaître, si nous pouvons accepter les réserves formulées par la Maison Plez et Roland, en ce qui concerne les sommes dues par le concessionnaire actuel de l'embranchement.

LE CHEF DU SERVICE DE L'EXPLOITATION
DE LA SOUS-DIRECTION,

Le Chef de la Division des Etudes
de la S/Direction



D/C 3 103226 | T.

Passing le 10^e juin 1937.

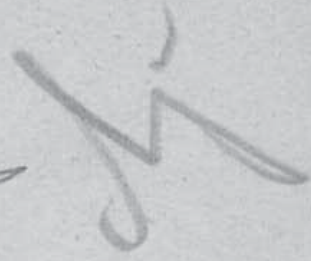
61. Le relevé comptable a été complété.

74/60). A la fin de l'année pour vérifier si toutes les dépenses
comptables ont été régularisées.

81. Affaire inscrite au relevé des affaires terminées.

82. A classer par K.

Le Chef de Bureau



5

CONTENTIEUX

Mai 1939.

D/C3- 103.333^J

45 2 21 25

Le Chef du Contentieux,

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation
de la Sous-Direction

Comme suite à votre lettre du 8 mai courant, N° H
696/37 EX/e3 concernant l'embranchement QUINTIN, L'ESPRIT
& Cie en gare de Hettange-Grande, j'ai l'honneur de vous
renvoyer la copie ci-jointe de la lettre de M.M. PIEZ &
ROLAND.

En droit strict, les nouveaux concessionnaires de l'embranchement, ne peuvent être tenus au paiement des redevances arriérées, encore dues par la Sté QUINTIN L'ESPRIT.

Il était, tout au plus, possible de subordonner, lors des pourparlers, la cession de l'embranchement, au paiement, en sus du prix fixe, d'une somme forfaitaire destinée à amortir en partie notre créance contre l'ancien concessionnaire. Mais, en cas de refus de MM. HIEZ & ROLAND d'accéder à cette condition, nous ne pouvons recourir à aucune contrainte légale. Il appartient donc uniquement à votre Service, de décider si la cession de l'embranchement sera subordonnée au paiement d'une

partie des redevances arriérées, ou s'il y a lieu, pour éviter
une plus longue inutilisation de l'embranchement, de renoncer à
faire supporter par M.M. PLEZ & ROLAND, une part de la dette
de la S^{té} QUINTIN L'ESPRIT.

D/02-102.003

Le Chef du Contentieux,

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation
de la Sous-Direction

Comme suite à votre lettre du 8 mai courant, N° 5
ess/57 EX/03 concernant l'embranchement QUINTIN, L'ESPRIT
& Cie en face de Hettange-Grande, j'ai l'honneur de vous
renvoyer la copie ci-jointe de la lettre de M.M. PLEZ &
ROLAND.

En droit strict, les nouveaux concessionnaires de
l'embranchement, ne peuvent être tenus au paiement des
redevances arriérées, encore que par la S^{té} QUINTIN
L'ESPRIT.

Il était, tout au plus, possible de subordonner, lors
des pourparlers, la cession de l'embranchement, au paye-
ment, en sus du prix fixe, d'une somme forfaitaire
destinée à amortir en partie notre créance contre l'Em-
branchement. Mais, en cas de refus de M.M. PLEZ
& ROLAND d'acquiescer à cette condition, nous ne pouvons
reconstruire à aucune condition légale. Il appartient donc
uniquement à votre Service, de décider si la cession
de l'embranchement sera subordonnée au paiement d'une

CONTENTIEUX

AFFAIRE ORDINAIRE FAILLITE-LIQUIDATION JUDICIAIRE (1)

D/CN° 103226.B.

M. M. Quintin Lesprit & C. à Paris.....

FICHE RECAPITULATIVE DES SOMMES A RECOURER

I.- Compte "CONTENTIEUX s/c de recouvrements litigieux".

OBJET (succinct) de l'opération comptable	Référence à la pièce suivant la- quelle la somme a été notifiée au Contentieux	Débit	Crédit	N° du mandat établi	Date du mandat	Emargement du comptable
Redevances pour embranche ment particulier, suivant contrat n° 2981 E.	Ex/S3 61 1881	2601,50		2	27/5 37	9
A) envers Ex.....712,50 (période du 1-7-36 au 31-12-36)	du 29-1-37					
B) envers Ex:.....356,25 (1 ^{er} trimestre 1937)						
C) envers V.B.....1532,75 (1 ^{er} trimestre 1937)						
créance réglée le 21-4-1937. c/ Enc. à rég. Folio 76 n° 3010 Ex/S3 avisé le 28-4-37.			2601,50	10	25 MAI 1937	

II.- Compte "CONTENTIEUX s/c de dépenses à régulariser".

(1) Biffer les mentions inutiles.

MS.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Trouville 24 OCT. 1939

XXXXXXXXXX

D/CB-1033334K

Monsieur le Chef du Service
de l'Exploitation
de la Sous-Direction de Strasbourg
s/C. de la Région de l'Est,

PARIS

Comme suite à votre lettre H. 696/37 EX/c3 du 28 Juin
dernier, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire
savoir à partir de quelle date M.M. PLEZ et ROLAND sont devenus
concessionnaires de l'embranchement QUINTIN-LESPRIT.

D'autre part, je vous serais obligé de me faire parve-
nir un relevé détaillé exact des redevances actuellement dues par
M.M. QUINTIN-LESPRIT.

Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint :

Signé: COLOMBEL

S.N.C.F.

Copie

Région de l'Est

Paris, le 9 novembre 1939.

Exploitation

Division du Service
Général

N° 5497 g2-M.

Monsieur le Chef de la Division des

Objet:

Etudes de la Région de l'Est

V.R.N° 696/37 EX/e3
du 3 novembre.

Comme suite à votre note, référence en marge, nous vous transmettons ci-joint un relevé donnant le détail de la somme de 12.589,66 frs à payer par les Entreprises QUINTIN-LESPRIT à titre de redevances fixes pour la période du 1.1.1937 au 31.12.1939 en vertu du contrat N° 2961 E concernant l'exploitation d'un embranchement particulier au P.K. 1 + 571 de la ligne de Hettange-Grande à Entringe.

Ainsi que vous voudrez bien le constater, la redevance pour manoeuvre des aiguilles n'est décomptée que pour le mois de janvier 1937 (votre lettre H 696/37 EX/e3 du 8.5.1939).

Au montant de	frs 12.589,66
s'ajoute la somme de	8.431,25
dont le concessionnaire reste redevable envers le Service V.B. pour la période du 1.4.1935 au 31.12.36.	

Le montant total de notre créance	-----
s'élève donc à	frs 21.020,91

P/LE CHEF DE LA DIVISION DU SERVICE GENERAL
L'INSPECTEUR PRINCIPAL,

DESBATS.

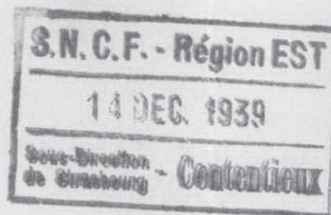
copie

Relevé

des sommes dont les Entreprises QUINTIN-LESPRIT et Cie, à Paris, sont redevables pour la période du 1.1.1937 au 31.12.59 en vertu du contrat N°2961 E concernant l'exploitation d'un embranchement particulier au P.K. 1 + 571 de la ligne de Hettange-Grande à Entringe.

(x) L'exploitation de l'embranchement a cessé le 23 janvier 1937.

J. W. WYNAENDTS
DOCTEUR EN DROIT
AVOCAT AU BARREAU DE ROTTERDAM
ET
DE LA LÉGATION ROYALE DES PAYS BAS



PARIS le 13 Décembre 1939.
9, RUE ALFRED DE VIGNY 8°
TÉL. CARNOT 03-96
TÉLÉGR. PARIUS
21 Rue Hales herbes

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

Région Est.

Sous-direction de Strasbourg

Contentieux

TROUVILLE.

W.

B.

Aff. Quintin Lesprit.

Messieurs,

J'ai bien reçu en son temps vos lettres des 24 Octobre et 4 Décembre dernier et j'ai examiné avec mon client la possibilité de terminer cette affaire.

A titre confidentiel je vous indique que mon client serait disposé à verser une somme de Frs.4.000,- pour solde de tous comptes.

Ce chiffre me semble raisonnable, en prenant en considération l'importance des transports de la société Quintin Lesprit, ainsi que les grands services qu'elle a rendus à la gare d'Hettange, en la décongestionnant grâce à sa téléférique.

Enfin il convient de tenir compte du fait que toute exploitation a cessé dès les premiers mois de 1935.

Voulez-vous me faire savoir par un prochain courrier si nous pourrions en terminer sur cette base?

Veuillez agréer, Messieurs, mes salutations distinguées.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Paris,

RÉGION DE L'EST

~~SOUS-DIRECTION~~
~~DE STRASBOURG~~

EXPLOITATION

Division des Etudes
H 603/39 e36

Ligne de Hettange-Grande
à Entringe
Km. 1 + 571

Embranchement particulier
QUINTIN, LESPRIET & Cie

V.R. D/C3 - 103.333 K
du 24.10.1939.

~~STRASBOURG~~, le 18 DEC. 1939

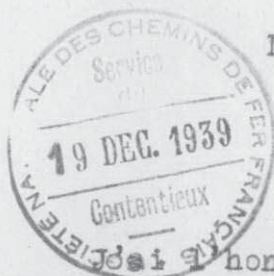
1939

~~3, Boulevard du Président Wilson~~

~~Téléphone 295.00 à 295.11~~

~~Adm. télégr.: Nafestrud-Strasbourg~~

~~Reg. de Com. Seine N° 276.448 B~~



Monsieur le Chef du Contentieux

à TROUVILLE (Calvados)

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, copie de la lettre de la Division du Service Général du 9.11.1939 accompagnée du relevé détaillé des redevances qui nous sont encore dues par les Entreprises QUINTIN, LESPRIET & Cie pour la période du 1.1.1937 au 31.12.1939 en vertu du contrat N°2961 E concernant la construction et l'exploitation de l'embranchement visé en marge.

En ce qui concerne la date à partir de laquelle la Société à r.l. PLEZ & ROLAND à Thionville est devenue concessionnaire du dit embranchement, je vous fais remarquer que cette Société a versé à la date du 26 juillet 1939 à la S.N.C.F. le prix de 10 000 francs convenu avec nous pour l'acquisition du matériel constituant la partie de cet embranchement située en dehors de nos emprises.

Nous avons avisé le Service V.B. de ce versement, en lui laissant le soin de régulariser cette vente de matériel; cependant ce Service auquel nous avons rappelé cette affaire le 12 octobre dernier ne nous a toujours pas annoncé l'entrée du prix d'achat et la remise à la Société PLEZ et ROLAND du matériel en cause.

Nous invitons donc le Service V.B. par le même courrier à vous répondre directement à ce sujet.

Il est bien entendu que, dans le cas où le marché avec la Société PLEZ-ROLAND aurait été réalisé entre temps, les sommes dues par les Entreprises QUINTIN, LESPRIET & Cie et arrêtées à la date du 31 décembre 1939 seraient à réduire en conséquence.

.....

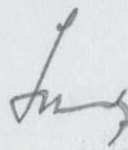


*Attendez cette réponse jusqu'à
mi-janvier*

Je vous serais très obligé de vouloir bien me tenir
au courant de cette affaire.

LE CHEF DU SERVICE DE L'EXPLOITATION.

Le Chef de la Division des Etudes



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DE L'EST

le 18 DEC 1939

EXPLOITATION

DIVISION COMMERCIALE

Monsieur le Chef du
CONTENTIEUX,

• Subdivision • Section

N° 387 t

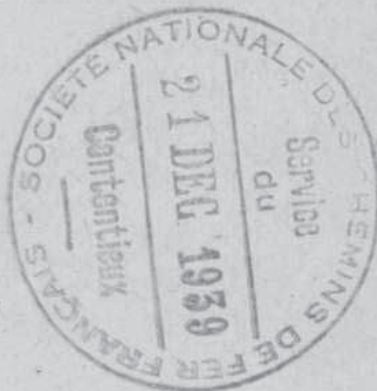
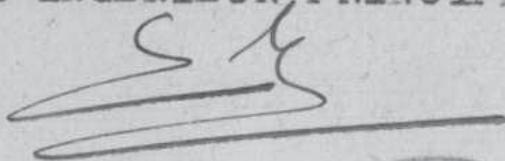
de la Sous-Direction de Strasbourg

à TROUVILLE,
-----Rappeler dans la réponse
le numéro de la présente lettre

OBJET :

Ne trouvant pas trace de votre
lettre D/C 3 N° 103.333 K du 24 Octobre
dernier, je vous prie de vouloir bien
m'en faire parvenir une copie.

L'INGENIEUR PRINCIPAL,



Mr. 16-29
16-29

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
Trouville
XXXXXXXXXXXX

23 DEC. 1939
Décembre 1939

D/53 103.333-K

Maitre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 13
oct, concernant l'affaire Quintin-Lesprit.

Nous soumettons votre proposition aux services intéressés et es-
pérons pouvoir vous fixer définitivement vers fin janvier.

Veillez agréer, Maitre, l'assurance de ma considération distin-
guée.

Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint :

Signé: COLOMBEL

Monsieur J.W. Wynaendts, Avocat,
9, Rue Alfred de Vigny
PARIS
-----▲-----

XXXXXXXXXXXX

Trouville

XXXXXXXX

27 DEC. 1939

Décembre 1939

D/C3-103.333 -K

Monsieur le Chef du Service de
l'Exploitation de la Région de l'Est
(Division Commerciale)

PARIS

Comme suite à votre lettre N°400387^t du 18 crt,

j'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli copie de ma note

D/C3-103/333-K du 24.10.1939.

Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint:

Signé: COLOMBEL

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région de l'EST

R. C. SEINE, N° 275.443 B

VOIE ET BATIMENTS

CABINET DU CHEF DU SERVICE

23, Rue d'Alsace
PARIS - 10

TÉLÉPHONES

URBAIN : Botzaris 48-80
INTER : Botzaris 11 et la suite

N° 16/40 ET

Ligne de Hettange-Grande
à Entringe

P.K. 1.571

Embranchement particulier
des Entreprises Quintin,
Lesprit et Cie -

Cession de matériel à la
Maison Plez et Roland de
Thionville

V.R. Bureau D/03
Dossier N° 103.333- K
lettre du 11-1-1940

Vogent ^{1/2} le 21 Février 1940.

Monsieur le Chef du Service du Contentieux
de la Sous-Direction de Strasbourg

TROUVILLE



J'ai l'honneur de vous faire connaître que
le transfert à la maison PLEZ et ROLAND de Thionville du
matériel constituant la partie située à l'extérieur de
nos emprises de l'embranchement visé en marge, a eu lieu
le 19 janvier 1940; le paiement a été effectué le 27
juillet 1939.

En admettant cette date comme date d'acqui-
sition, le montant à déduire des sommes mises à la charge
des Entreprises QUINTIN, LESPRIET & Cie, pour la location
du matériel jusqu'à la fin de l'exercice 1939 serait de
1.057 frs,53

La décomposition de ce montant est la
suivante :

Valeur du matériel à déduire :

Voie courante 187 m ¹ à 135 frs	=	25.245 ^f .-
Heurtoir léger 1 p. à 1900 frs	=	1.900 ^f .-
Valeur totale :		27.145 ^f .-

la redevance annuelle pour ce matériel est de :

12 % de 27.145 frs - 25 %

(voir lettres N° 111/32 VB/P4 du 31-12-32 et N° 882/35 VB/Pl du 19-6-35
adressées à l'Ingénieur en Chef EX de l'A.L.)

soit : 3.257,40 - 814,35 = 2.443,05

Le montant à déduire pour la période du 27-7-39 au 31-12-39 inclus, soit
pour 158 jours est de :

$\frac{2.443,05 \times 158}{365} = 1.057,53$

Je vous prie de vouloir bien me tenir au courant de la
suite donnée à l'affaire.

Pour le Chef du Service V.R.

L'Ingénieur principal

Chéguin

H/B- 103 333- K

Trouville, 18. 5. 1940

1^o Monsieur le Chef des Services de l'Exploitation
de la Région de l'Est
Paris.

expédié le 18. 5. 40

4.

G. 18/1
29.

Comme suite à votre lettre : Division de l'Éducation
H. 603/39 e 36 du 12 décembre dernier, j'ai l'honneur
de vous faire connaître qu'aucune réponse ne nous est
parvenue jusqu'à ce jour des Services L.B.

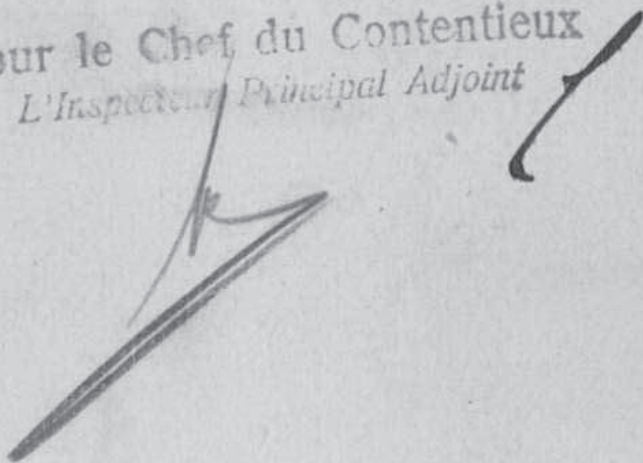
Dans ces conditions, je vous prie de vouloir bien
rappeler l'affaire au service en question, en le priant de me
faire tenir les renseignements demandés le plus tôt
possible, en se référant au dossier cité en marge.

K

K

2^o 1-4-40.

Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint



LF.I8/I

TROUVILLE,
XXXX

janvier

40

Sous-Direction de Strasbourg

D/C3

103.333-K

Monsieur le Chef du Service
de l'Exploitation
de la Région de l'Est
PARIS

Comme suite à votre lettre : Division des Etudes,
H.603/39 e 36 du 18 décembre dernier, j'ai l'honneur de
vous faire connaître qu'aucune réponse ne nous est par-
venue jusqu'à ce jour du Service VB.

Dans ces conditions, je vous prierais de vouloir
bien rappeler l'affaire au service en question, en le
prianant de me faire tenir les renseignements demandés
le plus tôt possible, en se référant au dossier cité en
marge.

Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint,

Sous-Direction de Strasbourg

9 mars

40

D/C3

103.333

Maître,

En réponse à votre lettre du 2-III crt. concernant notre affaire c/la maison QUINTIN-LESPRIT & Cie., j'ai l'honneur de vous informer que nous acceptons votre proposition de nous payer pour solde de tout compte une somme de 8000 frs. Je vous serais, donc, obligé de vouloir bien me faire couvrir de cette somme par un chèque barré établi à l'ordre de la SNCF.

Veillez agréer, Maître, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Chef du Contentieux
L'Inspecteur Principal Adjoint,

Maître J.W. WYNAENDTS,
avocat
22, Place Malesherbes
PARIS (17°)

J. W. WYNAENDTS

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT AU BARREAU DE ROTTERDAM
ET
DE LA LÉGATION ROYALE DES PAYS BAS

PARIS le 2 Mars 1940
22, PLACE MALESHERBES 17°
TÉL. CARNOT 03-96
TÉLÉGR. PARIUS

Monsieur le Chef du Contentieux
de la S.N.C.F.

Sous-Direction de Strasbourg.

Casino.

Trouville sur Mer.

W.

W/S.

Monsieur,

En me référant à votre lettre II- C 3 - 103333 et à la
visite de Monsieur MEYER, chef de bureau du contentieux, j'ai
l'honneur de vous confirmer la proposition faite par les liquida-
teurs de la S.A. Entreprises QUINTIN LESPRIIT & CIE , à savoir
que contre un versement à comptant de 8.000- francs vous donneriez
à cette société décharge et quittance finale.

Je serais heureux d'avoir votre réponse le plus tôt pos-
sible.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments
distingués.

Wynaendts

Sous toutes réserves

Att. de l'Etat de la région

II/C3/103133

Tramelle le 9 III. 1940.

10 Maître J.W. Wynacudts, avocat,

22 Place Gallesherbes

Paris
17^e

Maître

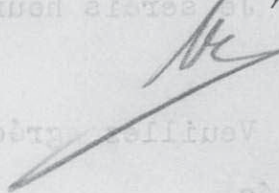
Expédié le 9 III. 40
J.

En réponse à votre lettre du 2. III. et concernant notre affaire
c/ la maison Quintin Lepout & C^{ie}, j'ai l'honneur de vous
informer que nous acceptons votre proposition de nous payer
l'annuité de tout compte une somme de 8000 frs. Je vous envoie
sous, obligé de vouloir bien me faire parvenir de cette somme par
un chèque bari établi à l'ordre de la J.W.C.F.

Veuillez agréer, Maître

D^e a. rep. à l'entree d'une réponse du 14 III. 1940.

P. le Chef du Contentieux,
L'adj. Spal Adjoint.



4^{re} Division

Nº 5767 F

Réseau S.E.

(Service *V. B.*

Section du Domaine

OBJET DE LA CONSULTATION

DOMAINE - LOGEMENT DES AGENTS -

CHAUFFAGE -

Les agents, logés par la S.N.C.F. peuvent-ils invoquer la législation actuelle, en matière d'affectation de chauffage? quid, en cas de chauffage individuel?

Affaire PUGNET. - 81 juges et 1 Proc. de la Voie à Lyon

Observations :

D^{er} N^o 5767 ; Aff. : LOGEMENT D'AGENTS
K2 & S.N.C.F. (CHAUFFAGE) - 103-

Paris, 22 Décembre 1941

5767 SJ

Monsieur le Directeur
du Service Central du Personnel,

1 p.

J'ai l'honneur de vous faire
parvenir ci-joint copie d'une lettre
que j'ai adressée à M. le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments de la Région
du Sud-Est au sujet de l'application
aux logements d'agents de la législation
de guerre sur les baux, et de la juris-
prudence intervenue en matière de réduc-
tion de loyer pour non-possibilité d'uti-
liser une installation de chauffage
central.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: Aurenga

SJ

5767^F

Monsieur le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments de la Région SUD-EST
(Section Domaine)

A l'occasion d'une réclamation formulée par un agent logé, tendant à obtenir une réduction de loyer pour non-possibilité d'utiliser son installation de chauffage central, vous avez bien voulu me demander, par lettre VBd 595 du 4 décembre, si, en raison des conditions spéciales de logement prévues par nos instructions, le personnel de la S.N.C.F. est fondé à invoquer, à son profit, la législation de guerre sur les loyers.

I - Comme vous le savez, l'occupation par des agents de locaux d'habitation, compris dans des immeubles dépendant du domaine public, n'est pas régie par le droit commun, en raison de ce que la domanialité publique entache une telle occupation de précarité, incompatible avec la notion même de bail.

Il s'ensuit qu'aucune des lois restrictives en matière de loyer n'est applicable à ces logements d'agents, même si les actes emploient improprement les mots de bail, location et loyer.

Au surplus, même si l'immeuble habité par l'agent ne dépend pas du domaine public du chemin de fer, il convient d'observer, comme le précise l'Instruction générale, Personnel N° 17, du 26 juin 1939, que "dans tous les cas où un logement est attribué à un agent de la S.N.C.F., ce logement constitue un accessoire du contrat de louage de service dans le sens de l'article 4, 4° de la loi du 1^{er} avril 1936, "modifiée par celle du 29 juin 1929....".

Dans ces conditions, l'attribution d'un logement à un agent ne relève pas des dispositions du droit civil, appli-

22

cables aux locations proprement dites. Mais il s'agit, selon l'expression de Ropers (Tr. Baux, p. 6), de "contrats mixtes où l'élément prédominant est manifestement le louage d'ouvrages". C'est en raison de ce caractère que les occupants de ces logements ne bénéficient pas de la prorogation de la loi d'avril 1926 et Ropers déclare également que la même solution négative doit être admise pour les prix limites. - Pour qu'il en soit ainsi, il faut, bien entendu, que la convention relative à l'occupation du local ne soit pas absolument distincte de celle concernant le contrat de travail, et il appartient à l'employeur d'apporter la preuve de l'indivisibilité du louage de travail et du louage de chose. La clause contenue à l'article 3 de l'Instruction Générale N° 17 montre bien l'intention de la S.N.C.F. de lier formellement ces deux éléments.

II - En ce qui regarde le défaut de chauffage, la jurisprudence a admis le principe d'une réduction de loyer que le juge a le pouvoir d'accorder, tant, comme le dit la Cour de Cassation, en vertu des règles du droit commun que par application de l'article 28 du décret du 26 septembre 1939.

Pour la détermination de cette réduction, il est tenu compte des avantages de commodité et de confort, dont le locataire se trouve privé du fait des circonstances de force majeure actuelles - avantages en considération desquels le chiffre du loyer avait été fixé entre les parties. Il est de toute évidence, déclare la Cour de Cassation (Chambre sociale) dans son arrêt du 10 octobre 1941, que deux locaux identiques, mais dont l'un seulement est "aménagé et outillé en vue de la fourniture du chauffage et de l'eau chaude", ont une valeur différente, dont il appartient au juge du fait, suivant les circonstances particulières à chaque cause, de déterminer l'importance. (cf. aussi arrêt de Paris du 26 mars 1941 et les conclusions de principe de l'Avocat général Gavalda).

La clause du bail, refusant toute réduction de loyer dans le cas où le fonctionnement du chauffage devrait être arrêté pour une cause quelconque, notamment par suite d'une réglementation administrative ou du manque de combustible, ne saurait être opposée au droit à réduction du locataire.

Les motifs, retenus par la jurisprudence, excluent, par contre, toute diminution de loyer dans le cas où il est établi que celui-ci n'a pas été calculé en fonction de l'existence d'une installation de chauffage central - par exemple

dans le cas où, à l'époque de la location, ce mode de chauffage n'était pas encore établi dans l'immeuble et si, après l'installation du chauffage central par le propriétaire, aucune majoration de loyer n'a été imposée au locataire (Trib. civ. Seine 3 juillet 1941).

De même, une clause d'irresponsabilité contractuelle pourrait être valablement opposée par le propriétaire à une demande de réduction pour défaut de chauffage s'il s'agit d'engagements de location postérieurs à la guerre, conclus à un moment où la non-possibilité d'utiliser les installations de chauffage central était normalement prévisible. (Trib. Seine 13/20 février 1941).

Les décisions rendues en matière de réduction de loyer pour non chauffage sont nombreuses.

La Revue des Loyers, dans son numéro d'octobre 1941, contient sur ce point un tableau comportant 67 espèces, du 21 novembre 1939 au 5 juillet 1941; les réductions accordées varient entre 10 et 33 %, la majorité de ces décisions adoptant le chiffre de 15 %. Le pourcentage moyen est de 19 1/2 à 20 %.

Mais il est fort important de remarquer que ces pourcentages ne se calculent pas toujours sur toute l'année de loyer; la plupart des décisions ne prononcent la réduction que pour la période d'hiver où le chauffage devait avoir lieu, c'est-à-dire 5 mois parfois, mais, en général, 6 mois, du 1^{er} octobre au 1^{er} avril. Lorsque les décisions n'indiquent pas de période, on peut se demander si, en l'absence de cette précision, on ne doit pas s'attacher au texte pur et simple du jugement et calculer le pourcentage sur toute l'année, ce qui fait évidemment une différence notable.

Par ailleurs, la question se pose aussi de savoir sur quel loyer doit porter la réduction: est-ce sur le loyer initial du bail ou sur le loyer réduit en vertu des lois exceptionnelles ?

La Revue des Loyers estime que la réduction pour non chauffage devrait porter seulement sur la partie non réduite du loyer; mais lorsque les décisions ne donnent aucune précision, visant simplement un pourcentage de réduction sur "le loyer", il paraît assez difficile de contester que le loyer prévu par le Juge est le loyer même porté au contrat. En tout cas, la Cour de Cassation ne s'est pas encore prononcée sur cette difficulté. Il y a intérêt dans les litiges soumis à justice à bien faire spécifier par le tribunal le loyer devant servir de base à la réduction.

Il est à noter que les décisions sus-indiquées paraissent avoir été rendues dans des litiges où le chauffage central était collectif. La même solution devrait-elle être suivie lorsqu'il s'agit d'un logement pourvu du système de chauffage central individuel, dont le fonctionnement incombe au locataire ?

Dans son Etude, publiée à la Gazette du Palais (1941.1-doct. p. 26), le Professeur Esmein considère qu'une réponse négative s'impose en pareil cas, les risques de non chauffage devant être assumés par le locataire, puisque le bailleur n'intervenait pas dans l'approvisionnement de combustible.

La question peut évidemment donner lieu à controverse; mais si on se réfère aux motifs qui ont été retenus par les tribunaux, il paraît logique d'admettre la réduction de loyer également dans le cas d'une installation individuelle de chauffage central, dès lors que, là aussi, le locataire est privé d'un élément de confort qui a été pris en considération pour la détermination de la valeur locative des lieux.

On ne saurait arguer de ce que, dans le cas d'une installation de chauffage individuel, la situation n'est pas la même que dans celle d'une installation collective, où le propriétaire distribue lui-même la chaleur à ses locataires. En effet, le chauffage proprement dit donne généralement lieu au paiement de frais de combustible et de chauffe, soit à forfait, soit au prix réel. De la sorte, puisque le locataire acquitte ainsi séparément le prix de revient de la chaleur, il faut admettre que l'élévation du prix du loyer correspond, en la circonstance, à l'existence même de l'installation de chauffage central et aux possibilités et avantages particuliers qu'elle est susceptible de procurer, et ceci que l'installation soit collective ou individuelle.

Dans les cas qui font l'objet de votre lettre, le fait que le chauffage central soit installé dans un logement donne lieu à des différences de location annuelle variables, ne tenant compte - est-il précisé - que de l'installation proprement dite, le chauffage des locaux étant facturé en sus (Instruction Générale Personnel N° 18 du 26 juin 1939, p. 2, note 3).

Dans ces conditions, il me paraît donc, aussi bien en droit qu'en équité, que la non-possibilité actuelle d'utilisation du chauffage central doive, même pour les installations individuelles, donner lieu à une réduction de redevance

4. cependant
T. 1. 1. 1. 1.
23 novembre 1941
Gaz. Trib. 8/10-3-42

ou de loyer - et ce, que les immeubles soient ou non situés sur le domaine public du chemin de fer. En la circonstance, la réduction se justifie, en effet, comme on l'a vu, par des raisons qui touchent à la réciprocité même des obligations en matière de convention synallagmatique, sans qu'il y ait à s'attacher au caractère de location ou concession d'occupation précaire, que peuvent présenter les contrats.

Ci-joint, en retour, les pièces communiquées.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Signé: Aurenge

Bonne & Luyers
Chauffage
(abonnement)

Trib. des. Seine (refers) } Non Duit
23 décembre 1941 } reduction

(Gaz. Palais 8 Mars 1942)

Chauffage individuel - Pas de réduction

SJ

N° 5767 F

Monsieur le Chef du Service de la Voie et
des Bâtiments de la Région SUD-EST
(Section Domaine)

A l'occasion d'une réclamation formulée par
un agent logé, tendant à obtenir une réduction de loyer
pour non-possibilité d'utiliser son installation de
chauffage central, vous avez bien voulu me demander,
par lettre VBd 595 du 4 décembre, si, en raison des
conditions spéciales de logement prévues par nos ins-
tructions, le personnel de la S.N.C.F. est fondé à
invoquer, à son profit, la législation de guerre sur les
loyers.

I.- Comme vous le savez, l'occupation par des agents
de locaux d'habitation, compris dans des immeubles
dépendant du domaine public, n'est pas régie par le
droit commun, en raison de ce que la domanialité publi-
que entache une telle occupation de précarité, incompati-
ble avec la notion même de bail.

Il s'ensuit qu'aucune des lois restrictives
en matière de loyer n'est applicable à ces logements
d'agents, même si les actes ^{emploient} improprement les mots
de bail, location et loyer.

Au surplus, même si l'immeuble habité par

Vu
Ly
19.12.41

un tracé pour

et un
bail
Sud-Est
19/12/41

Mlle Puvion
10/12/41
3/12/41

19/12/41

19/12

OBJET
du Rapport

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

RAPPORT *présenté à M. le Directeur*
du Réseau de

le 193

l'agent ne dépend pas du domaine public du Chemin de fer, il convient d'observer, comme le précise l'Instruction générale, Personnel, n°17, du 26 juin 1939, que "dans tous les cas où un logement est attribué à un agent de la S.N.C.F., ce logement constitue un "accessoire du contrat de louage de service dans le "sens de l'article 4, 4° de la loi du 1er avril 1926, "modifiée par celle du 29 juin 1929...".

Dans ces conditions, l'attribution d'un logement à un agent ne relève pas des dispositions du droit civil, applicables aux locations proprement dites. Mais il s'agit, selon l'expression de ROPERS (Tr. Baux, p.6), de "contrats mixtes où l'élément prédominant est manifestement le louage d'ouvrage". C'est en raison de ce caractère que les occupants de ces logements ne bénéficient pas de la prorogation de la loi d'avril 1926 et ROPERS déclare également que la même solution négative doit être admise pour les ~~locaux affectés à l'habitation~~ prix limites.-- Pour qu'il en soit ainsi, il faut, bien entendu, que la convention relative à l'occupation du local ne soit

OBJET
du Rapport

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

RAPPORT *présenté à M. le Directeur**du Réseau de**le* *193*

pas absolument distincte de celle concernant le contrat de travail, et il appartient à l'employeur d'apporter la preuve de l'indivisibilité du louage de travail et du louage de chose. La clause contenue à l'article 3 de l'Instruction Générale n° 17 montre bien l'intention de la S.N.C.F. de lier formellement ces deux éléments.

II.--En ce qui regarde le défaut de chauffage, la jurisprudence a admis le principe d'une réduction de loyer que le juge a le pouvoir d'accorder, tant, comme le dit la Cour de Cassation, en vertu des règles du droit commun que par application de l'article 28 du décret du 26 septembre 1939.

Pour la détermination de cette réduction, il est tenu compte des avantages de commodité et de confort, dont le locataire se trouve privé du fait des circonstances de force majeure actuelles -avantages en considération desquels le chiffre du loyer avait été fixé entre les parties.- Il est de toute évidence, déclare la Cour de Cassation (Chambre sociale) dans son arrêt du

10 octobre 1941, que deux locaux identiques, mais dont l'un seulement est "aménagé et outillé en vue de la fourniture du chauffage et de l'eau chaude", ont une valeur différente, dont il appartient au juge du fait, suivant les circonstances particulières à chaque cause, de déterminer l'importance. (-Cf. aussi arrêt de Paris du 26 mars 1941 et les conclusions de principe de l'Avocat général Gavalda).

La clause du bail, refusant toute réduction de loyer dans le cas où le fonctionnement du chauffage devrait être arrêté pour une cause quelconque, notamment par suite d'une réglementation administrative ou du manque de combustible, ne saurait être opposée au droit du ^{du} locataire, ~~à la réduction de loyer, en vertu du droit de commun~~
~~à la réduction de loyer, en vertu du droit de commun~~
~~à la réduction de loyer, en vertu du droit de commun~~
~~à la réduction de loyer, en vertu du droit de commun~~
~~à la réduction de loyer, en vertu du droit de commun~~

Les motifs, retenus par la jurisprudence, excluent, par contre, ~~l'existence~~ toute diminution de loyer dans le cas où il est établi que celui-ci n'a pas été calculé en fonction de l'existence d'une installation de chauffage central. - par exemple dans le cas où, à l'époque de la location, ce mode de chauffage n'était pas encore établi dans l'immeuble et si, après l'installation du chauffage central par le propriétaire, aucune majoration de loyer n'a été imposée au locataire (Trib. civ. Seine, 3 juillet 1941).

De même, une clause d'irresponsabilité contractuelle pourrait être valablement opposée par le propriétaire à une demande de réduction pour défaut de chauffage

OBJET
du Rapport

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

RAPPORT *présenté à M. le Directeur*

du Réseau de

s'il s'agissait d'engagements de location postérieurs
le 193...
à la guerre, conclus à un moment où la non possibilité
d'utiliser les installations de chauffage central était
normalement prévisible. (Trib. Seine 13/20 février
1941).

rendues
Les décisions, ~~excessives~~ en matière de réduction
de loyer pour non chauffage sont nombreuses.

La Revue des Loyers dans son numéro d'octobre
1941, contient sur ce point un tableau comportant 67
espèces, du 21 novembre 1939 au 5 juillet 1941; les
réductions accordées varient entre 10 et 33 %, la
majorité de ces décisions adoptant le chiffre de 15 %.
Le pourcentage moyen est de 19 1/2 à 20 %.

Mais il est ~~toujours~~ fort important de remarquer
que ces pourcentages ne se calculent pas toujours sur
toute l'année de loyer; la plupart des ~~xxx~~ décisions ne
prononcent la réduction que pour la période d'hiver
où le chauffage devait avoir lieu, c'est-à-dire 5 mois
parfois, mais, en général, 6 mois, du 1er octobre au
1er avril. Lorsque les décisions n'indiquent pas de
période, on peut se demander si, en l'absence de cette
précision, on ne doit pas s'attacher au texte pur
et simple du jugement et calculer le pourcentage sur

toute l'année, ce qui fait évidemment une différence notable.

Par ailleurs, la question se pose aussi de savoir sur quel loyer doit porter la réduction; est-ce sur le loyer initial du bail ou sur le loyer réduit en vertu des lois exceptionnelles?

La Revue des Loyers estime que la réduction pour non ~~de~~ chauffage devrait porter seulement sur la partie non réduite du loyer; mais lorsque les décisions ne donnent aucune précision, visant simplement un pourcentage de réduction sur "le loyer", il paraît assez difficile de contester que le loyer prévu par le Juge est le loyer ^{même} porté au contrat. En tout cas, la Cour de Cassation ne s'est pas encore prononcée sur cette difficulté. Il y a intérêt dans les litiges soumis à justice à bien faire spécifier par le tribunal le loyer devant servir de base à la réduction.

Il est à noter que les décisions sus-indiquées paraissent avoir été rendues dans des litiges où le chauffage central était collectif. La même solution devrait-elle être suivie lorsqu'il s'agit d'un logement pourvu du système de chauffage central individuel, dont le fonctionnement incombe au locataire?

~~xxxxxx~~ Dans son Etude, publiée à la Gazette du Palais (1941 -1-doctr, p.26), le Professeur ESMEIN considère qu'une réponse négative s'impose en pareil cas, les risques de non chauffage devant être assumés par le locataire, puisque le bailleur n'intervenait pas dans l'approvisionnement de combustible.

La question peut évidemment donner lieu à controverse; mais si on se réfère aux motifs qui ont été retenus par les tribunaux, il paraît logique d'admettre la réduction de loyer également dans le cas d'une installation individuelle de chauffage central, dès lors que, là aussi, le locataire est privé d'un élément de confort qui a été pris en considération pour la détermination de la valeur locative des lieux. [On ne saurait arguer de ce que, dans le cas d'une installation de chauffage individuel, la situation n'est pas la même que dans celle d'une installation collective, où le propriétaire distribue lui-même la chaleur à ses locataires.]

[En effet, le chauffage proprement dit, donne généralement lieu au paiement de frais de combustible et de chauffe, soit à forfait, soit au prix réel. De la sorte, puisque le locataire acquitte ainsi séparément le prix de revient de la chaleur, il faut admettre que l'élévation du prix du loyer correspond, en la circonstance, à l'existence même de l'installation de chauffage central et aux possibilités et avantages particuliers qu'elle est susceptible de procurer, et ceci que l'installation soit collective ou individuelle.]

Dans les cas qui font l'objet de votre lettre, le fait que le chauffage central soit installé dans un logement donne lieu à des différences de location annuelle variables, ^{ne} -est-il précisé- que ~~tenant compte de l'installation~~ proprement dite, le chauffage des locaux étant facturé en sus (Instruction Générale Personnel n°18 du 26 juin 1939, p.2, note 3).

OBJET
du Rapport

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

RAPPORT *présenté à M. le Directeur*

du Réseau de

le *193*

Dans ces conditions, il me paraît donc, aussi bien en droit qu'en équité, que la non possibilité actuelle d'utilisation du chauffage central doive, même pour les installations individuelles, donner ou de loyer, -et ce lieu à une réduction de redevance, que les immeubles soient ou non situés sur le domaine public du Chemin de fer. En la circonstance, la réduction se justifie, comme on en effet, l'a vu, par des raisons qui touchent, à la réciprocité même des obligations en matière de convention synallagmatique, sans qu'il y ait à s'attacher au caractère de location ou concession d'occupation précaire, que peuvent présenter les contrats.

Ci-joint, en retour, les pièces communiquées.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

S.N.C.F.

V.B. - S.E.

Section du Domaine

VBd.595

Location PUGNET

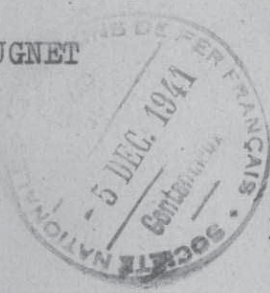
LYON

5 pièces

Paris, le

Décembre 1941.

- 4 DEC 1941



M. le Chef du Contentieux .

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous sommes saisis, par un de nos agents, d'une demande en réduction de loyer pour non utilisation de son chauffage central

Ainsi que vous le savez, les loyers des logements d'agents sont fixés par un barème ayant fait l'objet de l'Instruction Générale, série Personnel n° 18 du 16 Juin 1939 et dont les modalités prévoient un loyer majoré lorsque ces logements sont munis du chauffage central .

Etant donné que nos agents sont logés dans des conditions spéciales, il semble bien qu'ils ne peuvent invoquer à leur profit la législation de guerre sur les loyers .

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire savoir si la question de principe doit bien être ainsi résolue .

Ce premier point étant éclairci, il reste entendu que je ne serais pas opposé à ce que nos agents bénéficient des mêmes réductions que les locataires de droit commun, lorsqu'ils se trouvent dans une situation comparable .

A cet effet, je vous serais reconnaissant de vouloir bien me fournir quelques renseignements sur les tendances actuelles de la jurisprudence dans la question du chauffage central, étant précisé que le logement du demandeur est doté d'une installation individuelle .

P. LE CHEF DU SERVICE V. G.

Le Chef de la Division du Service Général

*M. Folhanier
Vice M. Lys
1-12-41*

gam

DU PALAIS

Judiciaire Quotidien

145 FR. — TROIS MOIS : 75 FR.

Années précédentes, 10 FR. ; Années antérieures 20 FR.

Boulevard du Palais, Paris (IV^e)

Responsable des manuscrits communiqués

Téléphone :
ODÉON 18-01

Chaque semestre, les six recueils mensuels réunis à la table semestrielle forment un volume d'environ quinze cents pages, in-4.

En outre, nous publions une *Table quinquennale* (2 volumes) qui est la fusion, avec classement méthodique, des dix dernières tables semestrielles, et dans laquelle les sommaires sont suivis des références aux grands recueils et journaux de jurisprudence.

Notre *Collection Economique*, comprenant les 20 volumes de *Jurisprudence* publiés de 1931 à 1940 inclus, et les 6 volumes des *trois tables quinquennales* (1920 à 1935), soit 26 volumes, est vendue au prix de 1.400 fr., payables par échéances trimestrielles.

applicables aux créances de l'Etat, des collectivités et établissements publics. En ce qui concerne ces créances, un décret pris sur les propositions des secrétaires d'Etat intéressés fixera les conditions dans lesquelles pourront être accomplis les actes d'exécution et engagées ou poursuivies les actions en justice.

Art. 4. — Pour la sauvegarde des droits qui ne pourraient être exercés en vertu des dispositions ci-dessus, tous délais sont prorogés et aucune forclusion ne peut être encourue.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

ARRETE DU 17 SEPTEMBRE 1941

instituant l'obligation pour tous les émetteurs et vendeurs de représentations de dixièmes de billets de la Loterie nationale, d'apposer sur ces coupures un timbre délivré par l'administration des finances.

(V. Journ. off. du 17 octobre 1941.)

Vu l'article 2 de la loi du 10 février 1936 ;

Vu les décrets des 8 août et 30 octobre 1935 et du 3 mars 1936 et les arrêtés des 13 mars 1940 et 6 juin 1941, relatifs à l'émission et à la vente des représentations de fractions de billets de la Loterie nationale ;

Vu le décret du 29 août 1939 instituant les certificats nominatifs émis en représentation de billets de la Loterie nationale,

Article premier. — Quiconque procédera à l'émission de représentations de dixièmes de billets de la Loterie nationale sera tenu d'apposer sur chacune desdites représentations, dès son émission, un timbre délivré par l'administration des finances, portant mention du numéro de la tranche, de celui du billet et de celui du dixième.

Quiconque procédera à la vente des représentations de dixièmes de billets de la Loterie nationale sera tenu de ne mettre en vente que des représentations revêtues préalablement, par leur émetteur, du timbre prévu au paragraphe précédent.

Art. 2. — Les timbres institués par l'article 1^{er} du présent arrêté seront remis, par feuilles de dix unités jointes aux billets correspondants et aux certificats nominatifs émis en représentation des billets correspondants, par le service de la Dette publique et les caisses publiques ci-après désignées :

Recette centrale des finances de la Seine ;
Paierie générale de la Seine ;
Recettes-perceptions de la Seine ;
Trésoreries générales, recettes des finances, recettes-perceptions et perceptions ;

Trésorerie générale, paieries principales et paieries de l'Algérie ;
Trésoreries générales de la Tunisie et, éventuellement, des colonies ;
Bureaux de poste.

Les billets, auxquels seront jointes les feuilles de timbres susvisés, ne pourront en aucun cas être vendus ; à cet effet, ils seront revêtus d'une mention spéciale stipulant qu'ils ne peuvent être présentés au remboursement, en cas de gain d'un lot, que par un émetteur de représentations de dixièmes de billets, porteur du récépissé de déclaration d'émission institué par l'article 3 du décret du 30 octobre 1935.

Les billets de la catégorie visée à l'alinéa qui précède ne pourront être restitués au Trésor, pour tout motif autre que le paiement des lots, que s'ils sont accompagnés des dix timbres correspondants à leur numéro.

la profession de Collin... un amoindrissement visuel de 2/10^{es} est insuffisant pour entraîner une diminution de capacité professionnelle, seule envisagée par le législateur » ;

Mais attendu que l'arrêt a retenu seulement ainsi la diminution de capacité que subira Collin dans son travail actuel de peintre en bâtiment ; qu'en déterminant le degré de l'incapacité de travail exclusivement d'après la profession qu'exerçait l'ouvrier lors de l'accident, et non d'après l'ensemble des facultés de travail qui lui restaient, l'arrêt attaqué a violé le texte de loi susvisé ;

Par ces motifs, — Casse...

MM. Henri Gazier, rapp. ; Rateau, av. gén. — Me Durnerin, av.

NOTE. — V. dans le même sens : Cass. civ. 2 mars 1921 (Gaz. Pal. 1921.2.44) et la note ; adde précisément dans le cas de diminution de l'acuité visuelle : Besançon 31 octobre 1930 (Gaz. Pal. 1930.2.709) et la note.

Cependant il faut tenir compte de la diminution de la capacité professionnelle si celle-ci est plus élevée eu égard à la profession exercée par la victime. V. Douai 11 février 1925 (Gaz. Pal. 1925.1.578).

COUR DE CASSATION (Ch. des requêtes).

1^{er} JUILLET 1941.

Présidence de M. Mazeaud.

PRISE A PARTIE. — CAUSES. — FAUTE LOURDE PROFESSIONNELLE (C. PR. CIV., ART. 505, LOI DU 7 FÉVRIER 1933). — ERREUR DE DROIT. — MAUVAIS VOULOIR OU NÉGLIGENCE (ABSENCE DE). — FAUTE PROFESSIONNELLE NON LOURDE.

Le juge de paix qui n'a pas ouvert l'enquête, en matière d'accident du travail, avant l'expiration du délai de prescription, a commis une faute professionnelle, mais les juges du fond ont pu ne pas qualifier de lourde une faute professionnelle imputable, non à son mauvais vouloir ou à sa négligence, mais essentiellement à une appréciation erronée des règles de la loi du 9 avril 1898.

Mathieu c. D...

Pourvoi en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Riom du 23 mars 1938.

Arrêt :

LA COUR, — Sur le 1^{er} moyen pris de la violation de l'art. 515 C. pr. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que la Cour de Riom, qui a statué sur une demande de prise à partie contre un juge de paix, était composée irrégulièrement comme comprenant un magistrat qui avait connu de l'affaire lorsque le 1^{er} président avait été saisi d'une requête tendant à autoriser la prise à partie ;

Mais attendu qu'il résulte des qualités et des termes de l'arrêt que le 1^{er} président de Riom, qui a rendu l'ordonnance sur la requête en autorisation de prise à partie, n'a pas participé à l'arrêt attaqué et que le moyen tiré de ce qu'un autre magistrat aurait connu de l'affaire...

présentation desdits récépissés et des pièces établissant leur identité.

Art. 4. — Sous réserve des poursuites qui pourront être exercées en vertu de l'article 405 du Code pénal, quiconque procédera à l'émission ou à la vente d'une représentation de fraction de billet de la Loterie nationale autre que le dixième de billet, à l'émission ou à la vente d'une représentation de dixième qui ne sera pas revêtue du timbre institué par l'article 1^{er} du présent arrêté, et à la vente d'un billet servant de couverture à l'émission de représentations de dixièmes, sera passible des peines portées à l'article 475 du Code pénal. Les auteurs de ces infractions seront poursuivis conformément à la loi du 20 mai 1863, modifiée par la loi du 23 juin 1921, sans application possible de l'article 463 du Code pénal.

Les infractions visées par le présent article entraîneront, en outre, pour leurs auteurs, le retrait d'office du récépissé de la déclaration préalable d'émission ou de vente et la fermeture de leur établissement.

Elles seront constatées par les agents énumérés au second alinéa de l'article 1^{er} du décret du 8 août 1935, complété par l'article 1^{er} du décret du 30 octobre 1935.

Art. 5. — Les dispositions du présent arrêté seront applicables aux billets et représentations de dixièmes de billets de la Loterie nationale de la 22^e tranche 1941 et des tranches suivantes.

Art. 6. — Le présent arrêté sera déposé au bureau chargé du contreseing pour être notifié à qui de droit.

ARRETE DU 3 OCTOBRE 1941

relatif à l'autorisation à contracter mariage pour les cadres des chantiers de la jeunesse.

(V. Journ. off. du 17 octobre 1941.)

Vu la loi du 14 septembre 1941 portant statut général des fonctionnaires civils de l'Etat et des établissements publics de l'Etat,

Article premier. — Les cadres des chantiers de la jeunesse désireux de contracter mariage devront obtenir au préalable l'autorisation du secrétaire d'Etat à l'Education nationale et à la Jeunesse.

Art. 2. — Le commissaire général des chantiers de la jeunesse est habilité à signer, par délégation du secrétaire d'Etat à l'Education nationale et à la Jeunesse, toute décision portant autorisation de contracter mariage pour l'ensemble des cadres placés sous son autorité.

COURS ET TRIBUNAUX

COUR DE CASSATION (Ch. civile).

16 JUILLET 1941.

Présidence de M. Le Grix.

RESPONSABILITE CIVILE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. — INDEMNITES. — RENTE. — TAUX D'INCAPACITE. — APPRECIATION EN FONCTION DE LA PROFESSION EXERCÉE (NON). — DIMINUTION DE LA CAPACITE GENERALE DE TRAVAIL.

Pour apprécier la réduction que l'accident a fait subir au salaire et calculer en conséquence le montant de la rente au cas d'incapacité partielle et permanente, le juge doit considérer, non pas seulement la diminution de la capacité professionnelle de l'ouvrier victime de l'accident, mais la diminution de sa capacité générale de travail.

Encourt donc la cassation l'arrêt qui refuse l'allocation d'une rente à un peintre en bâtiment à raison d'un amoindrissement visuel de 2/10^{es}, et ce en déterminant le degré de l'incapacité de travail exclusivement d'après la profession qu'exerçait la victime lors de l'accident, et non d'après l'ensemble des facultés de travail qui lui restaient.

Collin c. Lesellier et Caisse mutuelle des Agriculteurs de France.

Pourvoi en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Caen du 28 mai 1936.

Arrêt :

La Cour, — Vu l'art. 3 § 3 de la loi du 9 avril 1898 :

Attendu que pour apprécier la réduction que l'accident a fait subir au salaire, et calculer en conséquence le montant de la rente, au cas d'incapacité partielle et permanente, le juge doit considérer, non pas seulement la diminution de la capacité professionnelle de l'ouvrier victime de l'accident, mais la diminution de sa capacité générale de travail ;

Attendu cependant que pour refuser à Collin, victime d'un accident du travail au service de Lesellier, le droit aux indemnités légales, l'arrêt attaqué relève « qu'en fait et étant donné

que se trouvaient réduits les caractères de son travail, qu'il était blessé le 5 avril 1934, au cours d'une rixe pendant qu'il gardait un troupeau de moutons ; qu'après avoir renoncé à des actions en dommages-intérêts par lui intentées devant le Juge de paix et le Tribunal civil du Puy contre l'auteur des violences, il a souscrit, le 24 mars 1935, une déclaration d'accident du travail, laquelle est parvenue au Juge de paix de Pradelles, le 27 mars 1935 ; que ce magistrat a écrit le 29 mars au maire pour faire réclamer à Mathieu un certificat médical et des renseignements divers, notamment le nom et l'adresse de ses employeurs ; que le 7 ou 8 avril 1935, au moment de la réception de ces documents par le juge, la prescription de l'action fondée sur la loi de 1898 était acquise ;

Attendu que la Cour d'appel a relevé, à bon droit, la faute professionnelle commise par le Juge de paix en n'ouvrant pas l'enquête avant l'expiration du délai de prescription, mais qu'elle a pu ne pas qualifier de lourde une faute professionnelle imputable non à son mauvais vouloir ou à sa négligence, mais essentiellement à une appréciation erronée des règles de la loi du 9 avril 1898 lui ayant fait croire, d'une part, que la blessure reçue au cours d'une rixe, ayant donné lieu déjà à une poursuite devant lui en simple police, puis devant le tribunal civil, ne permettait pas l'application de la loi de 1898 ; d'autre part, que, pour pouvoir procéder à une enquête, la victime devait fournir un certificat médical et le nom des employeurs, pièces qu'elle n'a d'ailleurs produites que tardivement ; — D'où il suit que le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs, — Rejette.

MM. L. Castets, rapp. ; Carrive, av. gén. — M^e Landouzy, av.

NOTE. — La loi du 7 février 1933 sur les garanties de la liberté individuelle a modifié l'art. 505 C. pr. civ., en ajoutant à la 1^{re} catégorie des causes de prise à partie (dol, fraude, concussion) la « faute lourde professionnelle ». Cette même loi a ajouté une disposition qui rend l'Etat « civilement responsable des condamnations en dommages-intérêts qui seront prononcées à raison de ces faits contre les magistrats, sauf son recours contre ces derniers ». V. le commentaire de cette disposition nouvelle, par Georges Leloir, au Rec. D. 1933.4.76, 2^e colonne.

L'arrêt rapporté précise que la faute professionnelle lourde est celle qui résulte non pas d'une appréciation erronée d'une règle de droit, mais du « mauvais vouloir ou de la négligence » du magistrat. L'erreur de droit peut donc constituer une faute professionnelle, mais non une faute lourde.

COUR DE CASSATION (Ch. sociale).

10 OCTOBRE 1941.

Présidence de M. Fleys.

BAIL. — GUERE DE 1939. — DÉCRET DU 26 SEPTEMBRE 1939. — PRESTATIONS EN NATURE. — DÉFAUT DE CHAUFFAGE. — FORCE MAJEURE. — HIVER 1940-1941. — ART. 28 DU DÉCRET. — RÉDUCTION DE LOYER. — CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ INSCRITE DANS LE BAIL. — CLAUSE INOPÉRANTE.

Les limitations apportées par le décret du 1^{er} avril 1940 et l'arrêt du préfet de la Seine au fonctionnement des chauffages centraux collectifs d'immeubles comme à la distribution de l'eau chaude et l'impossibilité dans laquelle le bailleur s'est trouvé, pendant l'hiver 1940-1941, de se procurer du combustible en quantité suffisante, ont donné à la suspension des prestations dont s'agit un caractère indiscutable de force majeure exonérant le bailleur, aux termes de l'art. 1148 C. civ., de tout paiement de dommages-intérêts.

Mais l'art. 28 du décret du 26 septembre 1939, lequel n'a été abrogé ni expressément, ni tacitement par le décret du 1^{er} avril 1940, reconnaît et consacre le pouvoir, que le juge tient d'ailleurs des principes mêmes du droit commun, de réduire le loyer dans la mesure où celui-ci correspond aux avantages de commodité et de confort que le locataire eût tirés de l'exécution par le bailleur de ses obligations ; la circonstance que le défaut de fourniture des prestations est dû à un cas de force majeure n'est pas de nature à priver le locataire de ce droit à réduction, celle-ci n'étant que la conséquence nécessaire de l'inexécution partielle de l'engagement pris par le bailleur de procurer au locataire la jouissance en considération de laquelle le chiffre du loyer a été fixé.

Il est d'ailleurs de toute évidence que deux locaux identiques, mais dont l'un seulement est aménagé et outillé en vue de la fourniture par le bailleur du chauffage et de l'eau chaude, ont une valeur locative différente, dont il appartient au juge du fait de déterminer l'importance suivant les circonstances particulières à chaque cause.

Aux termes de l'art. 27 du décret du 26 septembre 1939, les dispositions de ce texte de loi sont d'ordre public et les conventions antérieurement faites ne restent applicables que

dans la mesure où elles ne sont pas contraires à ses prescriptions.

Par suite, la clause du bail excluant toute réduction de loyer dans le cas où le fonctionnement du chauffage devrait être arrêté pour une cause quelconque, notamment par suite d'une réglementation administrative ou du manque de combustible, ne saurait être opposée au droit que le locataire tient de l'art. 28 dudit décret.

Régie immobilière de la Ville de Paris c. Haas.

Pourvoi en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 26 mars 1941 (rapporté Gaz. Pal. 1941.1.242).

Arrêt :

LA COUR. — Sur le moyen unique, pris de la violation des art. 1134, 1142, 1148 et 1722 C. civ., 28 du décret du 26 septembre 1939, du décret du 1^{er} avril 1940, de l'arrêté du préfet de la Seine du 18 octobre 1940, et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que, d'après le pourvoi, l'arrêt attaqué aurait à tort réduit le loyer payé par Haas à la Régie immobilière de la Ville de Paris de 15 % du 15 octobre au 30 novembre 1940 et de 8 % à partir de cette dernière date, pendant le temps stipulé au bail pour le chauffage des locaux, ce à raison de la suppression totale puis partielle de ladite prestation au cours de ces périodes, et, en outre, de 5 % à raison de la suppression complète du service d'eau chaude ; que le pourvoi fait grief à l'arrêt d'en avoir ainsi décidé alors que, d'une part, la suspension du chauffage était exclusivement due au manque de combustible et aux prescriptions du décret du 1^{er} avril 1940 et de l'arrêté du préfet de la Seine du 18 octobre suivant, lesquels confèrent d'ailleurs aux limitations imposées un caractère de force majeure exonérant le bailleur de toute responsabilité, et alors que, d'autre part, une clause du bail stipule expressément que la Régie immobilière ne sera tenue à aucune réduction de loyer dans le cas où le fonctionnement du chauffage devrait être arrêté pour une cause quelconque, notamment par suite d'une réglementation administrative ou du manque de combustible ;

Sur la 1^{re} branche du moyen :

Attendu que, si les limitations apportées par les textes précités au fonctionnement des chauffages centraux collectifs d'immeubles comme à la distribution de l'eau chaude et l'impossibilité dans laquelle la Société bailleuse s'est trouvée, pendant l'hiver 1940-1941, de se procurer du combustible en quantité suffisante, ont donné à la suspension des prestations dont s'agit un caractère indiscutable de force majeure exonérant ladite Société, aux termes de l'art. 1148 C. civ., de tout paiement de dommages-intérêts, l'art. 28 du décret du 26 septembre 1939, lequel n'a été abrogé ni expressément ni tacitement par le décret du 1^{er} avril 1940, reconnaît et consacre le pouvoir, que le juge tient d'ailleurs des principes mêmes du droit commun, de réduire le loyer dans la mesure où celui-ci correspond aux avantages de commodité et de confort que le locataire eût tiré de l'exécution par le bailleur de ses obligations ; que la circonstance que le défaut de fourniture des prestations est dû à un cas de force majeure n'est pas de nature à priver le locataire de ce droit à réduction, celle-ci n'étant que la conséquence nécessaire de l'inexécution partielle de l'engagement pris par le bailleur de procurer au locataire la jouissance en considération de laquelle le chiffre du loyer a été fixé ;

Et attendu, d'ailleurs, qu'il est de toute évidence que deux locaux identiques, mais dont l'un seulement est aménagé et outillé en vue de la fourniture par le bailleur du chauffage et de l'eau chaude, ont une valeur locative différente dont il appartient au juge du fait, suivant les circonstances particulières à chaque cause, de déterminer l'importance ;

Sur la 2^e branche :

Attendu qu'aux termes de l'art. 27 du décret du 26 septembre 1939, les dispositions de ce texte de loi sont d'ordre public ; que les conventions antérieurement faites ne restent applicables que dans la mesure où elles ne sont pas contraires à ses prescriptions ; que, par suite, la clause du bail litigieux invoquée en la cause par la demanderesse au pourvoi ne saurait être opposée au droit que le locataire tient de l'art. 28 dudit décret ; que cette considération dispense de rechercher si, d'ailleurs, et comme l'observe l'arrêt attaqué, la clause du bail déchargeant la Régie immobilière des conséquences de l'arrêt du chauffage, n'envisage pas seulement une suspension momentanée dudit chauffage dans des conditions totalement différentes des circonstances exceptionnelles résultant de l'état de guerre, lesquelles sont demeurées en dehors des prévisions des parties ; — D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

Par ces motifs, — Rejette...

MM. Laronze, rapp. ; Fontaine, av. gén. — M^e de Ségogne, av.

NOTE. — La Cour de cassation consacre pour la 1^{re} fois par

Considérant que le premier assureur, auquel incombent la liquidation et le règlement financier, est aussi celui qui reste tenu d'assurer la sécurité absolue de la rente qu'il est tenu de payer ; qu'en réglant le sinistre, non plus sur les bases de la loi du 9 avril 1898 mais sur les bases nouvelles de la loi du 1^{er} juillet 1938, ce premier assureur consent une avance récupérable en ce qui a trait à la portion du risque qu'il n'a point assumée à l'origine ; que, contrainte d'immobiliser un capital garantissant le service de la rente et d'assurer la suffisance de ses réserves mathématiques, la Cie La Préservatrice ne peut être tenue en outre d'immobiliser un capital supplémentaire pour la partie d'une rente qui ne lui incombe pas ; qu'enfin, l'art. 25 de la loi du 1^{er} juillet 1938, modifiant l'art. 28 de la loi de 1898, pose un principe nouveau, à savoir que l'employeur non assuré est tenu de verser le capital représentatif de la rente allouée à son ouvrier victime d'un accident du travail à la Caisse Nationale des Retraites, et qu'il ne peut être dispensé de ce versement obligatoire qu'à titre exceptionnel et en remplissant les conditions exigées par l'alinéa 2 de cet article ;

Considérant qu'en application des articles de loi susvisés et des principes qu'ils consacrent, la Sté des Tréfileries et Laminiers du Havre est tenue de verser dans les réserves mathématiques de la Cie d'assurances La Préservatrice, le capital représentant le supplément de la rente ;

Par ces motifs, et ceux des 1^{ers} juges : — Dit que Tavernier a droit à l'allocation d'une rente annuelle et viagère de 1.240 fr. 50, à compter du 30 mai 1939 ; — Donne acte à la Sté Les Tréfileries et Laminiers du Havre de ce qu'elle déclare reconnaître que la part lui incombant dans cette rente est de 418 fr. 69 ; — Dit que la Cie La Préservatrice est en droit d'exiger le remboursement immédiat du capital constitutif de cette rente de 418 fr. 69 ; — Confirme en conséquence le jugement entrepris ; — Condamne la Sté Les Tréfileries et Laminiers du Havre à l'amende et aux dépens d'appel.

M. Flach, av. gén. — M^{es} Marizis et Peytel, av.

NOTE. — La loi du 1^{er} juillet 1938 (Gaz. Pal. 1938.2.1056) a sensiblement élevé le taux des indemnités forfaitaires prévues en faveur des victimes d'accidents du travail. Les employeurs déjà assurés et qui n'ont pas voulu souscrire un avenant pour couvrir l'augmentation du risque, ont pu demeurer leur propre assureur pour le supplément de rente dû en vertu de la loi nouvelle ; mais, dans ce cas, et pour éviter que cette situation ne préjudicie à la victime, l'art. 29 nouveau décide que l'assureur sera seul chargé de la liquidation et du règlement financier des indemnités totales dues aux victimes, sauf pour lui à se faire rembourser la partie de l'indemnité et des dépenses non prévue par son contrat et dont il justifiera avoir fait l'avance.

L'assuré n'est donc tenu que de rembourser à l'assureur les dépenses que celui-ci a faites pour son compte. L'assureur fait-il une dépense récupérable sur l'assuré en versant dans ses réserves mathématiques un capital correspondant à la part de rente incombant à l'employeur. L'arrêt ci-dessus admet l'affirmative : il faut reconnaître qu'en virant une somme dans ses réserves mathématiques, une Compagnie d'assurances rend cette somme tout aussi indisponible que si elle l'avait versée à la Caisse des Retraites, encore qu'il n'ait pas dépensé à proprement parler.

TRIBUNAL CIVIL DE BORDEAUX (4^e Ch.).

7 OCTOBRE 1941.

Présidence de M. Pierre Charrier.

BAIL. — GUERRE DE 1939. — DÉCRET DU 26 SEPTEMBRE 1939. — LOCAUX AUXQUELS IL S'APPLIQUE. — AGENCE DE PUBLICITÉ. — LOCATION D'UN TOIT. — ENSEIGNES PUBLICITAIRES. — DÉPÔT ANNEXE DU COMMERCE. — LOCAUX LOUÉS A USAGE COMMERCIAL. — RÉDUCTION. — DIMINUTION DES RESSOURCES. — SOCIÉTÉ A SUCCURSALES MULTIPLES. — ENSEMBLE DES RESSOURCES.

L'enseigne publicitaire, placée sur un toit, comporte un dispositif qui transforme ce toit en un dépôt annexe du commerce d'affichage ; par suite, l'agence de publicité, locataire du toit, est fondée à invoquer le décret du 26 septembre 1939 pour demander la réduction du loyer qu'elle paie au propriétaire de l'immeuble.

Et si cette agence est une société à succursales multiples, il faut rechercher si l'ensemble de ses ressources a diminué de façon notable et ne pas envisager seulement les résultats financiers de la succursale qui demande la réduction de son loyer.

Sté européenne de Publicité c. Freymann.

SJ: 5767 F

M - le Chef du Service
de la Voie et de Bâtiments
de la Région Sud-Est
(Section du Domaine)

A l'occasion d'une réclamation
formulée par un agent logé, tendant à une
réduction de loyer pour non possibilité d'utiliser
son installation de chauffage central, vous avez
bien voulu me demander, par votre lettre
VB d 595 du 4 décembre, si, en raison des conditions
spéciales de logement, le personnel ne peut
invoker, à son profit, la législation de guerre sur les
loyers.

+
Comme le camp
j'ai l'honneur de vous faire connaître
~~que les réseaux et la S.N.C.F. ont toujours~~
~~soutenu que l'occupation par des agents de~~
~~locaux d'habitation appartenant au Etat~~
~~de fer n'est pas régie par le droit commun~~
en raison de ce que la notion de domanialité

+
[Il y a bien ce
distinction suivant
que l'immobilier
appartient ou non
au domaine public du dom
de Ch. d Y.

I - Immobilier
dépendant du domaine
public.

publique ~~entraîne~~ cette occupation de précarité.
~~puisque incompatible avec la notion de bail~~
 Sans doute, l'Instruction Générale n° 17, du
 26 Juin 1939, relative aux conditions de mise
 à la disposition du personnel de logement
 appartenant à la S.N.C.F. se réfère-t-elle à la
 loi de 1er Avril 1926 et 29 Juin 1929 réglant, en
 droit commun, les rapports entre bailleurs et
 locataires des locaux à usage d'habitation.

Cette Instruction précise, en effet, que " dans
 " tous les cas où un logement est attribué à un
 " agent de la S.N.C.F., le logement constitue un
 " accessoire du contrat de louage de service dans le
 " sens de l'article 4 § 4 de la loi de 1er Avril 1926
 " et 29 Juin 1929... "

Mais, d'une part, cette référence ne saurait
 faire obstacle au caractère d'ordre public, qui
 s'attache aux règles de la domanialité publique,
 si celles-ci étaient judiciairement reconnues
 applicables au cas envisagé et, d'autre part, les
 agents ne sauraient invoquer le bénéfice de
 la limitation légale de loyer instituée par la loi
 sus-visée puisque, précisément, celle-ci
 exclut les mesures restrictives qu'elle prévoit
 les locaux d'habitation qui sont l'accessoire
 d'un contrat de louage de service.

Il convient d'observer, d'ailleurs, que la

+
 I. Il s'agit
 d'aucune des
 lois ~~en~~
~~proposées~~
 relatives à la
 matière
 des loyers
 de locaux
 affectés à des
 occupations
 d'agents, même
 si les actes
 impliquent un fait
 de droit de bail
 et loyer.
 II. Il s'agit
 d'agents des
 domaines publics
 L'Instruction
 Générale, Personnels
 n° 17
 Au surplus, même si
 l'agent ne dépend
 du domaine public
 il convient d'observer
 comme le précise l'IS-69
 n° 17 que

limitation de prix de loyer / Ordonnée par la loi
du 1^{er} Avril 1926 et 29 Juin 1929 n'est appli-
cable qu'aux immeubles construits antérieu-
rement au 1^{er} Août 1914 et dans certaines
conditions qui sont définies à l'article 1^{er} des
lois.

Les agents ne pourraient tirer argument
de cette référence à une disposition de droit
commun que si une mesure légale prévoyait
une limitation du prix de loyer même applicable
aux locaux accorés du contrat de travail.
Encore serait-il possible, pour la S.N.C.F., dans
cette hypothèse, d'opposer l'exception tirée de la
domanialité publique, exception d'ailleurs prévue
à l'instruction Générale n° 17.

En ce qui concerne la réduction de
loyer pour défaut de chauffage, la situation
juridique d'un locataire est la suivante:

Selon les règles du droit commun
(art. 1723 du Code Civil) il est interdit au
propriétaire pendant la durée du bail, de changer
la forme de la chose louée. Les termes de cet
article étant pris dans un sens très général, le
propriétaire ne pourrait d'innover d'une
manière quelconque les avantages et commodités
de la maison et de ses accessoires, même en

Locataire qui répare le
défaut de chauffage, la
jurisprudence a
admis le principe de
la réduction de son loyer.

indemniser le locataire, si celui-ci n'y consentait pas.

Mais, du fait de la guerre, est intervenu un décret, en date du 26 Septembre 1939, dont l'article 28 ~~reconnait et consacre~~ le pouvoir ^{que le} ~~de~~ ^{de} réduire le loyer dans la mesure où celui-ci correspond aux ^{se commodités et de confort} avantages que le locataire eut tirés de l'exécution par le bailleur de ses obligations.

~~Cependant, par la suite~~
La circonstance que le défaut de fourniture des prestations est dû à un cas de force majeure n'est pas de nature à priver le locataire de ce droit à réduction, celle-ci n'étant que la conséquence nécessaire de l'inexécution partielle de l'engagement pris par le bailleur de procurer au locataire la jouissance en considération de laquelle le chiffre du loyer a été fixé.

Ainsi en a-t-il été décidé par un arrêt de la Cour de Cassation (Ch. Sociale) du 10 Octobre 1941 ~~confirmant~~ rejetant un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Paris du 26 Mars 1941 - et cela, alors même que l'acte de location contenait une clause de non responsabilité du bailleur, en cas de non chauffage.

(cf. T^h Unit Seine 13 et 20 Février 1941 :)

^{Mais s'il s'agit}
~~S'agissant~~ d'engagements de location postérieurs à la guerre, le non chauffage étant prévisible,

Il
tient d'ailleurs des
principes mêmes du
droit commun

†
(d. p. du
1^{er} Avril 1940)

la clause d'irresponsabilité peut valablement être opposée au locataire (cf. Trib. Seine 13-20 jan. 1941)

Il a été, ~~la suite~~, jugé que la suppression du chauffage ne justifiait une réduction du loyer principal que dans la mesure où le locataire se trouvait privé d'un confort en considération duquel son loyer avait été fixé. (T^{re} Civ. de la Seine 3 Juillet 1941; cf. Paris 26 Mars 1941 précité)

En vertu de cette jurisprudence, des diminutions ont été accordées par les Tribunaux. Leur taux varie, suivant les espèces (15 à 30%) (voir tableau à la Revue de Loyer - Meunier - Octobre 1941).

Enfin, il convient de remarquer que les décisions sus-indiquées ont été rendues dans des affaires où il s'agissait de non usage d'installation de chauffage central collectif.

Malgré il paraît logique que la notion de préjudice résultant de la privation d'un confort fonction du prix du loyer, puisse jouer en faveur du locataire, dans le cas d'une installation individuelle, ~~et les tribunaux qui en~~

J'espère qu'il a fait l'objet de votre lettre, le seul fait que le chauffage central soit installé dans le logement - qu'il soit individuel ou collectif - donne lieu à des différences de loyer de location annuelle variant de 250 à 500

+
d'admettre la
réduction de loyer
également dans le cas
d'une installation
individuelle de chauffage
central. En effet le
locataire est effectivement
privé d'un certain
de confort dont il a eu
évidemment le compte
de la détermination de
la valeur locative, ce ne saurait

- 6 -

suivant l'importance de cette dernière.
Les chiffres résultent du barème figurant à
l'instruction générale n° 18 où il est bien spécifié
que le loyer majoré ne tient compte que de
l'installation proprement dite, le chauffage des locaux
étant facturé en sus.

Dans ces conditions, en admettant
même que l'on puisse se prévaloir de l'exception
tirée de la domanialité publique pour écarter
l'application du décret-loi du 26 Septembre 1939, il
n'en reste pas moins vrai que la privation de
l'élément confort, prévu au contrat "d'habitat",
le logement, dans le barème.

Il serait donc équitable d'en tenir compte
pour le paiement de redevances qui y sont prévues.

Ci-joint, en retour, les pièces communiquées.

Le Chef Du Contentieux :

Paris,

6 Décembre 0

hi- Leprie
S.J.

5083 Leg

Monsieur JOUFFROY

Chef des Services Administratifs de la Région de l'EST.

Vous avez bien voulu demander à M. de CAQUERAY, Chef-Adjoint de mon Service, si une disposition légale quelconque s'oppose actuellement à ce que des augmentations de redevances soient imposées aux agents logés dans des immeubles dépendant du domaine public de la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il n'existe aucun texte légal ou réglementaire prohibant ces augmentations.

Tout d'abord, les Réseaux et la S.N.C.F. ont toujours soutenu que l'occupation par des agents de locaux d'habitation appartenant au Chemin de fer n'était pas régie par le droit commun en raison de ce que la notion de domanialité publique entachait cette occupation de précarité.

Sans doute, l'Instruction Générale N°17, du 26 juin 1939 que vous m'avez communiquée et qui est relative aux conditions de mise à la disposition du personnel de logements appartenant à la S.N.C.F., se réfère-t-elle à la loi des 1er avril 1926 et 29 juin 1929 réglant, en droit commun, les rapports entre bailleurs et locataires des locaux à usage d'habitation. Cette Instruction précise, en effet, que "dans tous les cas où un logement est attribué à un agent de la S.N.C.F. ce logement constitue un accessoire du contrat de louage de services

" dans le sens de l'article 4 § 4 des lois des 1er avril 1926
" et 29 juin 1929..."

Mais, d'une part, cette référence ne saurait faire obstacle au caractère d'ordre public, qui s'attache aux règles de la domanialité publique, si celles-ci étaient judiciairement reconnues applicables au cas envisagé et, d'autre part, les agents ne sauraient invoquer le bénéfice de la limitation légale des loyers instituée par les lois sus-visées puisque, précisément, celles-ci excluent des mesures restrictives qu'elles prévoient les locaux d'habitation qui sont l'accessoire d'un contrat de louage de services. Il convient d'observer, d'ailleurs, que la limitation des prix des loyers édictée par les lois des 1er avril 1926 et 29 juin 1929 n'est applicable qu'aux immeubles construits antérieurement au 1er août 1914 et dans certaines conditions qui sont définies à l'article 1er de ces lois.

Les agents ne pourraient tirer argument de cette référence à une disposition de droit commun que si une mesure légale nouvelle prévoyait une limitation du prix des loyers même applicable aux locaux accessoires du contrat de travail. Encore serait-il possible, pour la S.N.C.F., dans cette hypothèse, d'opposer l'exception tirée de la domanialité publique, exception d'ailleurs prévue à l'Instruction Générale n°17.

Enfin, je vous signale que sous le régime de droit commun il n'existe pas, actuellement, d'autres textes prévoyant des limitations du prix des loyers d'habitation que les lois des 1er avril 1926 et 29 juin 1929 sus-visées. Il faut noter, au surplus, que les majorations annuelles de 10 % prévues à l'article 10, premier alinéa, des lois ci-dessus, comme devant être appliquées aux locataires bénéficiaires d'une prorogation, le 1er juillet 1939 et le 1er juillet 1940, ont été "supprimées jusqu'au 1er janvier 1941" par la loi du 27 avril 1940.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurengé

LES DROITS DES LOCATAIRES

La réduction de loyer pour non-chauffage

Les premiers grands froids rappellent à l'actualité l'irritante question du chauffage des appartements « à confort moderne » dans lesquels les locataires battent la semelle devant des radiateurs gelés.

Il nous semble donc utile de préciser — répondant ainsi aux demandes de nombreux lecteurs — quels sont exactement les droits des locataires et les devoirs des propriétaires d'appartements comportant le chauffage central.

Si nous étions en période normale, le problème serait des plus simples. L'article 1723 du Code civil interdit, en effet, au propriétaire, pendant la durée du bail, de changer la forme de la chose louée. Les termes de cet article étant pris dans un sens très général, le propriétaire ne pourrait diminuer d'une manière quelconque les avantages et commodités de la maison et des accessoires, même en indemnisant le locataire, si celui-ci n'y consentait pas.

Malheureusement, nous ne sommes pas en période normale. L'article 28 du décret-loi du 26 septembre 1939, permet au juge de dispenser les propriétaires des prestations chauffage et d'accorder aux locataires des réductions de loyer.

Cependant, il est des cas où les propriétaires sont tenus de chauffer sans pouvoir se réclamer de l'article 28. C'est notamment lorsqu'ils se sont fait remettre les cartes de charbon de leurs locataires ou lorsqu'il existe dans les caves de l'immeuble une provision de combustible.

Le propriétaire qui, possédant du charbon pour les besoins de l'im-

meuble, ou les moyens de s'en procurer, emploierait ce combustible pour ses besoins personnels, s'exposerait à être condamné à des dommages-intérêts.

En ce qui concerne les réductions de loyer pour défaut de chauffage, de nombreux jugements ont été rendus. La question demeurant controversée, nous nous en tiendrons à des généralités.

Deux arrêts nous semblent pourtant mériter de retenir l'attention. Le premier, du 12 novembre 1940, de la Cour d'appel de Paris, considère le local non chauffé comme ayant subi une dépréciation du

fait d'une réelle privation de jouissance ; cette dépréciation doit être partagée entre le bailleur et le preneur. Si la dépréciation est estimée à 50 0/0 du loyer, le locataire bénéficie d'une réduction de 25 0/0 pour la période du 1^{er} octobre au 31 mars.

Le second arrêt dispense le bailleur de sa prestation mais n'accorde aucune réduction de loyer. Il exonère seulement le locataire du paiement de cette prestation qu'il ne reçoit pas.

Les pourcentages des réductions accordées par les tribunaux sont très différents. Au tribunal civil de la Seine, ils sont de 20 à 30 0/0, dans certaines justices de paix, ils descendent jusqu'à 15 0/0, dans d'autres ils atteignent 50 0/0. De la confrontation de ces jugements, il ressort que plus le loyer annuel du locataire est faible, moins il est réduit. Les juges ne font pas de différence entre les immeubles pourvus de cheminées et ceux qui en sont dépourvus.

Dans le numéro d'octobre de la *Revue des Loyers*, il est indiqué que la moyenne du pourcentage de réduction accordée par les tribunaux s'établit autour de 20 0/0 du principal du loyer d'hiver en ce qui concerne le non-chauffage et à 5 0/0 sur le principal du loyer annuel pour non-fourniture de l'eau chaude.

Les locataires privés du chauffage central sont donc en droit de réclamer à leur propriétaire une réduction de loyer. La Cour de cassation, dans un arrêt du 10 octobre 1941, a jugé que la clause de non-responsabilité contenue dans le bail ne pouvait leur être opposée.

Adrien LANGUMIER.

S. J

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS
SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

Bureau **CA²**

N° _____

Réseau : *P. L. M.*

Date de l'entrée : _____

Correspondants :

M _____ *Avoué.*

M _____ *Avocat.*

Tribunal

Consultation

NOMS DES PARTIES

OBJET DU LITIGE

*Transit
des Colis postaux
à
Marseille*

ANNÉE

MOIS

DATES

INSTRUCTION ET SUITE DE L'AFFAIRE

LT

13 Novembre

6

Transit des colis
postaux à Marseille.

LE CHEF DU CONTENTIEUX COMMUN

à Monsieur l'Ingénieur en Chef de l'Exploitation
de la Compagnie P.L.M.

(Services Automobiles - M.08.393)

Par votre note du 4 courant, vous avez bien voulu m'entretenir de votre projet de réorganisation du service de transit des colis postaux à Marseille, et vous m'avez demandé mon avis sur la possibilité de formaliser les accords intervenus à cet égard entre votre Service et l'Entreprise DUMAINE dans un avenant au traité de factage et de camionnage, passé avec cette entreprise, le 30 Juillet 1935, cet avenant étant communiqué au Ministre des Travaux Publics comme l'a été le traité lui-même.

La difficulté sur laquelle vous avez fait appeler mon attention verbalement est évidemment sérieuse; mais, je ne crois pas que nous courions le risque de voir élever un grief sans réplique, en usant de la voie que

vous envisagez. En tous cas, il me paraît que si sur votre communication, aucune objection n'est formulée, vous pourrez vous considérer comme couvert, étant donné surtout, que vous aurez pris le soin de fournir des explications au sujet de cet avenant, notamment sur les économies qu'il vous permettra de réaliser.

Il apparaît d'ailleurs tout à fait normal qu'ayant devant vous une entreprise dont le personnel assure déjà la manutention de certaines catégories de colis en nombre considérable, vous ayez songé à faire assurer par ce même personnel bien entraîné à sa tâche la manutention d'autres colis qui, du strict point de vue matériel ne diffèrent des premiers que par le lieu de leur destination ?

Bien entendu, il conviendrait en régularisant l'avenant projeté, de prendre des précautions au regard de la maison DUMAINE. Un échange de lettres spécifiant que l'avenant serait résilié de plein droit sans indemnité de part ni d'autre, au cas où l'Autorité Supérieure s'opposerait à son maintien, serait, à mon avis, indiqué.

Ligne Aurange

AP

arrivé de la main à la main. L. 4 nov.

CHEMINS DE FER

PARIS A LYON

ET AL

MÉDITERRANÉE

EXPLOITATION

SERVICES

AUTOMOBILES

M. 08.393

30

OBJET :

Transit des colis
postaux à
Marseille

P.-L.-M. - MOD. 514-E

Note

adressée à Monsieur le Chef
du Contentieux Commun des Réseaux

45, Rue Saint-Lazare, 45 - PARIS

PARIS le 4 NOV 1936

19

M. DUMAINE, notre Correspondant de Marseille est concessionnaire :

- d'une part, du service de factage et de camionnage à Marseille ;
- d'autre part, du service de transit des colis postaux entre la gare de Marseille-Joliette et les Compagnies de Navigation Maritime.

Ces deux concessions font l'objet de traités distincts :

- Traité de factage et de camionnage. - Ce traité, dont ci-joint un exemplaire, a été communiqué au Ministre. Il est conçu dans la forme habituelle de nos traités de factage et de camionnage. L'article 6 spécifie notamment que les prix à percevoir directement du public par le Correspondant sont fixés ou approuvés par l'Administration Supérieure. Par contre, en ce qui concerne les rémunérations allouées par le Réseau pour certains colis (1), il est stipulé qu'elles sont arrêtées d'un commun accord, entre le Réseau et l'Entrepreneur, par simple échange de lettres.

- Traité applicable au transit. - Ce traité, signé en 1929, n'a pas été communiqué au Ministre. C'est un traité de location aux termes duquel l'Entrepreneur nous fournit le matériel nécessaire, avec le personnel de conduite, moyennant une redevance calculée à la journée-voiture. Le Réseau est chargé de fournir le personnel de manutention et d'accompagnement.

Réorganisation du service de transit des colis postaux. - Nous avons

envisagé une réorganisation de ce service, dans le but de comprimer les dépenses globales qui se sont élevées à plus de 850.000 francs en 1935 (2).

L'Entrepreneur sera chargé de fournir, non seulement le matériel et le

(1) - Petits colis, colis agricoles, colis postaux, etc... dont la taxe de livraison à domicile est comprise dans le prix de transport.

(2) - Ce chiffre comprend les dépenses de personnel P.L.M.

(Metre, quand il y a lieu, la réponse en marge de la présente note en supprimant toutes les formules.)

personnel de conduite, mais aussi le personnel de manutention et d'accompagnement.

Par analogie avec le service de livraison à domicile des colis postaux, l'Entrepreneur sera rémunéré, non plus d'après le nombre de voitures fournies, mais d'après le nombre de colis transportés en transit. Un accord a été réalisé à ce sujet avec l'Entrepreneur, après un essai préalable de 3 mois. La rémunération forfaitaire allouée par colis, d'après les coupures de poids, sera inférieure à celle qui est consentie pour la livraison des colis postaux à domicile.

L'application de cette nouvelle formule nous amènera à payer à l'Entrepreneur des sommes supérieures à celles résultant de l'application du traité actuel de location, mais elle nous permettra de réaliser relativement des économies de personnel dépassant cette différence.

Formalités à remplir pour régulariser la situation. Nous avons pensé que la meilleure solution consisterait à faire un Avenant au Traité actuel de factage et de camionnage et de le communiquer au Ministre. Les additions à l'encore rouge figurant sur le traité actuel indiquent les modifications qui seraient apportées à ce document et qui feraient l'objet de l'avenant. Elles permettraient de faire entrer le transit des colis postaux dans le cadre d'application du traité. Conformément au texte de l'article 6 et d'après les errements suivis jusqu'ici vis-à-vis de nos Correspondants ordinaires, la rémunération accordée à l'Entrepreneur ne figurerait pas au traité et ne serait pas soumise à l'approbation de la Commission des Marchés. Toutefois, en communiquant le traité au Ministre, nous pourrions fournir quelques explications sur les motifs d'économie qui nous ont incité à adopter cette nouvelle organisation.

Je vous serais très reconnaissant de vouloir bien me faire

.....

connaître l'avis de votre Service sur cette procédure.

J'ajoute qu'il me serait agréable d'être renseigné dans un délai aussi rapproché que possible.

DE L'INGÉNIEUR EN CHARGE
L'ingénieur en chef adjoint

NOTE explicative

La note P.E.M. m'a été apportée par un agent qualifié de l'exploitation qui m'a exposé le point crucial de l'affaire.

Il s'agit, avant tout, de ne pas passer par la Commission des marchés parce qu'alors ce serait la mise en adjudication de l'entreprise du transport des colis en transit et que l'on aurait affaire avec des "margoutins", résolus à couler Dumaine. P.E.M. paraît un peu moins, mais aurait toutes sortes de difficultés, alors que Dumaine lui donne satisfaction.

A dessein, j'ai évité de parler clairement, dans le projet de réponse, de l'organisme que l'on désire écarter et je pense que la réponse devrait être remise, de la main à la main, à M. Boyaux. Une copie d'un semblable échange de vues est vite prise et l'on peut être tenté d'en faire mauvais usage.



SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 5769 Laurent

Service Central: J. J.

Région:

OBJET DE LA CONSULTATION

TRAVAIL

Durée du travail. Réduction. Arrangement
eventuel des Remises.
Compagnie internationale.

Références :

Observations :

D^r N° 5769 Laurent ; Aff. : Durée du Travail. Compagnie internationale.

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS
SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

Division

SJ

Bureau

N°

Réseau :

Date de l'entrée :

Correspondants :

M. Avoué.

M. Avocat.

M. Agréé.

Tribunal

NOMS DES PARTIES

OBJET DU LITIGE

Durée du travail

Réduction - Assujettissement éventuel
du Réseau

Conférence internationale

ANNÉE

MOIS

DATES

INSTRUCTION ET SUITE DE L'AFFAIRE

30 Janvier

6

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-après, l'avis que vous avez bien voulu me demander au sujet de l'assujettissement éventuel des Réseaux à une réduction de la durée du travail du personnel de la Voie, comme suite à la décision qui pourrait être prise par la Conférence Internationale du Travail.

+ +

En saisissant les Réseaux du questionnaire établi en vue de la 20^{ème} session de la Conférence Internationale du Travail, le Ministre des Travaux Publics fait connaître qu'à son point de vue, les Services de la Voie et du Bâtiment constituaient incontestablement une branche d'entreprise "s'adonnant à des travaux de construction, reconstruction, entretien, réparation, modification ou démolition" des Chemins de fer.

Monsieur GRELAT,
Secrétaire Général du Comité de Direction
des Grands Réseaux.

Juridiquement, cette opinion est parfaitement fondée. En effet, pour tout ce qui concerne la construction et l'entretien des Chemins de fer, les Réseaux sont des entrepreneurs de travaux publics travaillant pour le compte de l'Etat. Ceci résulte des dispositions des Titres I et II du Cahier des Charges des concessions et c'est d'ailleurs pour ce motif que l'appréciation des dommages causés aux tiers par l'exécution des travaux est de la compétence des tribunaux administratifs. Sur ce point, la jurisprudence de la Cour de Cassation et la jurisprudence du Conseil d'Etat ont toujours été en plein accord.

Si donc les entreprises de travaux publics devaient réduire la durée du travail de leur personnel, en vertu d'une loi assurant l'exécution d'une décision de la Conférence Internationale du Travail, le personnel des Services de la Voie et du Bâtiment, dans les Réseaux, tomberait normalement sous le coup des dispositions édictées.

Le fait que, déjà, les conditions du travail de ce personnel sont réglementées par un décret du 16 Janvier 1925 visant les agents des Chemins de fer, à l'exclusion des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, ne ferait pas obstacle à l'application de la loi nouvelle.

Une loi peut évidemment modifier les dispositions

d'un décret ou leur substituer d'autres prescriptions, et comme la loi est obligatoire pour tous, les Réseaux ne pourraient que s'incliner devant le texte promulgué.

+ + +

En l'état des constatations qui précèdent, les motifs les plus pertinents que l'on puisse invoquer, auprès du Ministre des Travaux Publics, pour tenter d'obtenir que les Chemins de fer soient écartés d'une réglementation nouvelle, sont des motifs d'opportunité.

S'il est vain d'invoquer la réglementation existante puisqu'elle n'est aucunement à l'abri de modifications, on peut, comme l'a d'ailleurs noté la Conférence des I.C.V., faire observer que les Réseaux n'exécutent pas leurs travaux eux-mêmes, dans la plupart des cas, mais, les faisant exécuter par des entreprises privées, l'application simultanée d'une réduction des heures de travail au personnel de la Voie et au personnel des entreprises entraînerait une forte dépense supplémentaire dont les finances publiques se trouveraient finalement supporter le poids.

On peut dire encore que soumis actuellement au même régime que le personnel de la Voie, le personnel des autres Services des Chemins de fer comprendrait mal qu'une discrimination fut instituée entre des Agents dont les fonctions comportent la même dépense de force physique ou le même

effort intellectuel et que, par suite, les conditions d'une bonne exploitation pourraient se trouver compromises.

Mais, là s'arrêtent nos possibilités.

Je crois donc, en définitive, qu'il serait préférable, dans le projet de réponse au Ministre, d'insister beaucoup plus sur les considérations de fait qui présentent une réelle valeur, que sur l'argumentation tirée du décret de 1925.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments les plus respectueux et les plus dévoués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX COMMUN,

Jayme Rousseau

LT

11

Monsieur le Secrétaire Général.

*lettre pour
C. L. n*

J'ai l'honneur de vous ~~donner~~ ^{faire} ci après, l'avis
que vous avez bien voulu me demander :
1^o au sujet de l'assujettissement éventuel des
Réseaux à une réduction de la durée du travail
du personnel de la Voie ^{W. m. h. m.} ~~correspondant~~ à
la Décision qui ~~serait~~ ^{pourrait} être prise par
la Conférence Internationale du Travail, ~~dans~~
~~la 2^e session~~ ;
2^o au sujet du projet de lettre préparé par
la Conférence ^{des} ~~des~~ Ingénieurs en Chef de la Voie,
pour répondre à la Dépêche ministérielle
du 18 Décembre dernier invitant les Réseaux
à produire leurs observations sur la question

~~Plus de commodité. j'en ai même d'abord
le projet de réponse au Ministre.
Ce projet ne paraît pas parfaitement conçu et
développe comme il convient les arguments que
l'on invoque en l'occurrence.
Il est certain, en effet, que le personnel du
Service de la Voie, bien que s'occupant des
travaux de construction, reconstruction, entretien,
réparation, modification ou démolition des
Chemins de fer, n'est aucunement assimilable
aux ouvriers du bâtiment.
Ses fonctions sont essentiellement des fonctions
de direction ^{d'étude} et de surveillance et si c'est,
comme il semble, à l'usage des forces physiques
du travailleur ^{manuel} qu'il s'agit
de la Conférence Internationale~~

H. G. m. l. n.

En laissant ^{les Réseaux} ~~les Réseaux~~ du questionnaire
établi par le Bureau International du Travail,
en ^{vue} ~~présence~~ de la 2^e session de la Conférence ^{Internationale}
^{du Travail} le Ministère ^{des Travaux publics} fait connaître ~~aux Réseaux~~ que
à son point de vue, les Services de la Voie et
du Bâtiment constituaient incontestablement
une branche d'entreprise, "s'adonnant à des
travaux de construction, reconstruction, entretien,
réparation, modification ou démolition" des
Chemins de fer.

Juridiquement, cette opinion est parfaitement
^{fondée} ~~justifiée~~. En effet, pour tout ce qui concerne la
construction et l'entretien des chemins de fer,
les Réseaux sont ~~propriétaires~~ ^{propriétaires} des entrepreneurs
de travaux publics travaillant pour le compte
de l'Etat, et c'est, d'ailleurs, pour ce motif
que l'appréciation des dommages causés aux
tiers par l'exécution des travaux est de la
compétence des Tribunaux administratifs. Sur
ce point, la jurisprudence de la Cour de Cassation
et la jurisprudence du Conseil d'Etat ont toujours
été en plein accord.

Si donc les entreprises ^{de travaux publics} ~~de génie civil~~ ^{étaient}
~~contraintes~~ ^{devraient} à réduire la durée du travail de
leur personnel, ^{un vote} ~~par une loi~~ ^{consentir} à une
décision de la Conférence Internationale du
Travail. Le personnel des Services de la Voie
et du Bâtiment, dans les Réseaux, tomberait
normalement sous le coup des dispositions
citées.

+ Ceci résulte des
dispositions des
Articles I et II du
Cahier des Charges
des concessions

Le fait que, déjà, les conditions de travail de ce personnel ont été l'objet d'une réglementation par un Décret du 16 janvier 1925 visant les agents des chemins de fer à l'exclusion des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, ne ferait pas obstacle à l'application de la Loi nouvelle.

Une loi peut évidemment ^{modifier} ~~annuler~~ les dispositions d'un décret ou leur substituer d'autres prescriptions; et comme la loi est obligatoire pour tous, les Réseaux ne pourraient que s'incliner devant le texte promulgué.

Mais, étant observé que les Réseaux sont liés par des contrats avec l'Etat et que les dispositions nouvelles viendraient aggraver les charges prévues au moment de la passation des ^{contrats}, les Réseaux seraient en droit de réclamer une indemnité à leur co-contractant du chef de cette aggravation.

x
x x

En l'état des constatations qui précèdent, les ~~seuls~~ motifs⁺ que l'on ^{peut} ~~peut~~ invoquer, auprès du Ministre des Travaux publics, pour tenter d'obtenir que les Chemins de fer soient écartés d'une réglementation nouvelle, sont des motifs d'opportunité.

S'il est vain d'invoquer la réglementation existante puisqu'elle n'est aucunement à l'abri de modifications, on peut⁺ faire observer

+ les pbs postérieurs

Donc on a
un pbs
95.1.16
à l'origine
Dulles

22

Mais, là s'arrêtent nos possibilités.

152

G. Courmont w. i.

10.9.13 w. 7.10.13. 2/11 1913

1^o la Comité voudrait avoir pu

sur le principe de l'accomplissement
eventuel des vœux

2^o sur le projet de lettre au Ministre

(venir le 27/11 par le Corbiat)

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS
SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

Bureau **CA²**

N°

Réseau :

Date de l'entrée :

Correspondants :

M

Avoué.

M

Avocat.

Tribunal

NOMS DES PARTIES

OBJET DU LITIGE

Pêche & Canotage
Sur les retenues des barrages de Maréges
& de Coindre
Droits du Réseau P.O. Midi

ANNÉE

MOIS

DATES

INSTRUCTION ET SUITE DE L'AFFAIRE

COPIE pour M. le Chef du service
du Contentieux (avec 3. P. J.)

GS

17 janvier 1938

CAI

MT. SO 1. pe 367



Monsieur Albert COMBES

au Pont d'Eylac

par Servières-le-Château

(Corrèze)

Monsieur,

RECLAMATIONS DES ADJUDICATAIRES DE LOTS DE PECHE SUR LA
DORDOGNE.

En réponse à votre lettre du 28 décembre dernier, j'ai l'honneur de vous faire connaître que nous ne croyons pas devoir modifier la proposition qui vous a été faite dans la lettre que je vous ai adressée le 11 décembre 1937.

Ainsi que je vous l'ai fait connaître, nous avons accepté jusqu'à présent et en dehors de toute obligation de notre cahier des charges de concession d'indemniser les adjudicataires qui, dès les premiers mois de l'exploitation, nous ont fait connaître leurs doléances, en leur remboursant la moitié du montant de leur bail annuel.

Nous avons pris cette mesure bienveillante à l'égard des intéressés sans avoir à considérer les cas d'espèce; nous ne voyons aucune raison pour vous traiter différemment des autres adjudicataires.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE CHEF DU SERVICE
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION,

Signé: Raoul MARTIN

Truites et fritures

RESTAURANT Albert C O M B E S

Pont d'Eylac - SERVIÈRES -le-CHATEAU
(Corrèze)

Servières-le-Château, le 28
décembre 1937.

Monsieur le Directeur
du P.O.- MIDI - 41 boulevard de la Gare
PARIS 13°

Votre lettre du 11 décembre 1937 n° IPE 361 s me reproche de ne pouvoir préciser les éléments de dommages que je subis en qualité d'adjudicataire de droit de pêche des lots n° 4 et 5 sur la rivière la Dordogne.

Je précise aujourd'hui convaincu que mes explications m'éviteront de vous assigner en réparation et préjudice

1°- c'est depuis l'année 1935 au mois de juin que les variations de niveau ont causé des troubles considérables dans la pêche en aval de Marèges.

Loin de l'ignorer le Cie P.O.-MIDI dit troubles sensibles, durant les premiers mois d'exploitation.

2°- depuis 1935 les différences de niveau ont lieu journellement variant suivant les saisons de 1m50 à 0,80 cent. durant les étés 1936 et 1937, saison de pêche aux filets ceux-ci ont été fort souvent emportés par les crues, occasionnées par le barrage et chaque jour la pêche a été moins productive, en raison de la gêne causée.

3°- il ne saurait être répondu que le temps écoulé s'oppose à ma réclamation, aucune prescription ne peut être invoquée

4°- les dommages que je subis sont particulièrement sérieux. Hôtelier au Pont d'Eylac j'exploite moi-même pour approvisionner mon commerce.

Cette situation est très différente de ceux qui ne sont adjudicataires que pour délivrer des permis de pêche.

J'ai perdu mes filets : au moins 1500^{fr} par an.

J'ai vu la quantité de poisson réduite à 4500 Frs par an au moins.

J'avais précisé à M. l'Inspecteur de votre barrage de Marèges que je transigerais à 5000 Frs par an je maintiens cette réclamation à titre amiable.

.....

Sous réserve de faire valoir mes droits en entier si la Société P.O.-MIDI ne prend pas ~~mon~~ offre au sérieux. Comme tout doit avoir une fin et que je me fais reprocher d'attendre trop je vous serai obligé de me faire parvenir une réponse dans les 20 jours; passé ce délai je vous prouverai en justice que je suis le seul adjudicataire vraiment lésé par l'exploitation du barrage de Marèges dont vous êtes concessionnaire.

Sous réserve des droits des tiers

Veillez agréer Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

signé: COMBES

11 décembre 1937

I. PE 361 S

Monsieur Albert COMBES
à Pont d'Eylac
par Servières-le-Château
(Corrèze)

Monsieur,

- RECLAMATIONS DES ADJUDICATAIRES DE LOTS DE PÊCHE
SUR LA DORDOGNE -

Notre représentant à Marèges m'a transmis la lettre que vous lui aviez adressée le 13 novembre dernier pour l'informer qu'un préjudice important, d'ailleurs non précisé, vous aurait été causé par le fonctionnement de l'usine de Marèges. Vous demandiez, en conséquence, qu'une réparation vous soit accordée par notre Compagnie.

Nous avons été surpris de cette demande tardive, étant donné que tous les autres adjudicataires de lots de pêche avaient, dès le début de l'exploitation, signalé à notre attention les inconvénients qu'ils subissaient du fait des crues occasionnées par le fonctionnement de l'usine.

Il convient de remarquer, d'ailleurs, que ces dernières n'ont été réellement sensibles que pendant les premiers mois de l'exploitation.

Aux termes de notre cahier des charges de concession, nous ne sommes nullement tenus de verser une indemnité quelconque aux adjudicataires; toutefois, par simple mesure de bienveillance, nous avons, d'une façon générale, accordé en 1936 aux adjudicataires qui, lésés dans leurs intérêts, nous en avaient fait part en temps utile, une indemnité égale à la moitié du montant de leur bail.

Or, au cours de la visite que vous a faite récemment notre Inspecteur à Marèges, vous lui avez fait connaître les sommes importantes que vous comptiez nous demander et les raisons que vous invoquez pour en fixer le montant.

Nous ne pouvons pas entrer dans vos vues; mais nous sommes disposés à vous accorder et j'ai l'honneur de vous proposer, comme règlement définitif, la moitié du montant de votre bail annuel qui s'élève à 1500 Rs pour les deux lots dont vous êtes adjudicataire, soit 750 francs.

Etant donné le caractère tardif de votre demande, il ne nous est pas possible d'envisager un rappel pour 1936.

Si vous êtes d'accord sur notre proposition qui, je le répète, est une simple mesure bienveillante, je vous demande de me le faire connaître. Je donnerai alors des instructions pour que le paiement de l'indemnité de 750 R vous soit effectué.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE CHEF DU SERVICE
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION,

Signé: CARDON

Copie pour B -
IBA
M. PERRONNET

11 DEC 1937

Truites et fritures

RESTAURANT ALBERT COMBES

Pont-d'Eylac - SERVIERES-le-CHATEAU
(Corrèze)

le 13 novembre 1937

Monsieur le Directeur du poste élec-
trique du barrage de Marèges - Compagnie
des Chemins de fer PO-MIDI

J'ai l'honneur de vous informer qu'étant fermier
de pêche sur la rivière la Dordogne du 4° et 5° lots situés
au pont d'Eylac, j'ai subi depuis la mise en marche de
votre usine de Marèges un préjudice important.

Je viens vous demander Monsieur le Directeur quelles
seraient vos conditions pour une transaction amiable pour
ces dommages.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur mes
salutations empressées.

signé: COMBES

B.

Le Chef du Service du Matériel et de la Traction
Gen. Bus
LT

24 Mars

7

Pêche et canotage sur
les retenues de
Marèges & de Coindre.

LE CHEF DU CONTENTIEUX COMMUN

à Monsieur le Chef du Service du Matériel et
de la Traction du Réseau P.O. - Midi.

Comme suite à votre lettre n° I.P.E. 525 c du 15 courant,
j'ai l'honneur de vous envoyer, ci-jointe, une copie de ma
réponse à la lettre de M. Bachet, Ingénieur en Chef du
Contrôle V.B.

1 Pièce

Ainsi que vous le verrez, cette réponse est essentielle-
ment basée sur les dispositions de la convention principale
intervenue entre la Compagnie et l'Etat, le 11 mars 1921, et
sur les termes du rapport présentant le décret approbatif à
la signature du Président de la République.

Etant donné que l'article 33 du Cahier des charges joint
à la convention n'a pas été relevé par le Contrôle, il m'a
paru que nous pouvions désormais, sans inconvénient, insister
sur les actes d'où nous prétendons tirer nos droits.

J'espère qu'en nous plaçant sur le terrain de l'incor-

poration au chemin de fer des ouvrages de Marèges et de Coindre nous réussirons à clore la discussion.

Le chef d'Etat du Comité
signé: Pansy

L T

24 Mars

7

Pêche et canotage sur
les retenues des barrages
de Marèges et de Coindre

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

J'ai l'honneur de vous informer que M. le Chef du Service du Matériel et de la Traction du Réseau P.O-MIDI vient de me communiquer votre lettre du 1^{er} courant en me demandant, eu égard au caractère des questions évoquées, de vous indiquer, conformément à votre désir, les motifs pour lesquels nous estimons que l'exercice des droits de pêche et de canotage revient à la Compagnie d'Orléans sur les retenues des barrages de Marèges et de Coindre.

Nous avons cru suffisant jusqu'ici de nous référer à la concession qui nous a été consentie, sans insister sur les conditions des accords intervenus entre l'Etat et la Compagnie.

Je précise donc que, dans la convention dite " Convention principale " signée le 11 mars 1921 et approuvée par Décret en Conseil d'Etat du même jour, il est dit

5/11
Monsieur l'Ingénieur en Chef du Contrôle Voie et Bâtiments
(Réseau d'Orléans)
Ministère des Travaux Publics 244, Boulevard St-Germain

expressément ce qui suit:

" Article 1er.- Le Ministre des Travaux Publics
" agissant au nom de l'Etat concède à la Compagnie du
" Chemin de fer de Paris à Orléans qui accepte, pour les
" besoins de l'électrification de son réseau et dans les
" conditions déterminées par le Cahier des Charges ci-
" annexé, l'aménagement de la Haute Dordogne en amont du
" pont de Vernéjoux et l'aménagement du Chavaron et de la
" Rhue.

" Article 2.- Les terrains, ouvrages, machines
" et outillages acquis ou établis en vertu de la présente
" concession seront incorporés aux dépendances du chemin
" de fer. Les règles et conditions applicables au réseau
" du chemin de fer de Paris à Orléans seront également ap-
" plicables à la présente concession, sous réserve de l'ap-
" plication des clauses de la présente convention et du
" cahier des charges y annexé.

"
" Seront considérés comme dépendances immobilières tous
" les appareils et installations de toute nature établis
" pour l'aménagement et la production de la force hydrau-
" lique et notamment les barrages de retenue, ouvrages d'em-
" magasinement, ouvrages de prise d'eau....."

D'autre part, le rapport à M. le Président de

la République, joint au décret approbatif, spécifie, lui aussi, que:

" Les ouvrages faisant partie de la concession
" doivent être incorporés aux dépendances du chemin de fer -
" ce qui entraîne, ipso facto, pour la durée de la concession,
" les condamnations de rachat et de déchéance, etc.... l'application
" du même régime que pour la concession de chemin de fer."

Tout ceci me paraît absolument déterminant.

Les retenues de Marèges et de Coindre font partie intégrante du domaine du chemin de fer et la Compagnie d'Orléans a le droit d'utiliser ces ouvrages selon leur destination et d'en percevoir les fruits accessoires, en particulier le droit de percevoir des redevances pour l'exercice de la pêche et du canotage, la pêche ni le canotage n'ayant été réservés par la Convention du 11 mars 1921 ou par le Cahier des charges.

Il est, au surplus, impossible juridiquement de concevoir la coexistence de deux gérants, l'Autorité concédante et le concessionnaire, pour une même partie du domaine public.

Le contrat de concession est, en effet, un acte par lequel l'Etat, renonçant à gérer lui-même une partie du domaine public confie cette gestion à un tiers. Le concessionnaire est ainsi investi d'un droit de jouissance exclusive, jouissance qu'il exerce sous le contrôle du concédant et moyennant certaines obligations.

6

Nous estimons donc devoir maintenir notre point de vue et je ne doute pas qu'après un nouvel examen, vous ne vous déclariez d'accord avec nous.

Veillez agréer, Monsieur l'Ingénieur en Chef, l'expression de ma considération très distinguée.

LE CHEF DU CONTENTIEUX COMMUN,

Signé : PASSEZ

KJ

P.O. - MIDI

EXPLOITATION COMMUNE
DES RÉSEAUX D'ORLÉANS
ET DU MIDI

R. C. Seine N° 88.928 et 46.487

Service

DU

MATÉRIEL & DE LA TRACTION

Adresse Télégraphique : TRACORLÉ PARIS-63

TÉLÉPHONE { Gobelins 83-10
(4 lignes)
Inter. 0-12

N° IPE 525 c

à rappeler dans la Réponse

1 p.

Paris le 15 mars 1937

1672

41, BOULEVARD DE LAGARE, 41 (XIII^e)

LE CHEF DU SERVICE
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION
à Monsieur LE CHEF DU CONTENTIEUX
COMMUN



- PÊCHE ET CANOTAGE SUR LES RETENUES DES BARRAGES DE MAREGES
ET DE COINDRE -

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, la copie de la lettre que M. BACHET, Ingénieur en Chef du Contrôle V.B. nous a envoyée en réponse à notre lettre du 24 février dernier. Une copie de cette dernière lettre, rédigée conformément à vos indications, vous a été adressée le 25 février.

Etant donné la façon dont la discussion se trouve orientée par le Service du Contrôle, je pense que vous voudrez bien vous charger de la poursuivre avec ce service jusqu'à son règlement définitif.

Il serait désirable de voir cette affaire aboutir le plus tôt possible afin de pouvoir donner satisfaction au service du Trafic qui attend sa conclusion pour organiser une campagne de publicité en faveur de la pêche et du canotage sur les retenues de nos usines.

Je vous demanderais de vouloir bien me tenir au courant de la suite donnée par votre Service ainsi que des résultats que vous aurez obtenus.

LE CHEF DU SERVICE
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

M. Laurent

KJ
Ministère
des
TRAVAUX PUBLICS

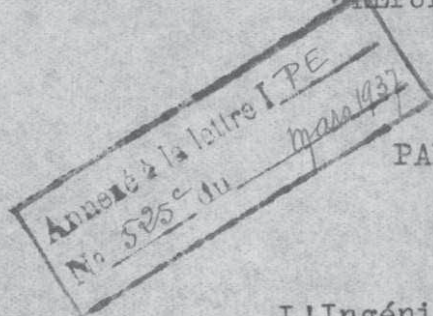
CONTROLE DE L'ETAT
sur
les Chemins de fer

Réseau
d'Orléans

Voie et Bâtiments

N° 6.595

REPUBLIQUE FRANCAISE



PARIS, le 1er mars 1937

L'Ingénieur en Chef du CONTROLE V.B .

à Monsieur le Chef du Service du Matériel et
de la Traction du
réseau P.O.-MIDI.-

Par lettre du 24 février, vous avez bien voulu me
donner différents renseignements au sujet de la question posée
pour la pêche et le canotage sur les retenues de Coindre
et de Marèges.

Pour la retenue de cette dernière usine, je remarque
qu'elle est située dans une partie de rivière déclassée par
le décret du 26 décembre 1926 mais maintenue dans le domaine
public.

J'estime qu'on peut se poser la question de savoir
à qui, Etat ou Concessionnaire, appartiennent les droits de
pêche.

En ce qui concerne le canotage il me semble qu'il
est libre sur toutes les sections faisant partie du domaine
public, c'est-à-dire sauf erreur de ma part, jusqu'au
confluent avec la Rhue.

Pour la pêche, la situation me paraît tout autre
que dans le cas de la chasse sur les talus du chemin de fer.
Dans ce dernier cas l'incorporation au domaine public ne
résulte que de la création du chemin de fer. Pour les rete-
nues d'eau sur le domaine public fluvial ce domaine préexiste
et reste affecté, en théorie au moins, à la circulation
publique. Je note bien que les retenues élargissent considé-
rablement ce domaine.

Mais il est impossible de séparer en fait le régime
des eaux situées au-dessus de l'ancien lit de celui des eaux
de débordement. Pour cette raison il semblerait logique de
considérer que c'est le domaine primitif qui est agrandi. En
somme il y a deux gérants du domaine public: l'Etat premier
à double titre, et la Compagnie concessionnaire. La concession
ne porterait que sur l'utilisation de l'énergie et non sur
l'exploitation des fruits accessoires, bien que ceux-ci
soient augmentés du fait des travaux de la concession.

.....

La question posée par votre Compagnie ne vise que les objections d'ordre matériel. Mais l'Administration, qui peut ne pas se prononcer sur les droits des tiers, ne semble pas pouvoir vous répondre en faisant abstraction des droits de l'Etat.

Je vous serais donc obligé de me faire connaître complètement les raisons de votre avis en les appuyant sur les textes de votre concession.

L'INGENIEUR EN CHEF
DU CONTROLE
Voie et Bâtiments

Signé : *Bachet*

S.B.-

- 1 pièce -

24 février 1937.-

Copie pour M.le Chef Adjoint du
Contentieux Commun

(Ci-joint en retour la copie
de la lettre de M.l'Ingénieur
en Chef V.B.).

Monsieur l'Ingénieur en Chef
du Contrôle Voie et Bâtiments
(Réseau d'Orléans - Voie et
Bâtiments)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
254, Boulevard St-Germain
PARIS.- (7°).

26 FEV 1937

L'Ingénieur en Chef
du Service Electrique



Monsieur l'Ingénieur en Chef,

I.FE 862b.-

- PÊCHE ET CANOTAGE SUR LES RETENUES DES BARRAGES
DE COINDRE et de MAREGES.-

En réponse à votre lettre du 27 janvier dernier,
j'ai l'honneur de vous confirmer que ce sont bien unique-
ment des objections d'ordre matériel que nous avons eues
en vue, en écrivant à M.le Ministre des Travaux Publics,
le 4 janvier.

Un nouvel examen de la question nous affermit, en
effet, dans cette conviction que, juridiquement, aucune
contestation sérieuse ne peut être soulevée relativement
à l'exercice des droits de pêche et de canotage sur les
retenues d'eau de Marèges et de Coindre.

Les terrains appelés à être submergés ont été acquis
en toute propriété, par voie d'expropriation, et nous
pouvons même préciser que l'expropriation a été poussée
jusqu'à une cote très sensiblement supérieure au niveau
des plus hautes eaux, en sorte que les bassins de retenue
et leurs berges sont entièrement dans le domaine public
qui nous a été concédé.

J'ajoute qu'il n'était pas nécessaire que les droits
de pêche et de canotage fussent mentionnés dans l'acte
de concession pour qu'ils nous fussent attribués; au
contraire, une disposition spéciale eut été nécessaire
pour nous en priver.

C'est d'ailleurs à titre de simple exemple que nous
avons invoqué la location de la chasse sur les talus des
chemins de fer, mais il est bien d'autres utilisations pos-
sibles du domaine public et les auteurs les plus autori-
sés, en particulier BECQUET, PICARD et M^e THEVENEZ, ont
tous reconnus aux concessionnaires du domaine public le
droit d'en percevoir les fruits accessoires dans la mesure
où il n'est pas porté atteinte à l'usage normal auquel le

17.1.1937

Copie pour M. le Chef de Service
Concessionnaires

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

LE CHEF DU SERVICE
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION



Monsieur le Chef de Service

17.1.1937

Je vous prie de m'excuser pour la gêne occasionnée.

En réponse à votre lettre du 17 janvier dernier, j'ai l'honneur de vous confirmer que les renseignements fournis par les concessionnaires sont exacts et que les véhicules en question sont effectivement en service.

Un nouvel examen de la question nous a permis, en effet, de constater que les renseignements fournis par les concessionnaires sont exacts et que les véhicules en question sont effectivement en service.

Les renseignements fournis par les concessionnaires sont exacts et que les véhicules en question sont effectivement en service. Les renseignements fournis par les concessionnaires sont exacts et que les véhicules en question sont effectivement en service.

L'ajout de la liste des concessionnaires que les renseignements fournis par les concessionnaires sont exacts et que les véhicules en question sont effectivement en service.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération. Les renseignements fournis par les concessionnaires sont exacts et que les véhicules en question sont effectivement en service.

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE des
TRAVAUX PUBLICS

Annexé à la lettre I. PE
N° 257^b du 8 Février 1937

CONTROLE DE L'ETAT
sur
LES CHEMINS DE FER

Paris le 27 janvier 1937

Réseau d'Orléans
Voie et Bâtiments

L'INGENIEUR EN CHEF DU CONTROLE V.B.

à Monsieur le Chef du Service du Matériel et
de la Traction du Réseau PO-MIDI

N° 6595

Par lettre du 4 janvier 1937, M. le Directeur Général de l'Exploitation Commune des Réseaux d'Orléans et du Midi a demandé à M. le Ministre des Travaux Publics de bien vouloir lui faire connaître si l'Etat aurait des objections d'ordre matériel à ce que la Compagnie use des droits qui lui sont acquis par l'attribution de sa concession et facilite la pratique du canotage et l'exercice de la pêche sur les retenues d'eau des usines de Coindre et de Marèges.

D'après le texte de cette lettre, il ne s'agit que des objections " d'ordre matériel". Il semblerait donc qu'il y a lieu pour l'Administration, dans sa réponse, de laisser complètement de côté l'aspect juridique de la question assez complexe. Je vous demande de bien vouloir me le confirmer.

Dans la négative, il conviendrait de me faire savoir dans quelle catégorie rentre chacune des rivières: titres 2,3 ou 4 de la loi du 8 avril 1898. Ces renseignements ne figurent pas dans la lettre du 5 août 1936 que vous a adressé M. le Chef du Contentieux commun qui a bien voulu m'en faire parvenir une copie.

Si les rivières rentrent dans les catégories des titres 2 ou 3 et si les terrains inondés n'ont pas été acquis en toute propriété par votre Compagnie et que les propriétaires ont seulement été indemnisés pour la submersion des berges, il me semble que le droit de pêche et de canotage appartient toujours aux riverains (Les droits des propriétaires des héritages ne sont réglementés qu'en ce qui concerne l'usage des eaux, art.641 et suivants du code civil, et la pêche, art.715 du code civil; le droit de circulation me paraît n'appartenir qu'aux propriétaires, sauf droits acquis en usages locaux).

Si pour les mêmes catégories, les terrains inondés ont été acquis par votre compagnie celle-ci doit sans doute posséder une bande de terrain de telle sorte qu'elle est riveraine des deux côtés. Elle possède donc à ce titre les droits ci-dessus.

Reste le cas du titre IV. Je me demande si alors les droits en cause n'appartiendraient pas à l'Etat, la Compagnie ne pouvant y prétendre en tant que concessionnaire, que si les textes de la concession contenaient une affirmation positive dans ce sens. On ne peut pas en effet comparer ce cas avec celui de la chasse qui ne peut être pratiquée que sur de faibles portions d'ouvrages et non sur toute la surface du domaine concédé.

L'absence de contestation ne conduit à une conclusion que lorsqu'il s'agit d'opérations assez importantes et bien connues de tous les intéressés. D'autre part, le droit de pêche ne pourrait pas appartenir à la Compagnie au-dessus de l'ancien lit et l'impossibilité matérielle de cette délimitation s'oppose à un droit de pêche au profit de la Compagnie dans les élargissements du lit. Dans cette dernière hypothèse la circulation en canot serait libre, sous la seule réserve des règlements de navigation.

Je vous serais obligé de me préciser le sens de la question posée et s'il y a lieu, de me donner tous renseignements complémentaires utiles.

L'Ingénieur en Chef du Contrôle
Voie et Bâtiments
signé: BACHET

LT

17 Février

7

Pêche et canotage
sur les retenues
des barrages de
Marèges et de Coindre.

LE CHEF DU CONTENTIEUX COMMUN

à Monsieur le Chef du Service du Matériel et
de la Traction du P.O. - MIDI.

1 p

J'ai l'honneur de répondre à votre note I. PE 2576
du 8 courant, par laquelle vous avez bien voulu me commu-
niquer la lettre ci-jointe de M. l'Ingénieur en Chef du
Contrôle V.B. en me demandant mon avis sur les questions
soulevées.

Il est à remarquer, tout d'abord, que M. l'Ingénieur
en Chef du Contrôle V.B. aurait pu se renseigner directe-
ment au Ministère sur la catégorie à laquelle appartiennent
les rivières alimentant les réservoirs de Marèges et de
Coindre et sur les droits acquis des tiers pour l'établis-
sment de ces réservoirs.

Il aurait appris, notamment, que les terrains
susceptibles de submersion ont fait - comme nous l'avons
déjà dit - l'objet d'une expropriation, dont la procédure

a été suivie par l'Etat, sans notre intervention, que ces dits terrains ont été acquis en toute propriété, et de plus, jusqu'à une cote supérieure de deux mètres au niveau des plus hautes eaux pour tenir compte de remous éventuels en cas de fortes crues.

Les indications que nous avons prises, nous-mêmes, au Ministère, permettent de négliger les conclusions à tirer dans des circonstances normales, du fait que les rivières barrées appartiendraient à telle ou telle catégorie et voici, selon moi, quels pourraient être les termes de votre réponse au Contrôle :

" En réponse à votre lettre du 27 Janvier dernier, j'ai l'honneur de vous confirmer que ce sont bien uniquement des objections d'ordre matériel que nous avons eues en vue, en écrivant à M. le Ministre des Travaux Publics, le 4 Janvier.

Un nouvel examen de la question nous affermit, en effet, dans cette conviction que, juridiquement, aucune contestation sérieuse ne peut être soulevée relativement à l'exercice des droits de pêche et de canotage sur les retenues d'eau de Marèges et de Coindre.

Les terrains appelés à être submergés ont été acquis en toute propriété, par voie d'expropriation, et nous pouvons même préciser que l'expropriation a été poussée jusqu'à une cote très sensiblement supérieure au niveau des plus hautes eaux, en sorte que les bassins de

retenus et leurs berges sont entièrement dans le domaine public qui nous a été concédé.

" Contrairement à ce que vous pensez, il n'était pas nécessaire que les droits de pêche et de canotage fussent mentionnés dans l'acte de concession pour qu'ils nous fussent attribués; mais, au contraire, il eût fallu une disposition spéciale pour nous en priver.

" C'est, seulement à titre d'exemple que nous avons évoqué la location de la chasse sur les talus des chemins de fer, mais il est bien d'autres utilisations possibles du domaine public et les auteurs les plus autorisés, en particulier BECQUET, PICARD et M^e THEVENEZ, ont tous reconnu aux concessionnaires du domaine public le droit d'en percevoir les fruits accessoires dans la mesure où il n'est pas porté atteinte à l'usage normal auquel le domaine public est destiné".

adjt
LE CHEF DU CONTENTIEUX COMMUN,

signé: P. P. P.

BL.

P.O. - MIDI

EXPLOITATION COMMUNE
DES RÉSEAUX D'ORLÉANS
ET DU MIDI

R. C. Seine N° 83.928 et 46.487

Service

DU

MATÉRIEL & DE LA TRACTION

Adresse Télégraphique : TRACORLÉ PARIS-63

TÉLÉPHONE { Gobelins 83-10
 ' 4 lignes '
 Inter. 0-12

N° I. PE 257 b

à rappeler dans la Réponse

PECHE ET CANOTAGE SUR LES RETENUES DES BARRAGES DE MAREGES
ET DE COINDRE

1 p.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, la copie d'une lettre que M. BACHET, Ingénieur en Chef du Contrôle V.B. vient de nous envoyer comme suite à la demande adressée le 4 janvier dernier par M. le Directeur Général à M. le Ministre des Travaux Publics au sujet des droits de pêche et de canotage sur les retenues de nos barrages, dont copie vous a été envoyée le 6 janvier.

Dans sa lettre, M. l'Ingénieur en Chef du Contrôle V.B. fait allusion à la lettre que vous m'aviez adressée le 5 août dernier au sujet de cette affaire et dont vous lui avez envoyé copie, sur sa demande.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître votre avis sur les observations de M. BACHET et de me donner les éléments me permettant de répondre aux différentes questions qui nous sont posées.

LE CHEF DU SERVICE
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

*Renseignements obtenus du
Service des acquisitions au
Ministère des T.P. :*

*Terrain acquis par l'Etat avec
2 m en hauteur au dessus des
plus hautes eaux - et non simple servitude -
donc retenues et berges domaine public de l'Etat*

Paris le 8 février 1937

41, BOULEVARD DE LA GARE, 41 (XIII^e)

0373



M. Bachet

LE CHEF DU SERVICE
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

M. Bachet

E.

L.T.

y Janvier

7

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

- 1 p. -

Conformément au désir que vous avez bien voulu m'exprimer, j'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, une copie de l'avis que j'ai donné à M. le Chef du Service du Matériel et de la Traction du Réseau P.O.-MIDI, au sujet de l'exercice du droit de pêche et de canotage sur les retenues d'eau de Marèges et de Coindre.

Veillez agréer, Monsieur l'Ingénieur en Chef, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX COMMUN,

Cassu

Monsieur BACHET
Ingénieur en Chef du Contrôle V.B.
du Réseau P.O.-MIDI.
Ministère des Travaux Publics.

LT

9 Août 1936

Pêche et canotage
sur les retenues
des barrages de
Marèges et de Coindre

Le Chef du Contentieux Commun

à Monsieur le Chef du Service du Matériel et de la
Traction du "P.O. MIDI"

Par votre note I PE 534 g, vous avez bien voulu me demander mon avis sur le point de savoir à qui appartiennent les droits de pêche et de canotage sur les retenues des barrages de Marèges et de Coindre.

La question est très complexe et les indications verbales qui vous ont été données par le Service Spécial d'Aménagement de la Haute-Dordogne sont, à la vérité, beaucoup trop sommaires pour fonder à elles seules une opinion pertinente sur la réponse qu'elle comporte.

La pêche fluviale est réglementée par la loi du 15 Avril 1829, toujours en vigueur.

Aux termes de l'article 1^{er} de ladite loi :

"Le droit de pêche sera exercé au profit de l'Etat :

"1°- Dans tous les fleuves, rivières, canaux et contre-fossés navigables ou flottables avec bateaux-trains ou radeaux et dont l'entretien est à la charge de l'Etat ou de ses ayants-cause,

"2°- Dans les bras, noues, boires et fossés qui tirent leurs eaux des fleuves et rivières navigables ou flottables dans lesquels on peut, en tout temps, passer ou pénétrer librement en bateau de pêcheur, et dont l'entretien est également à la charge de l'Etat".

D'après la rédaction adoptée, le droit de pêche n'appartient pas à l'Etat sur l'ensemble du domaine public fluvial. Ce domaine comprend en effet, non seulement les rivières qui peuvent porter bateaux-trains ou radeaux, mais encore toutes celles qui sont flottables de quelque manière que ce soit, à bûches perdues par exemple. Notre texte laisse ces derniers cours d'eau de côté et cette omission est volontaire, ainsi qu'il résulte des explications fournies par le Ministre des Finances à la Chambre des Pairs.

Au point qui nous intéresse, la Dordogne n'est pas, en fait, je crois, flottable par trains ou radeaux. S'il en est bien ainsi, le droit de pêche n'appartenait pas à l'Etat, en ce point, avant la construction des barrages.

Dans ces conditions, on pourrait concevoir que la situation juridique n'ait pas été modifiée par l'exécution des travaux, dès lors que, comme précédemment, le cours d'eau, dont le lit n'est pas supprimé mais simplement élargi par les retenues ne peut porter des trains ou radeaux.

Cette opinion serait conforme à la jurisprudence

d'après laquelle les modifications apportées à un cours d'eau par la main de l'homme sont sans influence sur son caractère.

Mais, alors, il faudrait admettre que le droit de pêche sur les retenues appartient aux riverains et cette solution serait choquante puisqu'il ne s'agirait pas, pour ceux-ci, d'une accession naturelle et qu'il a fallu, pour constituer les retenues, acquérir par voie d'expropriation les terrains submergés.

Je pense donc que si la question était soumise aux tribunaux par l'un des riverains actuels, le droit de pêche serait reconnu au profit de l'Etat.

Bien entendu le droit de l'Etat ne pourrait même être discuté, si, contrairement à ce que je pense, la Dordogne était flottable par trains ou radeaux, au point considéré, la loi étant formelle à ce sujet.

Ceci posé, il échet maintenant d'examiner quel peut être, quant à l'exercice du droit de pêche, l'effet de la concession consentie au Réseau le 11 Mars 1921.

L'objet de la concession est ainsi défini, dans le Cahier des Charges : "l'établissement et l'exploitation des ouvrages hydrauliques et des usines génératrices destinées à l'utilisation des chutes existant: 1° sur la Dordogne...

Or les bassins de retenue sont à considérer comme des ouvrages au sens large du terme. Ils sont, d'ailleurs, l'accessoire inséparable des barrages, ceux-ci n'étant édifiés

que pour leur constitution.

D'autre part, l'exploitation s'entend de l'utilisation d'un bien pour l'objet auquel il est destiné et de la perception des fruits accessoires que l'on peut tirer de ce bien. On n'a jamais contesté, par exemple, aux Compagnies de Chemins de fer, le droit de louer la chasse aux lapins sur les talus supportant les voies.

Il semble donc que l'on doive décider que l'exercice du droit de pêche soit compris dans la concession, d'autant que l'une des charges imposées par le Cahier est la fourniture annuelle d'alevins (art. 6 - 2°).

X — Il y a, cependant, un point délicat. On trouve dans le Cahier, cette disposition (art. 33) : "L'Etat se réserve de donner sur la partie de la Dordogne qui appartient au domaine public, toutes les concessions et autorisations prévues par la loi du 8 Avril 1898 et toutes les concessions et autorisations qu'il jugera utiles, pourvu qu'il n'en résulte aucun dommage pour le concessionnaire".

Comment cette disposition serait-elle interprétée en cas de contestation sur le terrain judiciaire? Ceci est bien difficile à prévoir, les termes généraux employés permettant les hypothèses les plus diverses.

Je n'ai parlé dans cette analyse que du droit de pêche, mais les observations formulées au sujet de ce droit s'appliquent également au droit de canotage. Si le droit de pêche peut être considéré comme inclus dans notre concession, le droit de canotage doit suivre le

même sort.

J'ajoute que, pratiquement, il conviendrait, avant d'organiser la publicité que vous envisagez, de provoquer un avis du Ministère, en paraissant, bien entendu, ne pas douter de notre droit et en demandant simplement si le Ministère a des objections d'ordre matériel, au regard de votre projet.

signé J. Anreng

M. Bucher

Aug² an Chef der
Lehrkräfte v. B. der Pflanz-
sch.-Mäd.

—

MG.

P.O.- MIDI

1 Janvier 1937
~~novembre 1936~~

Matériel et Traction

Copie pour Monsieur le Chef du Contentieux
Commun

Suite à sa lettre du 5 août 1936.

Paris, le *6 Janvier 1937*
~~novembre 1936~~
L'Ingénieur Chef
du Service Electrique

I.PE 828 m

Monsieur le Ministre,

- PECHE ET CANOTAGE SUR LES RETENUES DE COINDRE
ET DE MAREGES -

A l'occasion de l'Exposition des Etangs et Rivières qui s'est tenue l'été dernier à la gare de Paris Quai d'Orsay, la question a été posée à notre Service de l'Exploitation de savoir dans quelles conditions la pêche et le canotage pouvaient être pratiqués sur les retenues d'eau de nos usines de Coindre, sur les Rhues, et de Marèges sur la Dordogne.

Notre Compagnie serait disposée à faciliter la pratique de ces sports et ferait, à cette occasion, la publicité nécessaire.

Avant de donner suite à ce projet, j'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien me faire connaître si l'Etat aurait des objections d'ordre matériel à ce que notre Compagnie use des droits qui lui sont acquis par l'attribution de sa concession et facilite la pratique du canotage et l'exercice de la pêche aux époques et avec les engins autorisés, sur les retenues précitées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments respectueux.

LE DIRECTEUR GENERAL

W. de Boysson

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.-



Rien - Ex
Rien C1
Rien C2

voir C1

BL.

P.O. - MIDI

EXPLOITATION COMMUNE
DES RÉSEAUX D'ORLÉANS
ET DU MIDI

R. C. Seine N° 88.928 et 46.487

Service

DU

MATÉRIEL & DE LA TRACTION

Adresse Télégraphique : TRACORLÉ PARIS-63

TELEPHONE { Gobelins 83-10
 4 lignes
 Inter. 0-12

N° I.PE 534 g

à rappeler dans la Réponse

Paris le 22 juillet 1936

41, BOULEVARD DE LAGARE, 41 (XIII^e)



LE CHEF DU SERVICE
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

à Monsieur le CHEF DU CONTENTIEUX COMMUN

**PÊCHE ET CANOTAGE SUR LES RETENUES DES BARRAGES DE MAREGES
ET DE COINDRE**

3831

Le service de l'Exploitation a l'intention de tirer parti de l'intérêt que présentent du point de vue touristique, les retenues de MAREGES et de COINDRE, en organisant une publicité en faveur du canotage et de la pêche sur ces lacs artificiels.

D'après les renseignements qui nous ont été fournis verbalement par le Service Spécial d'Aménagement de la Haute Dordogne, il résulterait de la concession accordée au P.O. que le lit des rivières, qui était primitivement "domaine public" serait devenu "domaine public concédé" au même titre par exemple, qu'un tronçon de route nationale traversée par une voie ferrée nouvelle au moyen d'un passage à niveau.

Dans ces conditions, les droits de canotage et ceux de pêche aux époques et avec les engins autorisés seraient acquis sans réserves au P.O.

Or, M. DUFFAUT, Ingénieur en Chef des Forces Hydrauliques du Centre, a fait connaître à M. BARILLOT, au cours d'une conversation, qu'il ne partageait pas ce point de vue.

Nous savons, d'autre part que l'Union Hydro Electrique délivre, moyennant paiement d'une redevance annuelle des cartes donnant droit à la pêche en canot sur la retenue de son usine d'Eguzon.

Cette Société procède d'ailleurs de la même manière en ce qui concerne notre Usine de COINDRE, dont l'exploitation technique lui a été confiée.

Rien n'a encore été envisagé par nous pour MAREGES .
Nous avons reçu une demande d'un habitant de la région
que nous avons classée en attente.

En vue de renseigner le service de l'Exploitation ,
je vous serais obligé de me faire connaître quels sont
exactement les droits de notre Compagnie au sujet de
COINDRE et MAREGES et s'il peut être légalement délivré par nous
des autorisations de pêche et de canotage sur les retenues
des barrages de ces usines.

LE CHEF DU SERVICE
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

Bachell